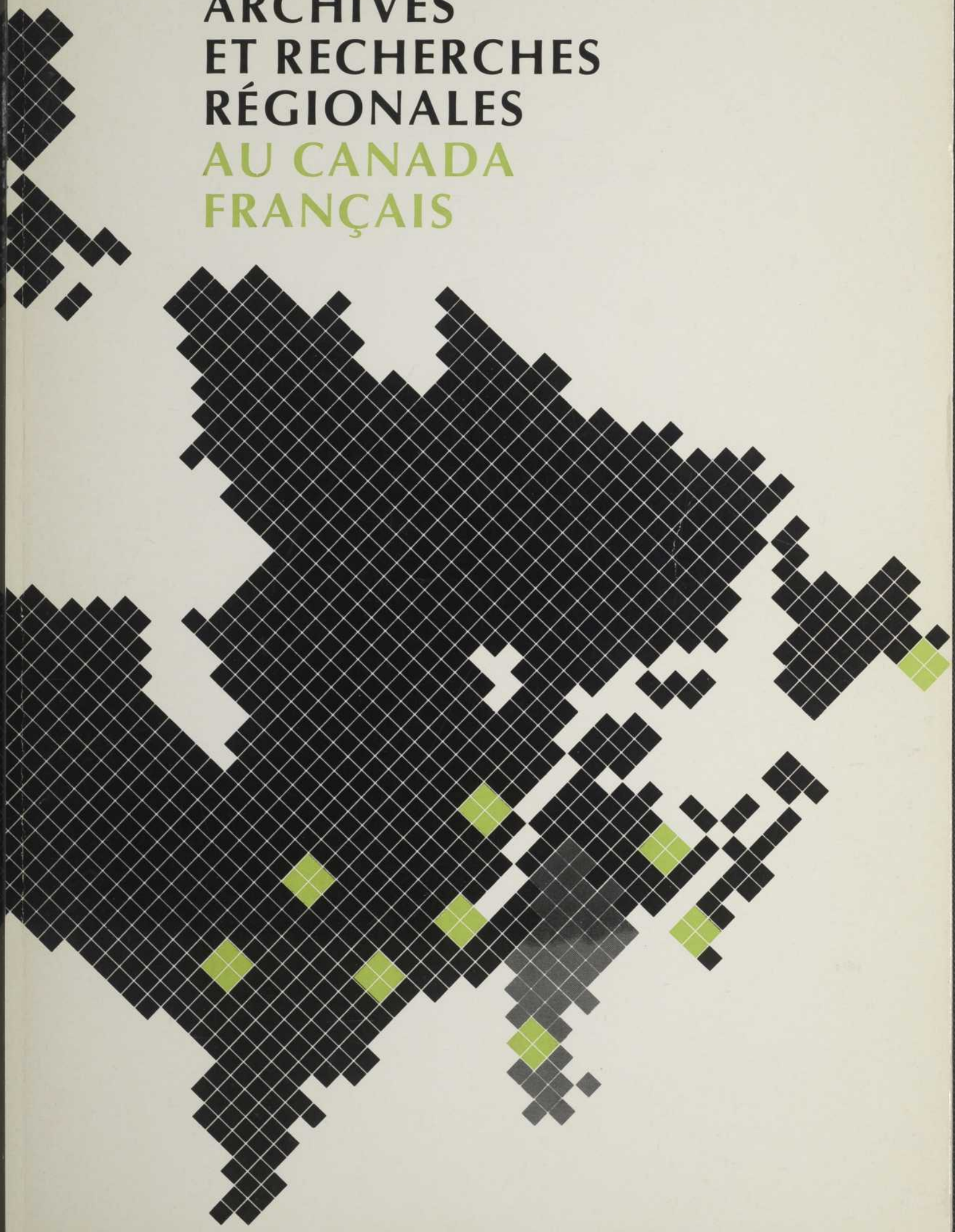
ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE
POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES
ET CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-FRANÇAISE
DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA

ARCHIVES ET RECHERCHES RÉGIONALES AU CANADA FRANÇAIS



Actes du colloque sur les ARCHIVES ET RECHERCHES RÉGIONALES AU CANADA FRANÇAIS

Tenu à l'Université d'Ottawa les 17 et 18 février 1977

Organisé par le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa

Compte rendu publié en collaboration avec l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS)

Disponible aux endroits suivants:

L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences
(ACFAS),
2730, Chemin de la Côte-Sainte-Catherine,
Montréal. Tél.: (514) 342-1411

Centre de recherche en civilisation canadienne-française,
Faculté des Arts,
Université d'Ottawa,
65, rue Hastey,
Ottawa. Tél.: (613) 231-6847

Prix: $5.00

Dépôt légal:

Bibliothèque nationale du Canada, 4e trimestre 1977
Bibliothèque nationale du Québec, 4e trimestre 1977

TABLE DES MATIERES

Avant-propos, par *Pierre Savard*... 1

Le C.E.F.T. et la culture traditionnelle des Franco-Terreneuviens, par *Gérald Thomas*... 3

Le Centre d'études acadiennes, par *Père Anselme Chiasson*... 13

La recherche en Acadie, par *Jean Daigle*... 25

Etat de la recherche en Nouvelle-Ecosse, par *J. Alphonse Deveau*... 35

L'inventaire des sources manuscrites conservées au Saguenay-Lac-St-Jean, par *André Côté*... 41

Les développements récents de la recherche sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, par *Louise Hélène Audet* et *Benoit-Beaudry Gourd*... 51

L'Outaouais et son patrimoine: état du problème, par *Pierre-Louis Lapointe*... 63

Les archives de la région de Trois-Rivières, par *Claude Lessard*... 75

Où en sont les études sur le français de l'Ontario?, par *André Lapierre*... 89

Les sources de l'histoire des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario, par *Gaétan Gervais* 99

Situation de la recherche sur les communautés franco-canadiennes de l'Ouest, par *Robert Painchaud*... 113

L'état de la recherche et la richesse ou pauvreté des archives, par *André Lalonde*... 123

Dépouillement des hebdomadaires franco-albertains, par *Georges E. Durocher*... 129

Les archives françaises aux Archives provinciales de l'Alberta, par *Alan D. Ridge*... 137

Les origines des établissements canadiens-français en Alberta 1890-1914, par *Alice Trottier*... 147

La fossilisation du Franco-Américain de la Nouvelle-Angleterre, par *Paul-P. Chassé*... 155

Liste des participants... 167

AVANT-PROPOS

Les 17 et 18 février a eu lieu, sous les auspices du Centre de recherche en civilisation canadienne-française, un colloque regroupant des spécialistes venus d'une dizaine de régions du Canada français depuis l'Alberta jusqu'à Terre-Neuve pour faire le point de l'état des archives et de la recherche chez eux. A ces Canadiens s'est ajouté le professeur Chassé qui a évoqué les problèmes de la recherche en Nouvelle-Angleterre. Le présent volume renferme les communications présentées pendant ces deux jours de travail. Le présent bilan n'a pas la prétention d'être complet. Il n'a pour but que d'attirer l'attention, d'une part sur la richesse, les possibilités et quelques réalisations des études - trop souvent ignorées - qui se font hors Québec, et d'autre part de mieux faire connaître la diversité et la nouveauté des études régionales à l'intérieur du Québec.

Que soient remerciés ici Jacques Grimard, archiviste du Centre, qui a grandement aidé au choix des participants et à l'organisation de cette rencontre, de même que Mme Michelle Laflèche, chargée de recherche au Centre, qui a aidé tant à la préparation du colloque

qu'à celle de la présente publication. Le secrétariat du Centre a aussi apporté sa collaboration à toutes les étapes du travail. La tenue du colloque a été rendue possible grâce à une double subvention du Secrétariat d'Etat et du Conseil des Arts du Canada. L'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences a assumé les frais d'impression des Actes du colloque. Nous savons gré à ces trois organismes de leur appui compréhensif et généreux.

PIERRE SAVARD
Directeur,
Centre de recherche
en civilisation
canadienne-française,
Université d'Ottawa

LE C.E.F.T. ET LA CULTURE TRADITIONNELLE DES FRANCO-TERRENEUVIENS

Le Centre d'études franco-terreneuviennes, fondé en septembre 1975 sous l'égide du Département de français de l'Université Memorial de Terre-Neuve, fait partie intégrante des Archives de langue et de folklore de cette même institution. Ces archives, fondées en 1968 par le professeur Herbert Halpert, possèdent actuellement plus de 2 000 enregistrements sonores et d'énormes quantités de documents manuscrits, fruit des enquêtes folkloriques faites par les membres du Département de folklore, par leurs collègues dans d'autres sections, et par leurs étudiants. Leurs enquêtes se sont portées presque exclusivement sur la tradition majoritaire de l'île, qui est d'origine anglaise ou anglo-irlandaise.

C'est dans ce cadre d'études de folklore terreneuvien que fonctionne le Centre d'études franco-terreneuviennes. Il a pour but d'étudier la vie traditionnelle des Franco-Terreneuviens, en recueillant, classifiant et analysant leurs parlers et leur folklore. Et cela non seulement afin de conserver des traditions qui disparaissent peu à peu, mais aussi de rendre à un peuple une partie de son patrimoine qui, avec les années d'assi-

milation plus ou moins réussie, lui a été volé. C'est dans cette perspective que je voudrais aborder les questions suivantes: population et lieux d'enquêtes; méthodologie des enquêtes; la matière et son organisation; et la publication des fruits de nos enquêtes.

La population francophone de l'île de Terre-Neuve représente moins d'un pourcent de la population de la province, soit un total d'environ 5 000 personnes. Cette population est groupée d'une part dans une poignée de villages sur la presqu'île du Port-au-Port: L'Anse-aux-Canards et Maisons-d'Hiver, la Grand'Terre, Cap-St.-Georges, Degras, Rousseau Rouge et la Pointe à Luc; et d'autre part, dans les communautés de Stephenville, de Kippens, de Stephenville Crossing et de St.-Georges, toutes situées à l'intérieur de la baie St.-Georges. Tous ces villages se trouvent donc dans une région assez limitée de la côte ouest de Terre-Neuve.

Les habitants francophones de l'intérieur de la baie St.-Georges sont pour la plupart originaires de l'Acadie, plus précisément de l'île du Cap-Breton. Leur arrivée a débuté à la fin du XVIIIe siècle et ce sont eux, de tous les Franco-Terreneuviens, qui ont subi la plus forte influence anglaise. Les Français de la presqu'île sont les descendants d'anciens pêcheurs bretons ou St.-Pierrais, souvent déserteurs des compagnies de pêche françaises qui jouissaient de droits de pêche exclusifs dans cette région jusqu'en 1904. C'est surtout au cours du XIXe siècle qu'ils se sont installés à Terre-Neuve, et ils restent fiers de leurs origines métropolitaines malgré l'inévitable mélange de cultures

avec les Acadiens et, à un moindre degré, avec les anglophones de la région.

Et c'est là justement l'intérêt que présente l'étude de cette région et de sa culture. Quoique les îlots français de la presqu'île restent très isolés, et aient pu garder plus longtemps des traditions disparues ailleurs, leurs diverses alliances avec les autres ethnies - anglaise, irlandaise, mais aussi écossaise et même micmac - ont créé une situation de rêve pour celui qui s'intéresse au mélange des traditions, aux questions de transmission et d'adaptation, sans parler du linguiste qui peut étudier de très près un français dialectal entièrement dépourvu de contacts avec une culture maternelle d'élite. Notons en passant qu'il y a probablement vingt mille personnes d'origine française dans la région qui ont perdu leur langue, mais qui ont gardé une partie de leur héritage culturel.

La méthodologie de nos enquêtes a été dominée par deux facteurs: d'une part, le petit nombre de villages à majorité francophone, et d'autre part, le peu de chercheurs à Terre-Neuve ayant la formation nécessaire pour faire des enquêtes de folklore en utilisant le français comme langue usuelle.

En principe, le nombre restreint de communautés à étudier, une douzaine tout au plus, devrait permettre à l'enquêteur de travailler en profondeur. Au lieu de faire des sondages qui ne font qu'effleurer la matière qui l'intéresse, l'enquêteur peut examiner exhaustivement non seulement les genres en détail mais aussi apprendre à connaître ses informateurs d'une façon

autre que passagère, car en matière de folklore, nous estimons que le "folk" est aussi important que le "lore". C'est ce que j'ai essayé de faire à Cap-St.-Georges pendant un séjour de huit mois, et pour des durées plus courtes, à la Grand'Terre.

Par contre, je suis effectivement la seule personne à avoir travaillé en profondeur dans la région, et la majorité des villages restent donc à être explorés; nous n'avons pas pu exploiter notre domaine limité, faute de chercheurs à plein temps. En dehors de mes propres recherches et celles de ma collaboratrice franco-terreneuvienne, Mlle Géraldine Barter, le Centre a dû compter sur d'autres façons de recueillir notre documentation.

Notre méthodologie de base est l'observation et l'interview dans le contexte naturel. En notant non seulement la matière du folklore, mais aussi les remarques, les réactions et les gestes des participants dans une situation folklorique, nous espérons éventuellement déceler la fonction de tel fait, qu'il s'agisse d'un conte populaire ou d'un simple dicton. Quand on ne peut pas s'immerser dans le contexte, quand on ne peut travailler en profondeur, on est obligé de recourir à d'autres méthodes. Dans une université, il est possible, par le moyen des divers cours spécialisés au niveau sous-gradué, de former des étudiants pour les enquêtes de courte durée. Dans l'étude de la culture traditionnelle des Franco-Terreneuviens, nous disposons d'un cours qui prépare un petit nombre d'étudiants chaque année pour une telle enquête. Entre autres choses,

l'étude du dialecte leur donne une connaissance de base sans laquelle ils auraient des difficultés de rapport avec leurs informateurs. Ils apprennent des techniques d'interview en utilisant un questionnaire portant en général sur une matière limitée: les noms, par exemple, où on a déjà recueilli une riche documentation non seulement sur les noms et prénoms et les sobriquets, mais aussi sur les noms de lieux et de lieux-dits et les noms donnés aux bêtes. Cette année nous allons nous pencher sur toute une gamme de questions relatives au jardinage domestique.

Passant chaque séjour dans un village différent, nous assemblons petit à petit une documentation qui touchera tous les villages et, éventuellement, tous les genres. C'est le moyen que l'on peut appeler "la petite enquête en profondeur".

Un autre problème de méthodologie relève de l'enquêteur étudiant. S'il est étudiant de folklore, il n'a que rarement une connaissance suffisante du français qui lui permette d'établir un bon rapport avec nos francophones, tout en possédant une bonne connaissance de la matière et des méthodes du folkloriste. L'étudiant de français, mieux équipé sur le plan linguistique, n'a pas souvent la connaissance technique du folkloriste. Malgré ces difficultés, en utilisant les techniques du folkloriste, le magnétophone, l'observation, la participation, l'interview, nous assemblons une matière qui varie par la qualité et par la quantité à cause de la préparation de nos enquêteurs, mais sans quoi l'apport documentaire n'aurait aucune continuité. Avec le

temps, bien sûr, nous espérons attirer de plus en plus de chercheurs, formés, ou bien en état de formation.

Passons maintenant à la matière elle-même et à son organisation au Centre d'études franco-terreneuviennes. Depuis 1970, date à laquelle j'ai effectué mon premier voyage de recherche chez les Franco-Terreneuviens, le Centre a pu amasser un corpus important de données folkloriques, linguistiques, historiques et sociologiques. A l'heure actuelle, la plus grande partie de notre documentation est sous forme d'enregistrements sonores et de transcriptions. C'est la matière première, le témoignage direct de la vitalité d'une tradition. Sur nos rubans, l'on peut entendre plus d'une centaine de personnes, les uns contant des contes, légendes et anecdotes, les autres chantant de vieilles chansons françaises ou anglaises, les autres parlant du vieux temps, des vieilles coutumes et croyances, de tout ce qui relève du folklore et des sciences connexes.

En matière de contes populaires, par exemple, je signale des versions de plus de 100 contes-types internationaux en quelques 170 variantes, me référant à l'ouvrage reconnu sur le plan international dans l'étude du conte, *The Types of the Folktale* de Antti Aarne et de Stith Thompson[1]. Nous avons également sur bande plusieurs centaines de chansons, et nous avons enregistré deux chanteurs ayant chacun un répertoire d'au moins cinquante chansons.

1. Helsinki, 1961

Toutes nos bandes sont classées par l'enquêteur et Mlle Barter, qui a soigneusement transcrit chaque bande, a aussi dépouillé chaque transcription de façon à dégager le contenu détaillé de chacune. S'agit-il des proverbes, on saura vous dire combien on en a recueilli, où les trouver et, ce qui est plus important, comment on les utilise, à quelle fin et dans quel contexte. Il en va de même pour presque tous les genres du folklore et, en outre, pour l'histoire orale et la généalogie. Nous possèdons près de 200 heures de conversations classées de la sorte.

Le folklore locutionnel tel les dictons, les croyances exprimées sous forme verbale, relatives à toute activité humaine, est souvent recueilli au cours de la vie quotidienne, en dehors de l'interview formel. Une abondante matière prise sur le vif est notée sur des fiches d'archive, classée également par genre mais aussi par informateur. Nous en possédons plus de 1 700, et notre système de classification permet non seulement l'étude par genre mais, toujours dans la perspective de l'individu, l'étude du répertoire folklorique par personne.

La troisième section de nos archives contient des études manuscrites préparées par des étudiants dans diverses disciplines: le folklore et le français, mais aussi la géographie, l'histoire et la sociologie. Chaque discipline apporte sa propre perspective et le tout contribue à la formation d'une vue d'ensemble qui échapperait sans doute à celui qui ne travaille que dans sa propre discipline. Les analyses de recensements par

exemple, nous montrent la croissance et l'évolution de chaque communauté; les études de géographie humaine et culturelle nous montrent les divers types d'équipement utilisé au cours des années, la répartition des terres, les types et formes de la culture matérielle. Je pourrais continuer à énumérer les divers aspects de cette collection manuscrite, mais il suffit de noter que nous en possédons plus de 125 études, dont une bibliographie descriptive et critique est en cours de préparation par Mlle Barter. Il convient de noter que toute archive n'est utile que dans la mesure où elle permet une récupération rapide d'informations, et si le C.E.F.T. est beaucoup plus petit que d'autres centres, nous avons l'avantage, pour l'instant du moins, de pouvoir trouver presque en un clin d'oeil ce que nous cherchons!

Je terminerai cette rapide description du C.E.F.T. en esquissant nos projets de publication. Quoique le contenu de nos archives soit modeste à côté de celles plus anciennes, nous considérons toutefois que nous possédons une matière importante qui vaut la peine non seulement d'être publiée, ce qui intéresserait, nous l'espérons, les savants de diverses disciplines, mais d'être publiée sous une forme utilisable par le peuple qui nous l'a fournie.

Les Franco-Terreneuviens ont souffert depuis longtemps d'une politique d'assimilation, et ce n'est que depuis quelques années qu'ils ont commencé à retrouver conscience de leur héritage culturel, et à vouloir le conserver. Mais peu d'entre eux savent lire ou écrire le français, et nous voudrons doubler les livres que

nous proposons de publier d'éditions sonores, du moins pour les contes et les chansons.

Un certain nombre de nos publications seront des monographies consacrées à des individus; nous comptons, par exemple, présenter le répertoire d'une excellente conteuse avec tout l'appareil critique traditionnel du folkloriste. Mais les contes seront précédés par une biographie de la conteuse, et par une discussion, dans ses propres paroles et à travers ses propres vues sur la matière, de la veillée, de la transmission des contes, de l'esthétique du conte et d'autres questions du même genre. Nous examinerons son style oral et sa performance comme on ferait dans d'autres circonstances pour un comédien sur scène. C'est ainsi que l'on verra le rôle du conteur dans sa communauté, l'esthétique du conteur et, par l'appréciation de son style et de sa performance, l'esthétique du groupe.

Dans cette même veine, nous consacrerons des ouvrages à des chanteurs et à d'autres conteurs moins doués, et aussi à des individus qui, par l'étendue de leurs connaissances traditionnelles, sinon par leur réputation de conteur ou chanteur, sont des archives parlantes sur de nombreux aspects de la vie traditionnelle. Nous envisageons également un ouvrage consacré aux croyances et coutumes du pays et aux genres mineurs tels le proverbe, la devinette, le blason populaire, et ainsi de suite. Une histoire sociale viendrait achever ce tableau de la vie des Franco-Terreneuviens, avec comme idées-maîtresses la stabilité et le changement. Nous commencerons toutefois par le verbe, et la

préparation d'un dictionnaire franco-terreneuvien est déjà en cours, sous la direction de Mlle Barter.

Si les problèmes et les projets que je viens d'exposer paraissent ambitieux dans les conditions esquissées plus haut, nous les confrontons avec en tête cette réflexion de Vauvenargues: "Pour exécuter de grandes choses, il faut vivre comme si l'on ne devait jamais mourir". C'est ce que nous faisons.

GERALD THOMAS
Centre d'études franco-terreneuviennes,
Memorial University of Newfoundland

LE CENTRE D'ETUDES ACADIENNES

Tout le monde connaît dans ses grandes lignes l'histoire des Acadiens.

Première colonie française en Amérique, fondée en 1604, l'Acadie a connu une histoire différente de celle du Québec. Elle a été marquée par plus de vicissitudes et de drames. De 1604 à 1713, date du traité d'Utrecht, l'Acadie avait été attaquée huit fois par les Anglais, prise et occupée quatre fois par eux. Mais le drame des drames fut la Dispersion qui dura de 1755 à 1763, qui fit périr la moitié des Acadiens et éparpilla les autres, comme des feuilles au vent, dans les colonies américaines, en Angleterre, en France, aux Antilles, en Guyane et jusqu'aux îles Falkland. Après le traité de Paris en 1763, les survivants continuèrent leurs pérégrinations pendant plusieurs années avant de s'établir à nouveau quelque part. Ils se répartirent alors dans quatre régions mondiales: une centaine de familles en France, un grand nombre en Louisiane, une bonne partie au Québec (régions de Nicolet, Saint-Jacques-L'Achigan et la Gaspésie), et les autres revinrent en Acadie.

Ainsi éparpillés, les Acadiens demeurent, encore

aujourd'hui, en minorité partout où ils se trouvent et n'ont pas de pays qui leur soit propre, pas même une province comme les Québécois, et par conséquent, aucun gouvernement soucieux de regrouper des archives proprement acadiennes. La seule institution en mesure de le faire était l'Université acadienne de Moncton. Et c'est ce qu'elle a fait.

Cette Université, fondée en 1963, a pris naissance de l'ancien Collège Saint-Joseph qui ouvrit ses portes en 1864 à Memramcook. Dans ce collège, en milieu acadien, on commença immédiatement à monter une bibliothèque où entraient naturellement tous les livres, les revues et même les journaux acadiens qui intéressaient les Acadiens. Avec le temps, on y recueillit aussi des archives, surtout les papiers privés d'historiens, tels Placide Gaudet, Rameau de Saint-Père, Emile Lauvrière, etc. Ceci se pratiqua sans trop de méthode ni but concerté "jusqu'en 1940, alors que les pères Clément Cormier et René Baudry entreprirent une recherche plus systématique de toute documentation relative aux Acadiens, et jetèrent les bases d'un dépôt d'archives acadiennes qui devait prendre avec le temps une importance capitale".[1]

"Quand les édifices de l'Université furent érigés sur leur emplacement actuel, un grand secteur de la bibliothèque fut affecté au logement de ce qu'on appelait alors les "archives acadiennes".[2] Ces locaux, qui cons-

1. *Inventaire général des sources documentaires sur les Acadiens*, le Centre d'études acadiennes, Ed. d'Acadie, Moncton, 1975, p. 13.

2. *Ibid*, p. 13

tituent maintenant le Centre d'études acadiennes, comprennent "une section pour les livres, une pour les documents, une pour le folklore, une autre pour les cartes et les journaux, avec une grande salle de consultation et plusieurs bureaux pour le personnel et tout autre service éventuel".[3]

Un personnel de douze y oeuvrent en permanence, dont le directeur, un bibliothécaire, deux archivistes, un généalogiste, une folkloriste, moi-même comme personne-ressource et cinq secrétaires.

Le Centre s'intéresse à tous les aspects de la vie passée et présente des Acadiens. Il possède déjà ou voudrait obtenir toute la documentation existante ou à venir sur des sujets aussi variés que l'histoire, la généalogie, le folklore, la sociologie, la démographie, l'économie, la linguistique, l'éducation, les biographies, etc. C'est dire qu'on y est toujours à l'affût de tout ce qui se publie ou de tout ce qui se découvre d'archives ou de documentation concernant les Acadiens. Le but du Centre est donc d'acquérir dans la mesure du possible toute cette documentation, que ce soit sous forme de publication, d'archives ou même de traditions orales enregistrées sur bandes magnétiques.

Il était décourageant pour le chercheur qui s'intéressait à l'histoire des Acadiens d'apprendre que les archives les concernant se trouvaient dans des dépôts aussi dispersés que les archives de France, d'Angleterre,

3. *Inventaire général des sources documentaires sur les Acadiens*, le Centre d'études acadiennes, Ed. d'Acadie, Moncton, 1975, p. 13 et 14.

du Vatican, d'Espagne, des Antilles, de la Louisiane, des Etats américains de l'Atlantique et dans de multiples dépôts au Canada. Sa recherche s'avérait particulièrement difficile et onéreuse, sinon impossible.

Le Centre s'applique donc à accumuler en un seul endroit toute cette documentation, disponible au moins sous forme de copies. Nous devons obtenir encore plusieurs photocopies d'archives connues et il est évident que plusieurs documents restent à découvrir. Mais, déjà, nous pouvons affirmer que nulle part ailleurs ne se trouve ainsi accumulée autant de documentation sur les Acadiens; et dans ce sens, le Centre d'études acadiennes est certainement unique au monde.

Donnons un peu plus de détails sur ce matériel compilé au Centre d'études acadiennes.

Sa bibliothèque spécialisée compte plus de 10 000 volumes, thèses, brochures et revues concernant directement ou indirectement les Acadiens.

Nos archives se divisent en fonds privés et en copies d'archives publiques ou semi-publiques.

Notre voûte de fonds privés contient près de 644 boîtes de 4 pouces d'épaisseur. Plusieurs de ces fonds sont particulièrement importants. Il suffit de nommer quelques personnages dont nous avons obtenu les papiers pour souligner la valeur incomparable de notre dépôt: Placide Gaudet, 87 boîtes; Rameau de Saint-Père, Emile Lauvrière, Pascal Poirier, frère Antoine Bernard, le père René Baudry, le père Pacifique de Valigny, Hector Carbonneau, et d'autres moins connus du public extérieur, tels Henri-P. LeBlanc, Antoine Léger, Calixte Savoie, etc.

Parmi ces personnages, les uns ont écrit l'histoire des Acadiens et rassemblé une documentation volumineuse sur le sujet; les autres ont marqué l'histoire acadienne depuis plus de cent ans, en étant les *leaders* de ce qu'on a appelé la renaissance acadienne.

Les archives publiques ou semi-publiques que nous possédons sont sous forme de copies au xérox (quantité limitée), et sous forme de microfilms (la majeure partie).

Au xérox, nous avons photocopié la plupart des registres d'état civil des paroisses acadiennes des Maritimes. Les autres registres ainsi que ceux des paroisses acadiennes du Québec et quelques-uns du régime français qui ont survécu, sont sur microfilm.

Il serait trop long de donner en détail toute la liste de nos microfilms. Elle va des archives de France, d'Angleterre, d'Espagne, de la Louisiane, des colonies américaines d'avant l'Indépendance, d'Ottawa, de Québec, des Archives provinciales des Maritimes etc., jusqu'aux dépôts des séminaires et des archevêchés.

Qu'il suffise de dire que le Centre d'études acadiennes peut mettre à la disposition des chercheurs plus de 2 500 bobines de microfilms d'archives importantes concernant les Acadiens, ou dans lesquelles, telles les archives coloniales, on parle beaucoup de l'Acadie ou des Acadiens.

Le Centre a aussi obtenu, sur microfiches cette fois, une copie de tous les journaux des colonies américaines d'avant l'Indépendance.

Une autre section, importante pour l'histoire des Acadiens, est la généalogie. Les Acadiens ont été tellement dispersés au XVIIIe siècle, que l'histoire de cette période ne peut souvent se retracer qu'en suivant les familles et même les individus dans leurs pérégrinations. Et la généalogie, sans compter l'intérêt personnel qu'un nombre toujours croissant de gens y portent, est un précieux moyen de suivre les familles dans leur tragique odyssée, d'établir les mouvements démographiques de cette période et des autres, en somme d'apporter des lumières particulièrement précises à la grande histoire.

A cause de cette importance, le Centre d'études acadiennes a obtenu à peu près toutes les études déjà faites sur le sujet par des spécialistes tels que Placide Gaudet, Cyriac Daigle et tant d'autres, toute la documentation susceptible d'aider à la généalogie des familles acadiennes. Un ex-généalogiste du Centre a déjà fait trois voyages de recherches en France pour recueillir les listes, faire un relevé dans les registres des milliers d'Acadiens qui après la Déportation languissaient dans les ports de la mère patrie. Et actuellement, un jeune avocat, qui a laissé sa profession pour devenir le généalogiste à plein temps du Centre, travaille à la préparation d'un dictionnaire généalogique acadien hautement scientifique dont toutes les données seront appuyées sur des documents historiques.

Le Centre possède encore des copies imprimées ou des copies microfilmées de tous les journaux acadiens

parus à ce jour et des journaux anglais qui peuvent être d'un certain intérêt pour l'histoire acadienne.

D'autres secteurs sont en voie de développement, tels ceux des cartes géographiques, de la démographie, du parler acadien, des photos historiques, etc. Le Centre a déjà accumulé beaucoup de matériel dans ces domaines en attendant les moyens d'embaucher des personnes qualifiées pour s'en occuper plus spécifiquement.

Enfin, le Centre a ouvert en 1970 un département de folklore acadien et embauché une spécialiste en folklore. Cette section a connu un développement extraordinaire. Fidèle à l'objectif du Centre lui-même, l'administration s'est efforcée d'obtenir des copies des collections déjà existantes au Musée de l'Homme à Ottawa, aux Archives de folklore de l'Université Laval et des collections privées. On y a organisé des groupes d'enquêteurs chaque été et quelques-uns pour des années entières. Ces cueillettes ont porté sur le matériel folklorique traditionnel des chansons, des contes, des légendes et des traditions. Mais le Centre a suscité d'autres recherches systématiques sur des sujets jamais touchés jusqu'ici en Acadie, comme le costume acadien d'autrefois, les recettes acadiennes et la maison acadienne. Le matériel qui entre est si abondant qu'il est difficile de tenir nos statistiques à jour. Mais les chiffres suivants, très conservateurs, donneront un aperçu de la richesse déjà recueillie: plus de 6 000 chansons, plus de 700 contes, plus de 15 000 légendes

ou versions de légendes, des traditions, des descriptions enregistrées de métiers et de travaux particuliers, tels la construction d'aboiteaux, la fabrication de tonneaux, la construction de maisons, de bateaux, etc.

Le personnel du Centre, qui s'occupe de procurer toute nouvelle documentation, d'organiser et d'encourager la recherche, travaille constamment à rendre accessible aux chercheurs tout ce matériel documentaire concernant les Acadiens. Des fiches par ordre alphabétique d'auteurs, de sujet et de thèmes pour les imprimés, les thèses et les fonds privés à mesure qu'on les inventorie, sont tenues à jour, de même qu'un catalogue des microfilms. En vue des généalogistes et des démographes, nos données généalogiques et le relevé des registres sont également mis sur fiches.

Cette préoccupation de rendre la tâche plus facile aux chercheurs et de faciliter les études acadiennes a poussé le Centre à publier des instruments de travail, tels que des inventaires de journaux, une compilation de statistiques détaillées, des abrégés historiques, etc. Parmi ces travaux, deux sont d'une importance majeure à notre avis. Le premier est un inventaire général de toutes les archives connues concernant les Acadiens. Ce volume de 530 pages avec plus de 50 pages de table analytique sur deux colonnes, fut publié en 1975. Une *Bibliographie acadienne* de plus de 400 pages, contenant les volumes et les thèses qui traitent des Acadiens vient également de paraître

ce mois-ci. Et à l'été de 1977, le Centre se propose de rédiger une Bibliographie acadienne des articles de revues. Nous avons aussi mentionné plus haut un dictionnaire généalogique.

Enfin, le Centre met à la disposition des chercheurs des liseuses de microfilms et de microfiches ainsi que des photocopieuses. Le Centre a obtenu une machine à microfilmer de plus de $5 000, don d'une Acadienne généreuse. Cette machine des plus modernes permet de microfilmer les documents qu'on nous prête à cette fin, ainsi que les vieux documents en voie de détérioration (à cause de la pauvreté du papier).

Ainsi organisé, le Centre d'études acadiennes exerce déjà un rayonnement remarquable. Ses usagers les plus nombreux sont naturellement les professeurs de l'Université et leurs élèves. Mais ses portes sont ouvertes et ses services disponibles au public en général, aux chercheurs du milieu et de l'extérieur. La salle de consultation est toujours achalandée. Les clients viennent des Maritimes sans doute, mais aussi du Québec, de l'Ontario, de l'Ouest, des Etats-Unis, même de France. En vue d'un livre à écrire ou d'une thèse à préparer, certaines gens y font de la recherche pendant des mois et même des années.

Ce rayonnement est visible. Il serait même facile d'en juger la portée par le livre d'inscription à l'entrée. Mais l'influence d'une telle institution ne se limite pas à ces chercheurs. Il y a la correspondance volumineuse, il y a les contacts fréquents avec des centres de documentation, avec des sociétés, historiques

ou autres, avec des historiens, des archivistes. Des membres du personnel du Centre se déplacent pour des congrès ou des colloques. D'autres sont amenés à faire de la recherche ou de la cueillette d'archives un peu partout, même aussi loin qu'en France où quatre voyages de ce genre ont eu lieu. On utilise aussi et de préférence - quand c'est possible - les services des personnes-ressources du milieu. Un exemple: depuis longtemps, nous souhaitions que des recherches soient faites sur les Acadiens qui par milliers sont passés par les Antilles après la Déportation. Nous n'avions que des bribes ici et là à ce sujet. On apprend un bon jour que le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa nous avait damé le pion et avait retenu les services d'un historien français, Gabriel Debien, pour commencer cette recherche. Après entente entre nos deux Centres, ce spécialiste de l'histoire des Antilles a continué et continue encore, pour le Centre d'études acadiennes maintenant et aux frais de celui-ci, le relevé des registres et de toute documentation sur les Acadiens aux Antilles. Le dossier recueilli est déjà volumineux, comble une lacune dans nos archives, dépasse nos espérances et concrétise un de nos rêves d'autant plus cher qu'on le croyait presque irréalisable.

L'influence du Centre s'exerce dans des sphères innombrables. On vient consulter sa documentation et ses experts, non seulement pour écrire l'histoire, mais pour préparer des films, des émissions à la radio et à

la télévision, pour compléter des recherches ou des études de toutes sortes qu'on veut poursuivre en milieu acadien, etc.

Ce Centre est maintenu financièrement à même le budget de l'Université de Moncton. Celle-ci défraie le coût des salaires, des achats et du fonctionnement. Les quelques subventions décrochées jusqu'ici le furent toujours pour des projets spéciaux de recherche. C'est à la gloire de cette Université d'avoir monté, de maintenir et de développer un tel Centre qui joue, comme on vient de le voir, un rôle très important, non seulement dans la communauté universitaire, mais aussi dans la collectivité acadienne et au-delà.

PERE ANSELME CHIASSON
Centre d'études acadiennes
Université de Moncton

LA RECHERCHE EN ACADIE

Parler de la recherche en Acadie est une tâche ardue pour ne pas dire ingrate. C'est s'exposer à mettre en relief certaines études et à en oublier d'autres plus obscures. C'est valoriser surtout l'imprimé, c'est-à-dire l'ancien, le déjà paru, et mettre en veilleuse des études en préparation qui ne sont pas encore assez connues.

L'Acadie de la "diaspora" est très vaste car elle englobe les provinces Maritimes, la Louisiane, Belle-Ile-en-mer, le Poitou, etc., bref tous les endroits où des Acadiens ont un sentiment d'appartenance au groupe. Mon exposé touchera, surtout à cause de ma familiarité avec le sujet, la région acadienne des provinces Maritimes et plus spécifiquement le Nouveau-Brunswick. Plutôt que de faire comme Marc-Adélard Tremblay le bilan des recherches ou de dresser une bibliographie exhaustive, je voudrais, comme un guide, vous faire connaître les différents organismes impliqués dans la recherche et la publication et dresser une liste sommaire des ouvrages disponibles sur divers thèmes en admettant au départ qu'il y aura des omissions involontaires[1]. Toute analyse critique dans le

cadre de ce court exposé serait prétentieuse.

Le rôle des sociétés historiques

A cause de leur histoire troublée et pleine d'événements tragiques, les Acadiens ont valorisé leur histoire et ont tenté de faire connaître et d'étudier leur patrimoine. Les Acadiens du Cap-Breton se donnaient une Société historique française dès 1921[2]; la Société historique acadienne actuelle tire ses origines de la même année[3]. Ce n'est cependant que depuis les années 1960 que les sociétés historiques furent assez solides pour mettre sur pied des publications régulières. Le ton apologétique du début est disparu pour faire place à des articles scientifiques qui veulent rendre intelligible le passé des Français des provinces Maritimes. La Société historique acadienne (1960) publie des articles de haut calibre sur l'Acadie internationale et subventionne des travaux de recherches poussés[4]. La Société historique Nicolas-Denys (1970) concentre son attention sur le Nord-est du Nouveau-Brunswick en plus de s'occuper d'un Centre d'archives au Collège Jésus-Marie de Shippagan. A l'autre extrémité de la province, la Société historique du Madawaska étudie surtout l'histoire du Nord-ouest du Nouveau-Brunswick en utilisant la documentation qui se trouve au Collège Saint-Louis Maillet. La région néo-écossaise de la baie Sainte-Marie possède, depuis 1976, une société historique.

Le rôle de ces sociétés historiques, en plus de rassembler les personnes intéressées à étudier le passé

acadien a été de fournir un forum où les chercheurs pouvaient publier leurs recherches et confronter leurs hypothèses de travail. Le travail d'animation de ces chercheurs s'est répercuté jusque dans les écoles publiques du Nouveau-Brunswick par la publication en 1977 d'une *Histoire d'Acadie par les textes*.

L'Université de Moncton

La création de l'Université de Moncton le 19 juin 1963 marque certes une des dates les plus importantes de la "renaissance" acadienne[5]. En plus de donner la possibilité aux jeunes Acadiens d'accéder à une éducation supérieure francophone de qualité, l'Université allait favoriser la création d'organismes susceptibles d'encourager la recherche. Elle permit de rassembler sur un même campus des professeurs-chercheurs désireux d'étudier, à partir de leur spécialisation, la réalité acadienne. Il était important que l'Université se dote d'une publication qui permettrait aux professeurs de diffuser leurs travaux de recherches et de comparer leurs hypothèses. *La Revue économique*, devenue en 1967 *La Revue de l'Université de Moncton*, actualise ce désir d'encouragement à la recherche et à la diffusion. A date, ont paru des numéros portant sur la littérature, les arts visuels et l'histoire acadienne[6].

Le Conseil de recherches depuis 1970 a pour objectifs de centraliser les subventions accordées à toutes les disciplines, d'aider et d'appuyer les professeurs dans la formulation de leur projet de recherche et de demande de subvention et d'encourager les études de

type universitaire. Il serait présomptueux de dresser la liste des diverses publications des professeurs. Il suffit de dire que les professeurs de l'Université de Moncton ont apporté et continuent d'apporter leur contribution à l'approfondissement des connaissances non pas seulement sur le fait acadien mais aussi dans les différentes disciplines académiques.

Le Centre d'études acadiennes

Créé en 1968, le Centre n'a pas comme fonction principale l'enseignement mais plutôt la recherche. Même si la rentabilité semble y perdre, la contribution du Centre dans le domaine de l'expansion du savoir est essentielle.

Le Centre s'est orienté vers deux voies. Premièrement, il se consacre à faire l'inventaire des sources disponibles au Centre et ailleurs sur les Acadiens. Comme les Acadiens ne sont pas en majorité et qu'ils n'ont pas de gouvernement qui leur appartient, le Centre agit en sorte comme une bibliothèque nationale où est acquis d'une façon régulière toute la documentation touchant la population acadienne des Maritimes ou d'ailleurs. La parution de l'*Inventaire général des sources documentaires sur les Acadiens* en 1975 concrétisait le vaste travail de récupération documentaire entrepris par le Centre d'études acadiennes[7]. La deuxième phase, celle de la *Bibliographie acadienne (volumes, brochures et thèses)* est maintenant terminée et le travail est disponible en librairie[8]. La phase trois, une Bibliographie signalétique des articles de

plus de 40 revues devrait débuter au mois de mai de cette année. La parution de cette trilogie amorcera des travaux de recherche relatifs à l'Acadie portant sur des avenues nouvelles. La publication en 1978 de la première tranche d'un dictionnaire généalogique des Acadiens par le Centre permettra de mieux connaître la filiation des ancêtres et, partant, d'un passé dont il manque plusieurs éléments.

Parallèlement, des équipes de chercheurs dont le Centre encourage et appuie les efforts poursuivent leurs recherches dans différents domaines. L'équipe "A la découverte de l'habitation acadienne" a publié à date une recherche sur l'architecture d'une vieille maison de la région de Memramcook[9].

Le Centre doit s'inscrire fortement dans la recherche de type universitaire en abritant et en fournissant des services à des équipes de chercheurs interdisciplinaires. C'est là la deuxième orientation. Une entente à ce propos a été établie entre le Conseil de recherches de l'Université et le Centre où ce dernier apportera une collaboration indispensable au niveau de la recherche, des services secrétariels, des publications et de la gestion des documents.

Editions d'Acadie

Une autre des conséquences de la création de l'Université de Moncton fut la mise sur pied d'une maison d'éditions à la suite de la constatation par plusieurs chercheurs qu'il n'y avait pas dans les provinces Maritimes de maisons d'éditions francophones capables de

diffuser les travaux de recherche.

En 1972, un groupe de chercheurs lançait les Editions d'Acadie, corporation à but lucratif dont le capital initial fut acquis par la vente d'actions. La jeune maison d'éditions s'est bien acquittée de sa tâche à date car elle a publié les oeuvres de nos jeunes poètes, dramaturges et chercheurs[10].

Le passage, au début de 1977, d'une formule de capital-actions à une société à but non lucratif laisse espérer des subventions importantes des organismes gouvernementaux comme le Conseil des arts ainsi que de fondations privées.

Plusieurs organismes para-gouvernementaux ont étudié en profondeur la vie socio-économique de certaines régions des Maritimes. A ce titre, il faudrait souligner le solide travail de recherche entrepris par l'équipe de Relance dans le comté de Kent de 1969 à 1975[11].

Créé dans le cadre de l'entente FODER et administré par le département des Ressources historiques du Nouveau-Brunswick, le Village acadien de Caraquet, lors de son ouverture en mai 1977, recréera les coutumes, les métiers et le mode de vie des Acadiens de 1780 à 1880. Pour réaliser ces objectifs, une équipe de chercheurs en histoire, en ethnologie et en architecture travaille depuis 1974. Plus de 10 rapports de recherche, à tirage limité, ont été publiés pour cerner la réalité existentielle de la population acadienne de l'époque[12].

Cette brève présentation peut laisser croire que tout va pour le mieux dans le domaine de la recherche en

Acadie. Il est vrai que de nombreux défis ont été relevés, que nous nous connaissons mieux que jamais, mais que de chemin il nous reste à parcourir! Nous ne connaissons que très peu de choses sur la littérature faite par les Acadiens. Il faudrait des études sur le journalisme, les institutions religieuses et laïques, les mouvements coopératifs, l'évolution démographique de la population acadienne.

Au moment où les Acadiens veulent s'affirmer dans le domaine de la recherche et obtenir leur place au soleil, ils se rendent compte que leur condition de minoritaires les condamnent à n'obtenir que la portion congrue des argents disponibles. La baisse de popularité des universités et de la recherche auprès du public en général et des gouvernements, nous force à faire une planification serrée et à viser à une utilisation optimale des ressources. C'est un défi à relever et tout me porte à croire qu'il sera relevé.

JEAN DAIGLE
Directeur
Centre d'études acadiennes
Université de Moncton

Notes

1. Marc-Adélard Tremblay, "L'état des recherches sur la culture acadienne", dans Fernand Dumont et Yves Martin *Situation de la recherche sur le Canada français*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1962, p. 145-167

2. Rémi J. Chiasson, "La Société historique du Cap-Breton", *Les Cahiers* de la Société historique acadienne, vol. 8, no 2, juin 1977.

3. Clément Cormier, "Les Origines de la Société Historique Acadienne", *Les Cahiers* de la Société historique acadienne, vol. 6, no 4, décembre 1975, p. 169-180.

4. Parmi les recherches subventionnées par la Société historique acadienne, il faudrait mentionner le travail d'Eloi DeGrâce, *Noms géographiques de l'Acadie*, 1974.

5. Pour un aperçu des premières années de l'Université de Moncton, voir Clément Cormier, *Université de Moncton, historique*, Moncton, Centre d'études acadiennes, 1975.

6. Parmi les numéros de *La Revue de l'Université de Moncton*, il faut souligner les titres suivants: "Spécial Acadie 2055", 6e année, no 2, mai 1973; "Si que...", 7e année, no 2, mai 1974; "Si que II", 8e année, no 2, mai 1975; "Arts visuels", 8e année, no 3, septembre 1975; "Histoire-géographie", 9e année, nos 1-2-3, octobre 1976.

7. Centre d'études acadiennes, *Inventaire général des sources documentaires sur les Acadiens*, Moncton, Editions d'Acadie, 1975.

8. Centre d'études acadiennes, *Bibliographie acadienne (volumes, brochures et thèses)*, Moncton, Editions d'Acadie, 1977.

9. Collaboration, *La Maison Célestin Bourque de Memramcook-ouest*, Moncton, Centre d'études acadiennes, 1976.

10. Guy Arsenault, *Acadie Rock*, 1973; Raymond LeBlanc, *Cri de terre, poème*, 1972; Léonard Forest, *Saisons antérieures, poèmes*, 1973; Louis Haché, *Charmante Miscou*, 1974; Laval Goupil, *Le Djibou*, 1975; Hector Carbonneau, *Gabriel et Geneviève, récit de la mer*, 1974; Laval Goupil, *Tête d'eau*, 1974; Ronald Des-

prés, *Paysage en contrebande...à la frontière du songe*, 1974; Marielle Boudreau et Melvin Gallant, *La cuisine traditionnelle en Acadie*, 1975; Calixte Duguay, *Les stigmates du silence*, 1975; Samuel Arsenault, Jean Daigle et al., *Atlas de l'Acadie; Petit atlas des Francophones des Maritimes*, 1976; Anselme Chiasson, *Les légendes des Iles-de-la-Madeleine*, 1977.

11. New Brunswick Newstart Inc., *Research Publications*, Richibouctou, 1973.

12. Bernard Thériault, *Les Robins; présence jersiaise en Acadie*, 1975; Rosemonde Cormier, *Etude sur la maison Godin (R-49)*, 1975; Raymonde Blanchard, *Un cours historique des Savoie de Néguac*, 1975; Clarence LeBreton, *Complexe Robichaud, 3300, histoire d'une famille acadienne et de son environnement*, 1975; Clarence LeBreton, *Les Mazerolle à la rivière Saint-Jean*, février 1976; Raymonde Blanchard, *Complexe Martin, étude sur la maison Martin (R-8)*, 1976; Rosemonde Cormier, *Complexe Babineau, étude sur la maison Babineau*, 1976; Bernard Thériault, *La taverne Poirier*, 1976; Paul Surette, *Rapport historique fait au sujet de la maison Thibodeau (Laurent Cyr de Saint-Basile au Madawaska)*, 1975; Bernard Léger, *Complexe Léger, 3900, étude sur la maison Léger*, 1976.

ETAT DE LA RECHERCHE EN NOUVELLE-ECOSSE

L'ampleur du sujet nous oblige à nous limiter à un aspect particulier de la recherche en Nouvelle-Ecosse. Nous consacrerons donc nos remarques aux recherches qui concernent le groupe ethnique acadien de la Nouvelle-Ecosse.

Depuis 1950, le groupe ethnique acadien du sud-ouest a été l'objet de recherches anthropologiques, sociologiques, folkloriques et linguistiques. Nous résumons brièvement ces recherches déjà terminées ou en cours.

De 1951 à 1955, le Dr M.A. Tremblay a étudié le processus d'acculturation chez les Acadiens de Weymouth, N.-E. et a publié le fruit de ses recherches dans *Anthropoligica N.S.*, volume III, no 2, 1961, "Niveaux et dynamismes d'acculturation des Acadiens de Portsmouth" et dans la même revue, vol. IV, no 2, 1962, sous le titre: "Le Transfert culturel; Fondement et extension dans le processus d'acculturation".

La famille acadienne fit l'objet d'une recherche très poussée de la part du Dr Tremblay et de Marc LaPlante dont les résultats ont été publiés sous le titre "Famille et parenté en Acadie", *Publications*

d'Ethnologie, no 3, Musée national de l'Homme.

Le Dr Tremblay et M. Emile Gosselin ont aussi poursuivi des recherches intensives au sujet de la désintégration sociale dans le comté de Digby et ont consigné leurs conclusions sour le titre: "Loomerva-le; un cas de désintégration sociale", dans *Recherches Sociographiques*, volume I, no 3, juillet-septembre 1960, Les Presses Universitaires Laval, Québec.

De 1951 à 1953, J. Alphonse Deveau poursuivit une recherche au sujet de l'acculturation des Acadiens dans une ville anglaise en collaboration avec le Dr Tremblay et publia ses résultats dans sa thèse de maîtrise: *The Acculturation of Acadian Descent People in Bristol*, Université Laval, Québec, 1954.

De 1950 à 1954, une équipe formée de professeurs et d'étudiants de l'Université Cornell, sous la direction du Dr Alex Leighton et comprenant des professeurs de l'Université Laval poursuivit une recherche sociologique intense auprès de la population tant francophone qu'anglophone du comté de Digby. Ce projet de recherche, le *Sterling County Project of Psychiatric Disorder & Sociocultural Environment* était dirigé par le Dr Alex Leighton. Le Dr Tremblay et M. Emile Gosselin y collaborèrent activement.

Les résultats de ces recherches font l'objet de deux ouvrages: *My Name is Legion* et *People of Cove and Woodlot*, Basic Books Inc., New York, 1960.

Pendant les étés de 1963 et 1964, J. Alphonse Deveau continua pour le Musée de l'Homme sous la direction du Dr Carmen Roy les enquêtes déjà commencées par

Alain Doucet au sujet de l'alimentation, des coutumes, des présages, des rites de passages et de la musique chez les Acadiens du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse. Toute cette information est préservée et cataloguée au Musée de l'Homme à Ottawa.

La Soeur Jolicoeur poursuivait aussi pendant les années soixante dans toute la Nouvelle-Ecosse ses recherches au sujet des bateaux fantômes pour sa thèse de doctorat. Elle recueillait aussi pour les Archives de folklore de l'Université Laval des chansons, des contes, des croyances et des coutumes de la région du district d'Argyle dans le comté de Yarmouth.

En même temps, M. Eddie Comeau poursuivait une recherche pour le compte des Archives de folklore de l'Université Laval sous la direction de M. Luc Lacoursière au sujet de la chanson à la baie Sainte-Marie. Il en a recueilli 154 qui sont en dépôt aux Archives de folklore de Laval.

En 1971, un groupe de 10 élèves du Collège Sainte-Anne obtint un octroi dans le cadre de Perspective-Jeunesse pour poursuivre une recherche dans le domaine du folklore et de l'histoire orale chez les francophones du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse. Ce groupe a ainsi enregistré quelque trois cents interviews portant sur tous les aspects du temps passé dans cette partie-là de la province de la Nouvelle-Ecosse. Ces interviews sur cassettes et bobines sont aux archives du Centre acadien au Collège Sainte-Anne.

Un projet semblabe fut réalisé dans le comté de Richmond en 1974 et les informations sur cassettes sont

aussi au Centre acadien du Collège Sainte-Anne.

Depuis de nombreuses années, le père Clarence d'Entremont mène une recherche intense et recueille de partout les documents originaux qui ont trait à l'histoire du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse. Il nous a fait part de ses recherches dans de nombreux articles sur les sujets les plus divers se rapportant à l'ancienne Acadie et aux villages acadiens du Sud-ouest. Il vient de terminer un grand ouvrage sur l'histoire du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse jusqu'en 1760, qui sera bientôt publié.

Tous ses documents recueillis, ses microfilms et sa bibliothèque seront bientôt logés dans le musée de Pubnico, son village natal. Ce musée sera un digne monument à cet infatigable chercheur.

L'histoire de la baie Sainte-Marie a été l'objet de recherches de la part du Dr Tremblay et de J.A. Deveau. Du Dr Tremblay nous avons "Les Acadiens de la baie française" publié dans la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XV, no 4 et de J.A. Deveau nous avons *La ville française*, Conseil de la vie française, Editions Ferland Inc., Québec, 1968 et un manuscrit qui sera bientôt publié, *L'histoire de la baie Sainte-Marie*.

Le père Anselme Chiasson, cap. a poursuivi pendant plus de trente ans ses recherches sur l'histoire et les traditions de son village natal, Chéticamp. Pour se rendre compte de la portée de ses recherches, il suffit de lire son *Cheticamp, histoire et traditions acadiennes*, Editions de l'Aboiteurs, Moncton, 1972.

Actuellement, des élèves au Collège Sainte-Anne qui sont de la région de l'Ile Madame poursuivent une recherche au sujet de l'histoire de cet endroit.

La recherche historique la plus poussée en Nouvelle-Ecosse se poursuit depuis dix ans à Louisbourg sous l'égide et avec les fonds du gouvernement fédéral, dans le but de reconstruire l'ancienne forteresse dans tous ses détails et aussi à l'intention de recréer la vie telle qu'elle était à Louisbourg au milieu du XVIIIe siècle. Cette recherche révèle non seulement des faits inconnus ou ignorés jusqu'ici de toute l'Amérique française.

Le directeur du Centre acadien poursuit une recherche au sujet des familles acadiennes du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse en se basant sur les documents originaux jusqu'ici ignorés, ainsi qu'une biographie des hommes qui ont joué un rôle important dans la communauté acadienne. Le Centre de la Femme de Clare fait le même travail en ce qui concerne les femmes de Clare.

La Fédération acadienne de la Nouvelle-Ecosse vient de terminer une recherche très poussée au sujet de la situation économique des Acadiens de la Nouvelle-Ecosse en collaboration avec l'Université Dalhousie.

Cette recherche pourra s'avérer très utile parce que le rôle des Acadiens dans la vie économique du pays a été trop souvent négligé dans le passé.

La langue acadienne est l'objet de plusieurs études en cours. Nous signalons en particulier celle de Denis Ryan du Nova Scotia Teacher's College au sujet de la

syntaxe acadienne, celle de M. Arthur Gesner, au sujet de la morphologie des Acadiens du Sud-ouest de la Nouvelle-Ecosse, celle de Gabriel Bazin du Collège Sainte-Anne au sujet du vocabulaire acadien, celle d'Ephrem Boudreau au sujet du parler acadien du comté de Richmond.

Le Dr Moshé Starets de l'Université Sainte-Anne dirige des projets de recherche appliqués à l'enseignement du français en Nouvelle-Ecosse.

Ce sont là les principales recherches, à notre connaissance, qui se sont poursuivies ou qui se continuent en Nouvelle-Ecosse au sujet de la culture du groupe ethnique acadien.

Il reste plusieurs sujets importants à étudier en profondeur, entre autres: le comportement politique des Acadiens de la Nouvelle-Ecosse, le rôle des associations acadiennes dans la province, les mécanismes de contrôle social, la transformation des valeurs traditionnelles, les mouvements de la population acadienne vers les milieux urbains de la province, vers les autres provinces et vers les Etats-Unis, une étude globale du processus d'acculturation chez les Acadiens de la Nouvelle-Ecosse depuis les années soixante-dix. Ces projets sont d'une grande actualité et pourraient faire l'objet de recherches sérieuses.

J. ALPHONSE DEVEAU
Directeur du Centre acadien
Université Sainte-Anne

L'INVENTAIRE DES SOURCES MANUSCRITES CONSERVEES AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Approches méthodologiques et perspectives d'avenir*

Les orientations nouvelles de l'historiographie canadienne amènent de plus en plus les chercheurs à se diriger vers des sources d'archives, encore peu exploitées; celles-ci n'offrent, par ailleurs, qu'en de rares occasions les instruments de recherche essentiels, tels guides, répertoires ou inventaires. L'enquête historique en devient ardue et les résultats se font souvent attendre. C'est pour répondre à ce besoin, ressenti par les chercheurs, que nous avons entrepris de faire l'inventaire des sources manuscrites conservées en notre région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

L'exposé qui va suivre veut faire ressortir la méthodologie d'un tel projet d'inventaire et le plan d'action envisagé pour l'ensemble du Québec.

I *Approches méthodologiques*

Un projet d'inventaire, tel que celui qui nous

* Notre réflexion veut être un complément à l'article que nous avons publié dans le *Rapport de la Société canadienne d'Histoire de l'Eglise catholique*, session d'études 1973, pp. 9-24; la revue *Archives*, 74.2, pp. 22-35 a reproduit l'article sans indiquer les notes infrapaginales.

concerne, doit être élaboré avec une méthodologie qui comporte deux volets: le premier volet se situant au niveau de la géographie et le second, au niveau de l'inventaire.

a) *La géographie*

Les limites du territoire sur lequel portera l'inventaire doivent être d'abord définies. A cet égard, deux orientations peuvent être envisagées: la région socio-économique qui voit ses limites définies par les autorités gouvernementales provinciales ou le diocèse qui voit ses limites définies par les autorités épiscopales.

Si nous considérons: 1) la superficie, généralement étendue, des régions administratives, 2) la superficie, plutôt restreinte, des diocèses, 3) le mode de concentration des dépôts d'archives: les sources religieuses étant concentrées en fonction des diocèses et les sources profanes l'étant en fonction des régions administratives, il s'avère pratique, croyons-nous, de choisir le territoire en fonction des limites diocésaines pour l'inventaire des archives religieuses, et en fonction des limites administratives provinciales pour l'inventaire des archives profanes.

Dans le cadre de notre projet, nous avons retenu les limites du diocèse de Chicoutimi. Le hasard a voulu, sauf pour Chibougamau - Chapais, que le territoire du diocèse, enclavé dans la région administrative 02 (Saguenay-Lac-Saint-Jean), regroupe non seulement la population, mais aussi l'ensemble des bureaux adminis-

tratifs de ladite région 02. Un regroupement aussi singulier nous permet de considérer, dans un même mouvement, les archives religieuses du diocèse et les archives profanes de la région administrative 02.

Notre objectif initial visait à inventorier l'ensemble des sources manuscrites conservées en ce territoire. Nous nous intéressions aux institutions, aux administrations diverses, et de façon générale, à toute maison qui conservait des documents d'intérêt historique. L'ampleur de la tâche qui exigeait de nombreux déboursés nous amena à mettre de côté les secteurs suivants: archives d'hommes d'affaires et d'entreprises industrielles[1], archives des services administratifs du gouvernement provincial, archives des services administratifs du gouvernement fédéral.

Les secteurs qui continuent de retenir notre attention sont les suivants:

A.	*Archives religieuses*	: 156 dépôts
	a) Evêché de Chicoutimi	: 1 dépôt (inventaire terminé)
	b) Paroisses	: 95 dépôts (inventaire terminé)
	c) Communautés	: 44 dépôts (en cours d'inventaire)
	d) Maisons d'enseignement (secteur scolaire privé)	: 16 dépôts (en cours d'inventaire)

1. Le travail avait été commencé en ce domaine. Seul un fonds a été inventorié, le fonds Dubuc. Voir: André Côté et Marie McComber, "Sources de l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean: inventaire du fonds Dubuc", *Protée*, vol. 4, no 1 (printemps 1975), pp. 129-154.

B. *Archives profanes* : 123 dépôts

a) Services administratifs des gouvernements locaux;

1. Municipalités : 85 dépôts (inventaire terminé)

2. Commissions scolaires (secteur scolaire public) : 17 dépôts (en cours d'inventaire)

b) Associations profanes : 14 dépôts (à inventorier)

c) Hôpitaux : 7 dépôts (à inventorier)

Le nombre total de ces dépôts, tenant compte du fonds Dubuc, s'élève à 230. Deux cent cinq d'entre eux sont présentement inventoriés. Le travail, en cours depuis 1971, progresse à un rythme satisfaisant. Il est effectué suivant une modalité qu'il importe maintenant de considérer.

b) *Inventaire: concept et actualisation*

L'inventaire sommaire que nous effectuons demeure l'instrument de recherche qui répond le mieux à la situation des archives saguenayennes. Celles-ci ne connaissent point de classement et sont souvent dispersées à l'intérieur d'un même dépôt. L'inventaire, préparé en la forme que nous avons adoptée, donne l'occasion de regrouper et de décrire les catégories de documents qui s'y trouvent. Cinq informations sont données sur chacune d'elles: 1) le nom de la catégorie, 2) les dates extrêmes, 3) le nombre de volumes ou de liasses, 4) le nombre de centimètres ou de mètres linéaires, 5) le lieu de conservation (voûte, sous-sol, grenier, etc.).

L'inventaire des dépôts de même contenu est fait à l'aide d'un questionnaire devenu définitif, après avoir connu un état provisoire. Le questionnaire provisoire est généralement établi avant d'inventorier les dépôts; les consultations avec des guides d'archives, voire même des archivistes, de même que des visites de dépôts aident à sa rédaction. Celui-ci est ensuite mis à l'essai dans un certain nombre de dépôts. L'expérience a démontré que 10% des dépôts de même nature pouvaient donner une idée assez juste de la documentation.

Dès que l'inventaire de fonds semblables est terminé, on procède à la révision systématique des dossiers. Toute catégorie de documents est décrite de manière uniforme, au niveau de chaque inventaire.

Une fois cette phase complétée, les textes sont dactylographiés. L'étape finale est la publication.

Voilà comment se présentent les approches méthodologiques d'un projet d'inventaire d'archives régionales.

II *Perspectives d'avenir*

La progression de notre travail d'inventaire d'archives saguenayennes avec les résultats positifs qui s'en dégagent nous amène à penser qu'un tel projet, comme les autres qui se poursuivent en quelques endroits de notre province, devrait se situer dans le cadre d'un plan d'action plus vaste qui pourrait être organisé au niveau de l'ensemble du territoire québécois. La mise en forme d'un tel plan comporterait, à notre avis, trois mouvements: 1) inventaire, 2) création de services

d'archives, 3) enseignement.

L'inventaire des sources manuscrites, effectué dans les limites des diocèses pour les sources religieuses, dans celles des régions administratives pour les sources profanes, permettrait de connaître non seulement la quantité de documentation conservée mais aussi l'état de conservation de cette documentation.

La création de services d'archives à l'intérieur des organismes publics et privés assurerait la conservation des archives, permettrait le classement et la cotation de celles-ci, ferait espérer une collaboration entre administrateurs et archivistes aux prises avec des problèmes communs, tels le triage et les versements, et finalement, rendrait possible l'accès aux documents, si difficile en certains cas.

L'enseignement de l'archivistique et de l'histoire par le document (troisième mouvement de notre plan d'action) devrait être instauré.

Dans les cours d'histoire nationale, on pourrait demander aux étudiants de préparer des travaux basés sur des documents d'archives qui reposent dans des dépôts avoisinant les écoles. Un presbytère, une municipalité, une commission scolaire, voire même une société historique ouvriraient sans doute leur porte à un nombre restreint d'élèves. Ceux-ci apprendraient alors à manipuler des documents, à lire ces derniers, et s'intéresseraient sans doute à écrire l'histoire d'une région ou d'une localité. Le dépôt d'archives deviendrait ainsi un laboratoire, au même titre que le laboratoire de chimie ou de physique. Les expériences

de recherches seraient de même ordre que celles qui sont réalisées en chimie ou en physique.

L'archivistique, cette science du document, devrait être enseignée comme les autres disciplines. On peut s'étonner du peu d'intérêt qu'on lui porte, surtout dans une société où l'écriture est depuis si longtemps l'un des modes d'expression les plus utilisés. Il nous semble aussi utile de connaître l'importance d'une pièce dans la vie courante, que de savoir lire ou même compter. Que d'embarras peut-on éviter si l'on sait garder dans ses dossiers les bonnes pièces! Une connaissance élémentaire devrait être offerte aux étudiants de niveaux primaire, secondaire et collégial.

Au niveau universitaire pourraient être créés des départements qui offriraient, comme c'est le cas en France depuis 150 ans, des diplômes d'archivistique au premier, deuxième et troisième cycles. Les spécialistes, formés en cette discipline, auraient la tâche de gérer des services d'archives et d'offrir l'enseignement de l'archivistique à tous les niveaux scolaires de la province. Dans l'exercice de leur double fonction, ils seraient en mesure d'obtenir la collaboration d'une population informée.

Voilà comment se présentent la méthodologie d'inventaire des archives saguenayennes et le plan d'action que nous envisageons pour l'ensemble du Québec. Les efforts sérieux, faits jusqu'à présent par quelques centaines de Québécois dans un domaine aussi vaste que celui de l'archivistique ne demeurent pas sans résul-

tats. Ils ont eu pour effet de jeter les bases d'une science nouvelle qui se taille graduellement une place dans nos structures. Un tel mouvement se poursuivra et les bénéficiaires en seront les citoyens, et partant la société elle-même, car les pièces permettant d'expliquer son évolution auront été conservées et deviendront accessibles aux chercheurs.

ANDRE COTE
Professeur d'histoire
Université du Québec
à Chicoutimi.

Appendice: Publication des inventaires

Les inventaires d'archives saguenayennes seront publiés en une série, intitulée "Sources de l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean", laquelle formera huit tomes. La liste des tomes aura la désignation suivante:

1. *Inventaire des archives paroissiales.* Sous presse.
2. *Inventaire des archives municipales.* Sous presse.
3. *Guide bibliographique relatif à l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean.* Sous presse.
4. *Inventaire des archives scolaires: archives des maisons d'enseignement et archives des commissions scolaires.* En préparation.
5. *Inventaire des archives religieuses: archives de l'évêché de Chicoutimi et archives des communautés religieuses.* En préparation.

6. *Inventaire: archives hospitalières, archives d'associations profanes et archives d'hommes d'affaires (Dubuc).*

7. *Atlas d'archives régionales.*

8. *Index général.*

LES DEVELOPPEMENTS RECENTS DE LA RECHERCHE SUR L'HISTOIRE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE

Comme il n'existe en fait aucun groupe de recherche en histoire régionale, et que celle-ci s'organise et se développe lentement chez nous, nous avons hésité avant de participer à cet atelier et d'échanger avec des groupes qui nous semblent beaucoup plus avancés tant au niveau de l'organisation qu'au niveau de la réflexion et de l'élaboration de concepts et de méthodes d'analyse. A tout prendre, nous devions répondre à cette invitation qui offrait l'occasion à ceux qui travaillent sur l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue de mettre en commun leurs expériences et de faire le point sur le développement de l'histoire régionale. D'autre part, cette participation au présent atelier nous permet de sortir de notre relatif isolement et de profiter des expériences de recherches des groupes qui oeuvrent ailleurs au Québec et au Canada.

L'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue s'est développée à mesure que la région elle-même se développait. Depuis le tout début, des groupes, des organismes et des collectivités locales, qui ont contribué à l'ouverture de la région, à son peuplement et son développement, se sont préoccupés de faire connaître aux géné-

rations suivantes leur apport au construit collectif. Ils ont voulu que leurs activités et les options de développement qui les soutendaient ne s'effacent pas. Les missionnaires du Témiscamingue et de l'Abitibi, les Oblats en particulier, ont ainsi rendu compte de leur travail d'évangélisation à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Le Ministère de la Colonisation du Québec a esquissé à la fin des années 1950 un bilan de ses réalisations régionales en faisant l'historique de diverses paroisses de colonisation. Certaines grandes entreprises qui ont exploité les ressources de la région comme la Canadian International Paper Company (C.I.P.) et Noranda Mines Limited, ont elles aussi voulu faire connaître l'histoire de leurs activités dans la région. Des collectivités locales ont témoigné de leurs efforts d'enracinement dans ce nouveau pays. Ces témoignages se retrouvent compilés dans les innombrables programmes-souvenirs que la région a produits. Certains individus ont même fait métier d'historien en tentant de présenter l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue dans sa globalité. Pierre Trudelle avec son "*Abitibi d'autrefois, d'hier et d'aujourd'hui*" et Augustin Chénier avec ses "*Notes historiques sur le Témiscamingue*" demeurent les exemples les mieux connus de ces pionniers de l'histoire régionale. D'autres se sont préoccupés de recueillir et de conserver le matériel historique par le biais des sociétés historiques.

Ces groupes et individus ont compilé et décrit de manière chronologique leurs activités et les étapes du

développement de l'Abitibi-Témiscamingue. Leur production historique est toutefois dépourvue de tout esprit critique. On n'y questionne pas les options de développement qui ont façonné la région et marqué de façon durable son devenir. On n'y explique pas les conditions du développement régional. On n'insère pas ce développement dans des perspectives plus globales. Ces groupes et collectivités ont avant tout voulu témoigner leur vécu, signaler leurs réalisations et faire connaître la somme d'efforts et de volonté que cela a pu demander.

Ceux qui ont abordé avec un esprit et des méthodes scientifiques l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue restent peu nombreux et sont pour la plupart étrangers à la région. Un Raoul Blanchard par exemple, fait partie d'une classe à part tant par la qualité de ses écrits que par ses méthodes d'analyse et ses perspectives d'étude de la réalité régionale. Son oeuvre se détache nettement de toute la production historique réalisée durant cette période.

On peut parler, à propos de cette période qui s'étend des années 1880 au début des années 1950, de période euphorique parce que durant ces années le développement est très rapide et continu. Les modes de développement qui prévalent alors ne sont pas remis en question sauf par ceux qui en souffrent comme les travailleurs des mines et de la forêt et les colons. Ceux-ci sont cependant à l'époque dépourvus de moyens de se faire entendre. La production historique s'avère elle-même marquée par cet enthousiasme. On y parle d'histoire

merveilleuse et de grand royaume à bâtir. Même Blanchard n'échappe pas toujours à cette tendance.

Si nous avons parlé de cette production c'est que la recherche historique connaît depuis quelques années en Abitibi-Témiscamingue un regain de vie caractérisé par l'introduction de méthodes et de perspectives nouvelles. Cette recherche historique demeure toutefois embryonnaire. Elle restera encore longtemps tributaire de ces travaux du passé qui constituent un apport important.

Ce nouveau développement de l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue s'inscrit dans le contexte de l'évolution récente de l'histoire au Québec. La perspective régionale occupe en effet une place de plus en plus importante dans les études historiques. Il paraît aussi évident que le développement des études collégiales et universitaires dans les régions périphériques du Québec comme l'Abitibi-Témiscamingue a contribué à cet état de choses. Ce regain de vie de l'histoire régionale découle aussi dans une large mesure du désir de la population de connaître son histoire. Le sens de l'appartenance à l'Abitibi-Témiscamingue est devenu une réalité tangible. Des secteurs de plus en plus importants de la collectivité ont conscience que la marginalité et le sous-développement présent de la région sont liés aux conditions et aux choix de développement du passé. La jonction de ces phénomènes permet depuis quelques années à la recherche historique de se développer. Nous devrions peut-être plutôt dire de s'organiser puisque les principaux efforts ont avant tout

portés de ce côté. La meilleure manière de décrire ce qui s'est fait au niveau de l'organisation de la recherche depuis la fin des années 1960, c'est sans doute de procéder par ordre chronologique.

La première étape de ce travail consista en la création à la fin de 1972 du Centre des archives régionales à l'Université du Québec à Rouyn, résultat du travail entrepris depuis 1970 par un groupe de professeurs et d'étudiants intéressés à l'histoire régionale. Ce Centre qui fonctionne maintenant depuis quatre ans a pour tâche de recueillir et de conserver les fonds d'archives régionales, les documents oraux, les photos et les cartes historiques. Les Archives, jusqu'à tout récemment, s'occupèrent aussi de recueillir les documents écrits traitant aussi bien de l'économie et du développement social que de l'histoire régionale. Depuis deux ans, le Centre des archives apporte son appui technique et le soutien de son personnel à différents projets à caractère historique qui émanent du milieu. Le Centre a ainsi collaboré en 1974 avec le Conseil régional de développement à la création d'un circuit touristique et historique en Abitibi-Témiscamingue. Il a appuyé plusieurs groupes Perspectives-Jeunesse dans la réalisation de monographies de paroisses rurales ou de restauration de sites historiques. Plus récemment, le Centre des archives assuma en grande partie la responsabilité des manifestations à caractère historique du cinquantenaire de Rouyn-Noranda: en plus de contribuer à la mise sur pied d'un musée historique, à la publication d'un programme-souvenir et à la réali-

sation d'une série d'entrevues radiophoniques avec des pionniers des villes soeurs, le Centre procéda à une vaste opération de récupération de photographies illustrant l'histoire des deux villes. L'intervention des Archives et d'historiens favorisa une approche plus sérieuse et approfondie de l'histoire de l'agglomération minière. On se préoccupa de travailler à long terme en vue de recherches plus poussées. En somme, le Centre des archives régionales en plus de remplir à titre supplétif la fonction d'un futur bureau régional des Archives nationales du Québec, intervient dans le milieu pour appuyer et même parfois prendre en charge les principaux projets à caractère historique. Il tente aussi par différentes recherches à faciliter la tâche des chercheurs et à stimuler la recherche régionale. L'été dernier, les Archives ont réalisé une série d'entrevues avec des pionniers de l'Abitibi-Témiscamingue, posant ainsi les premiers jalons d'une banque de documents oraux sur l'histoire de la région. Le Centre travaille aussi depuis quelques mois à l'inventaire de l'important fonds d'archives de la Fédération de l'U.P.A. de l'Abitibi-Témiscamingue. Le Centre des archives publiera très prochainement ses premiers instruments de recherche: Guide des collections et Fonds d'archives, répertoires sommaires des principales collections privées.

Le second effort d'organisation porta du côté de la recherche bibliographique. Trop longtemps les chercheurs de la région ont oeuvré sans instrument de travail adéquat. En 1973, l'Université du Québec à Rouyn

décida de pallier cette lacune en permettant la réalisation d'une recherche sur la documentation régionale qui résultat en la publication d'une *Bibliographie de l'Abitibi-Témiscamingue* rendant compte de la production passée et présente dans tous les secteurs d'activités. A la suite d'un nouvel effort de recherche, l'Université publia en 1975 un supplément à cette bibliographie. En février 1976, l'Université décida de créer un Centre de documentation régionale dont les tâches consistent à poursuivre sur une base permanente les recherches bibliographiques et la publication de bibliographies, et surtout de recueillir systématiquement les documents régionaux, aussi bien ceux inventoriés dans les recherches de 1973 et de 1975 que les documents d'actualité. Ce Centre constitue donc à la fois une bibliothèque spécialisée sur le milieu régional et un centre de bibliographie. Il offre ses services à toute la collectivité et non pas à la seule communauté universitaire. Le Centre s'efforce aussi de soutenir des projets de recherches historiques. Il collabore présentement à un projet d'inventaire des archives syndicales de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce projet, réalisé avec l'aide du Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois et les Archives nationales du Québec, a permis jusqu'à présent de faire l'inventaire des archives du bureau régional des Métallurgistes-Unis d'Amérique. Cette recherche a atteint un double objectif, soit de remettre en ordre un fonds d'archives en voie de destruction et d'offrir un instrument de travail à ceux qui s'intéressent à l'histoire des travailleurs

miniers de l'Abitibi-Témiscamingue.

La création en 1974 des *Cahiers du Département d'histoire et de géographie* du Collège du Nord-Ouest constitue la troisième phase de l'organisation des facilités de recherches en histoire régionale. Cette étape mérite d'être soulignée principalement parce que l'initiative découle de discussions de chercheurs de la région surtout d'historiens et de géographes, initiative que le Collège du Nord-Ouest, l'Université du Québec et le Conseil régional de développement soutiennent depuis. Ces chercheurs, en poursuivant leurs propres enquêtes sur le milieu, prirent conscience que beaucoup d'efforts visant à la connaissance et à l'explication de ce milieu régional étaient entrepris mais que bien peu étaient connus faute de moyens de diffusion. Le premier objectif de cette collection de recueil d'études fut donc d'offrir aux chercheurs un instrument régional de diffusion de leurs travaux, instrument ouvert à toutes les sciences humaines. Puis d'autres objectifs se sont greffés au premier. Les *Cahiers* veulent être un stimulant pour la recherche régionale en devenant le carrefour de rencontre des chercheurs. Dans ce but, le comité des *Cahiers* poursuit ses efforts en vue de rejoindre les chercheurs qui au Québec s'intéressent à l'Abitibi-Témiscamingue. Un autre objectif de cette collection est d'atteindre un large public dans la région et de l'amener à s'intéresser davantage au développement passé et présent du milieu dans lequel il vit.

Les *Cahiers* ont déjà publié trois recueils d'études

(1974, 1975 et 1976) et un quatrième est en préparation. Les *Cahiers* ont jusqu'à présent surtout publié des extraits de thèses et de mémoires, des travaux d'étudiants de niveau universitaire et des textes de communications. Ces recueils sont passablement disparates tant au niveau des sujets abordés qu'au niveau des problématiques. En fait, seul le milieu étudié soit l'Abitibi-Témiscamingue et le désir des auteurs de contribuer à la connaissance de ce milieu lient entre elles les différentes études publiées. Le comité de la collection caresse toutefois le projet de publier des ouvrages thématiques résultant d'approches multidisciplinaires des problèmes de développement régional. Il importe pour ce faire que les *Cahiers du Département d'histoire et de géographie* deviennent véritablement ce point de rencontre et de discussions qu'ils désirent être.

En plus de ce travail d'organisation, des recherches individuelles se poursuivent évidemment, principalement des recherches de thèses. Cependant, les étapes d'organisation des facilités techniques de la recherche et d'élaboration d'instruments de travail restent encore les seuls efforts qui revêtent un caractère collectif. En somme la recherche historique en Abitibi-Témiscamingue demeure encore à un stade embryonnaire. La prochaine étape verra sans doute l'élaboration de projets de recherches conduits par des équipes de plusieurs chercheurs et s'étalant sur une période de temps assez longue. Pour ce faire, deux conditions nous semblent devoir être remplies auparavant:

1) L'enseignement de l'histoire régionale aux niveaux collégial et universitaire doit s'organiser afin

que les étudiants s'intéressant à l'histoire de leur milieu viennent appuyer le maigre noyau actuel de chercheurs. Une enquête interdisciplinaire sur l'ancienne ville minière de Duparquet réalisée en 1969 par sept professeurs et quatre-vingts étudiants du CEGEP de Rouyn-Noranda démontre les grandes possibilités de ce genre d'opération. Un séminaire sur l'histoire régionale donnée à l'automne 1975 à l'Université du Québec à Rouyn a également permis à plusieurs étudiants d'acquérir une base de connaissances historiques suffisantes pour entreprendre des recherches valables. L'expérience acquise révèle, malgré les difficultés inhérentes à une première tentative de ce type, que l'enseignement de l'histoire régionale permet de déboucher sur des recherches concrètes et utiles. Soulignons ainsi le rôle important joué par des étudiants ayant suivi ce séminaire dans la réalisation des différents projets du Centre des archives régionales et du Centre de documentation régionale déjà signalés. La mise sur pied récente d'un cours d'histoire régionale au Collège du Nord-Ouest et la reprise probable de l'expérience de séminaire à l'Université du Québec s'avèrent prometteur pour l'avenir à ce sujet.

2) Les chercheurs de la région, s'ils entendent poursuivre leurs enquêtes sur le milieu et coordonner leurs efforts, doivent amorcer une réflexion afin de discerner les véritables problèmes historiques et de formuler des hypothèses de travail. Ils leur faut resserrer leur cadre d'analyse et définir une problématique de développement régional.

Et c'est principalement à ce niveau que l'échange avec les autres groupes de recherche en histoire régionale nous semble devoir être profitable.

LOUISE HELENE AUDET
Centre des archives et
BENOIT-BEAUDRY GOURD
Centre de documentation
régionale
Centre des études universitaires dans l'Ouest
québécois

L'OUTAOUAIS ET SON PATRIMOINE:
ETAT DU PROBLEME

L'objet de notre analyse, l'Outaouais québécois, est un territoire immense, à faible densité de population, s'étendant sur la rive nord de la rivière des Outaouais et couvrant l'ensemble des comtés municipaux de Gatineau, Hull, Labelle, Papineau et Pontiac. C'est la région économique no 7 dont il est question dans les études de l'Office de planification et de développement du Québec.

Nous entendons "patrimoine" dans le sens de "biens culturels" tels que définis par la Loi sur les biens culturels du Québec. Cette notion dépasse largement le seul domaine des archives; elle comprend le patrimoine architectural, les sites, les monuments et biens historiques, les sites et les biens archéologiques, les oeuvres d'art, les arrondissements naturels et historiques, les documents sonores et visuels tels que les bandes magnétiques et magnétoscopiques, etc.

L'Outaouais vivotte à l'ombre du Parlement fédéral. Il souffre de l'omniprésence d'une capitale choyée dont l'équipement culturel exceptionnel absorbe au profit d'Ottawa les énergies de la rive nord, tout en servant d'excuse aux autorités provinciales qui peuvent ainsi

réduire les dépenses en immobilisation qui nous reviennent de droit. C'est ce qui explique vraisemblablement qu'une région de plus de 200 000 habitants n'ait ni musée, ni salle de spectacle d'envergure. L'équipement culturel actuel est mal utilisé et mal planifié. La mise en commun des ressources d'organismes québécois serait un moyen de réduire le gaspillage, mais cela exigerait une planification qui répugne aux bureaucrates bâtisseurs d'empires.

A) *Situation du patrimoine: un bref survol*

Bâtiments et sites historiques:

L'Outaouais est très riche en bâtiments qui ont une signification historique, architecturale et esthétique, ainsi qu'en sites naturels exceptionnels. Mais ceux-ci sont mal connus parce que mal inventoriés. Une caractéristique dominante de l'architecture de l'Outaouais nous rapproche de l'Estrie: c'est la tradition d'inspiration anglo-américaine qui a, ici aussi, marqué le plus profondément le patrimoine immobilier de l'Outaouais.

La conservation de cette partie importante de notre patrimoine est impossible sans la réalisation d'inventaires exhaustifs qui nous permettraient d'identifier:

. les sites et bâtiments exceptionnels

. l'état de conservation de chacun d'eux.

Seuls des inventaires incomplets et dressés selon des méthodologies différentes ont été réalisés jusqu'à ce jour dans l'Outaouais, notamment:

1) L'inventaire canadien des bâtiments historiques du

ministère des Affaires indiennes et du Nord susceptible de traitement mécanographique, (Phase I) malheureusement limité au couloir de la route 148.
2) L'inventaire du ministère des Affaires culturelles (Direction du patrimoine), malheureusement incomplet.
3) L'inventaire du Service du patrimoine de la Commission de la capitale nationale.

Quelques études plus détaillées ont été préparées par des personnes ou des organismes, notamment:
1) Dossier - Arrondissement d'Aylmer, préparé par l'Association héritage Aylmer
2) *Le Vieux fort William* par Pierre-Louis Lapointe (APT Bulletin, avril 1976)
3) *Buildings in Papineau County*, par James D. Belisle (Thèse de l'Université McGill).

Il est important de compléter ces inventaires et de multiplier les études, tout en évitant le dédoublement. Pour les bâtiments et les sites qui sont menacés de destruction, il est nécessaire de préparer des dossiers qui, acheminés à Québec, aideront au classement du bien menacé. Mais le meilleur gage d'une conservation du patrimoine immobilier de l'Outaouais réside dans l'éveil des organismes locaux qui s'intéressent au patrimoine. Nous n'avons qu'à citer à cet égard l'expérience de l'Association héritage Aylmer qui a réussit à bloquer les projets de ceux qui menacèrent l'intégrité du "*Studendat*" des Rédemptoristes à Aylmer. Ce sont ces groupes qui peuvent éviter l'irrémédiable en jouant un rôle de chien de garde et en éveillant la sensibilité publique au bien-fondé de la conservation.

Les pires ennemis du patrimoine architectural ne sont pas toujours les spéculateurs et les entrepreneurs. Les organismes publics ou para-publics québécois sont trop souvent en cause. Nous n'avons qu'à citer l'exemple du ministère des Transports, qui entend sacrifier des bâtiments à la ligne droite dans ses projets d'élargissement de la route 148, ou le cas de la Société d'aménagement de l'Outaouais, qui affiche hautement sa compétence en restauration aux yeux d'un public crédule, tout en commettant bourde sur bourde dans sa restauration de la Maison Hammond et de l'Auberge Symmes. Aux conseils et à l'expertise gratuite des architectes et ingénieurs en restauration du Service des lieux historiques du ministère des Affaires indiennes et du Nord, on préfère "la sensibilité historique" d'un contremaître bien intentionné et d'un ingénieur "civil" ennuyé. Les résultats, plus tragiques pour l'Auberge Symmes que pour la Maison Hammond, sont irrémédiables; le "démantèlement" des cloisons et murs intérieurs de l'Auberge Symmes, sous la direction de spécialistes, aurait permis de reconstituer l'histoire structurale du bâtiment. Il est maintenant trop tard. La restauration d'un bâtiment classé aura été gâchée par un organisme québécois relevant du gouvernement qui a promulgué la Loi sur les biens culturels.

2) *Musées:*

Ceux-ci sont à peu près inexistants dans l'Outaouais. A l'exception du petit musée de Moorside (Kingsmere) administré par la *Historical Society of the Gatineau*

il n'y a que le musée naissant, de la *Pontiac Historical Society*, installé dans l'ancienne gare de Shawville. Il n'y a aucun inventaire du patrimoine mobilier de l'Outaouais. Il serait nécessaire de procéder à la création de musées sous-régionaux reliés en un réseau à un "musée de l'Outaouais" qui pourrait fournir l'expertise jugée indispensable et qui verrait à la mise en place de mécanismes d'inventaire appropriés.

Les critères et les définitions qui guident l'action des gouvernements dans le domaine culturel tendent beaucoup trop à uniformiser de façon inacceptable les institutions culturelles et la culture elle-même, pour qu'elle se conforme à la conception que s'en font les "notables", plus préoccupés d'une "politique des arts" que d'une "politique culturelle". Les organismes culturels doivent se conformer aux critères bureaucratiques pour recevoir une aide financière. C'est ainsi que les caractéristiques culturelles locales et régionales s'atrophient au profit d'une culture officielle ou à la mode. Les expositions itinérantes de "grands" artistes, établissent les critères du "bon-goût" et influencent outre-mesure l'expression artistique de la collectivité locale, décourageant la participation et l'enthousiasme sincère de nos artistes. C'est ainsi que le ministère des Affaires culturelles, à l'époque de l'ancien ministre Lallier, mit l'accent sur l'ouverture de galeries d'art capables de recevoir de telles expositions itinérantes. Il fut décidé de négliger les petits musées régionaux ou sous-régionaux. C'est cette politique officielle qui motiva le refus de venir en

aide au Musée de Shawville, malgré le dossier mis sur pied par le Conseil des biens culturels de l'Outaouais. Nous étions naïfs. Nous apprenions, plus tard, que la politique a des raisons que la raison n'a pas, puisqu'une subvention fut accordée à un organisme à la suite des seules pressions politiques du député. Tout le reste n'était que scénario; il fallait épater la galerie.

3) *Archives:*

Un groupe d'archivistes, membres du Conseil des biens culturels de l'Outaouais, définissait le problème que pose la conservation des fonds d'archives relatifs à l'Outaouais et suggérait une solution globale impliquant les Archives nationales du Québec. Nous donnons ici le texte de cette analyse:

1) *Enoncé du problème:*

"- La région de l'Outaouais est sérieusement confrontée par le problème de l'éloignement de la capitale du Québec

- Les archives sont un élément essentiel et indispensable de l'infrastructure des communications

- L'histoire de l'Outaouais a déjà été particulièrement marquée par des destructions importantes d'archives d'organismes publics et privés à la suite de conflagrations et de désastres naturels

- Il est important de regrouper, préserver et mettre à la disposition des chercheurs privés et à l'emploi des gouvernements, les archives gouvernementales et para-publiques émanant de la région de l'Ouest du Québec

- Une gestion efficace des administrations gouvernementales et régionales tirerait nécessairement grand bénéfice de l'établissement d'un service intégré de gestion de documents

- Il faut, sur le territoire du Québec, voir à fournir une aide technique et professionnelle aux dépôts d'archives privées et aux organismes publics et para-publics en mettant en pratique les techniques modernes d'administration des archives
- Il faut se donner des moyens de conserver sur le territoire du Québec les archives privées provenant de la région de l'Ouest du Québec
- Il n'existe présentement aucun inventaire complet des ressources d'archives de la région de l'Outaouais
- Il n'existe présentement aucun organisme compétent et capable d'assurer convenablement la coordination nécessaire à la poursuite de ces objectifs et de fournir ces services.

2) *Les moyens:*

Pour assurer le plein développement de notre richesse archivistique régionale, il faut que:

- Un bureau et un dépôt des Archives nationales du Québec soient établis dans la région de l'Outaouais.
- Le législateur adopte dans les plus brefs délais une loi en vue de contraindre les institutions publiques et para-publiques à verser leurs documents anciens et passifs au dépôt régional des Archives nationales du Québec (A.N.Q.).
- Un responsable, assisté d'une équipe compétente, soit nommé et chargé:

a) d'acquérir les documents anciens et passifs des organismes publics et para-publics;

b) de veiller à la conservation et à la préservation de ces pièces d'archives;

c) de classer et inventorier ces précieux témoins de notre passé collectif afin de les rendre davantage accessibles à la population désireuse de s'informer;

d) d'aider techniquement les organismes ou individus impliqués dans la conservation et l'inventaire d'archives.

- Un inventaire des archives privées (institutionnelles et individuelles) soit préparé afin que la richesse de notre documentation régionale soit accessible à tous.
- Des budgets spéciaux soient prévus par les Archives nationales du Québec afin de mener à bien cette vaste entreprise."

Nous sommes encore loin de cette solution idéale, mais nous pouvons déjà annoncer certains développements en ce sens:

1) Le choix d'un délégué régional des A.N.Q. pour l'Outaouais, dès juillet 1977. Cette décision est confirmée par M. François Beaudin, ici présent.

2) Le démarrage d'un projet de pré-inventaire (répertoire) baptisé "Archives-secours" réalisé par des étudiants en technique de documentation du CEGEP de l'Outaouais, en collaboration avec le Conseil des biens culturels.

3) *La diffusion:*

L'éveil des populations à l'importance de la conservation de nos biens culturels ne peut se faire sans l'appui de sociétés historiques et de groupes de pression intéressés à la mise en oeuvre de politiques visant la conservation du patrimoine régional. Ces milliers de bénévoles font plus et mieux qu'une armée de fonctionnaires. Voici, à titre d'information, quelques données concernant ces organismes, dans l'Outaouais:

1- *Aylmer Heritage Association/ Association Héritage Aylmer*

Fondée: septembre 1974
Président: M. David E.F. Taylor, tél.: 778-3265
Adresse postale: 15, rue Brouage, Aylmer, P.Q.

Membres en règle: 300 foyers, ce qui équivaut à peu près de 500 membres.

Activités: axées surtout sur la conservation du patrimoine architectural. L'association a préparé un rapport visant à faire reconnaître comme "arrondissement historique" le centre d'Aylmer.

Publication projetée: une brochure décrivant les principaux sites historiques d'Aylmer, dans l'optique d'un "Walking Tour".

2- *Historical Society of the Gatineau/ Société historique de la Gatineau*

Fondée: 1962

Président: M. Arthur W. Davison, tél.: 827-2598

Adresse postale: Old Chelsea, Québec
J0X 2N0

Membres en règle: Approximativement 200 membres.

Activités: Encan d'antiquités à chaque année, au mois d'août. - L'octroi de prix annuels pour les meilleurs travaux de recherche sur la région de la Gatineau et publication des meilleurs textes soumis dans leur revue. - Conservateurs du petit musée de Moorside, Kingsmere, Québec.

Publications: a) *Up the Gatineau*: revue qui paraît depuis 1975

b) Autres: 1. *Hurling Down the Pine*
2. La pêche.

3- *Pontiac Historical Society/ Société historique du Pontiac*

Fondée: Vers 1965 - Reprise des activités à l'occasion du Centenaire de Shawville en 1973

Présidente: Mlle Annie Gamble, tél.: 647-2826

Adresse postale: C.P. 364
Shawville, Québec
J0X 2Y0

Membres en règle: Approximativement 60 membres

Activités: Axées sur l'aménagement d'un petit musée dans l'ancienne gare de Shawville. *La Society* a déjà investi près de $6 000 dans l'aménagement de ce musée.

4- *Société Historique de la région de Mont-Laurier Inc.*

Fondée: Juin 1975

Présidente: Mme Cécile Reid-Brisebois, tél.: 623-1057

Adresse postale: 354 rue Cartier
Mont-Laurier, P.Q.

Membres en règle: Approximativement 80 membres

Activités: Organisation d'expositions d'antiquités, enquêtes orales auprès de citoyens âgés.

Publications: *Les sites historiques de Mont-Laurier* - Dépliant - Circuit touristique interne (Walking Tour)

Projet: Publication d'une *Histoire de Mont-Laurier* de Luc Coursol.

5- *Société historique de l'Ouest du Québec Inc.*

Fondée: 1966

Président: Louis-Marie Bourgoin, tél.: 771-9447

Adresse postale: C.P. 1007 (Place du Portage)
Hull, P.Q.

Membres en règle: Approximativement 60 membres

Activités: Conférences et rencontres occasionnelles

Publications: a) *Asticou* - Revue qui paraît généralement deux fois l'an, depuis 1966

b) Autres: 1. *Le Théâtre à Hull*
2. *Le bon vieux temps à Hull.*

6- *Société historique de St-André Avellin*

Cette société ne compte que quelques membres:

Président: M. Aimé Proulx

Adresse postale: C.P. 140
St-André Avellin, P.Q.

Activités: Essentiellement axées sur la généalogie

Publications: Répertoires des Baptêmes, *Mariages et Sépultures de St-André* de 1851 à 1975.

De ce bref survol, il ressort que les sociétés de langue anglaise sont beaucoup plus actives que celles de langue française. L'intérêt manifesté par les francophones est proportionnellement beaucoup moins important. Mais, il y a actuellement un engouement pour ces choses chez les nôtres; espérons que ce retard sera comblé.

Le Conseil des biens culturels de l'Outaouais fut créé pour coordonner les efforts de ces groupes de bénévoles et pour encourager la création de sociétés historiques sur l'ensemble du territoire. Nous espérons que cet organisme amènera les autorités provinciales à régionaliser réellement ses politiques en matière de conservation du patrimoine. C'est en collaboration avec le Conseil régional de la culture que le C.B.C.-O. pourra mettre un frein au gaspillage d'argent et d'énergies québécoises en ce domaine. Il faut mettre en commun et planifier les ressources disponibles et exiger des autorités provinciales une augmentation des crédits à ce chapitre, car, il ne faut pas se leurrer, "on a ce qu'on paye, et ce qui ne coûte pas cher ne vaut pas cher".

PIERRE-LOUIS LAPOINTE
Responsable
Conseil des biens culturels de l'Outaouais

LES ARCHIVES DE LA REGION DE TROIS-RIVIERES

Dans la région de Trois-Rivières, les dépôts d'archives sont nombreux et leur contenu est de grande valeur car un certain nombre de documents datent d'aussi loin que 1634. Trois-Rivières fut fondée cette année-là et le peuplement s'amorcait dans les années suivantes. Comme ce peuplement s'est effectué de façon lente, les archives se sont formées au même rythme. C'est pourquoi les archives de cette région sont importantes en volume, surtout à partir du XIXe siècle. Nous verrons dans les lignes qui vont suivre que cette assertion est véridique et comment cette situation a pu se produire.

Traiter des archives dans la région de Trois-Rivières nous oblige d'abord à fixer les limites territoriales de la superficie étudiée. Actuellement, Trois-Rivières fait partie de la région administrative no 4. Ce vaste territoire est à peu de choses près celui de l'ancien gouvernement de Trois-Rivières sous le régime français car il commence au nord avec la Haute-Mauricie, -on pourrait dire La Tuque,- et s'étend vers le sud jusqu'à la limite méridionale du comté d'Arthabaska. Le Saint-Laurent la traverse en son milieu d'ouest en

est, de Maskinongé à Ste-Anne de la Pérade sur la rive nord, de St-François du Lac à Deschaillons sur la rive sud. Au fur et à mesure que les colons s'établissaient des institutions se sont formées pour donner à ces gens les services dont ils avaient besoin. D'après les données dont nous disposons, deux poussées de peuplement semblent s'être produites depuis le XVIIe siècle. La première s'esquissait au début du XVIIe siècle le long du Saint-Laurent; une autre de plus grande envergure s'est manifestée au XIXe siècle au nord et au sud du fleuve avec le commerce du bois et en raison du surpeuplement des terres occupées jusque-là.

Suite à ces poussées démographiques, je crois que deux catégories d'archives se sont développées dans cette région. Ce furent d'une part celles des seigneuries, des paroisses et du gouvernement de Trois-Rivières aux XVIIe et XVIIIe siècles et d'autre part depuis le XIXe siècle celles des cantons, paroisses, diocèses, collèges, commissions scolaires, villes, municipalités rurales, communautés religieuses, entreprises, individus, etc.

En ce qui concerne les documents des XVIIe et XVIIIe siècles, les Archives du palais de justice de Trois-Rivières possédaient jusqu'à tout récemment les registres d'état civil et les minutes notariales. Actuellement, ces documents sont entreposés aux Archives nationales du Québec à Trois-Rivières. Il en est de même pour les insinuations et les archives des arpenteurs des grands voyers. Les archives nationales trifluviennes sont aussi dépositaires de manuscrits de

Pierre Boucher et de la juridiction royale de Trois-Rivières. Ce dépôt vient aussi d'acquérir des archives seigneuriales de Champlain. Présentement, le reste des manuscrits de l'administration du gouvernement de Trois-Rivières est en dépôt aux Archives nationales à Québec. En résumé, nous pouvons dire que toutes les archives non judiciaires du palais de justice de Trois-Rivières dont la date de création est antérieure à 1875 sont déposées aux Archives nationales à Trois-Rivières.

Pour qui veut étudier les XVIIe et XVIIIe siècles, des documents se trouvent aussi, pour les seigneuries surtout, au Séminaire de Trois-Rivières, au monastère des pères Oblats du Cap-de-la-Madeleine, chez les Frères de l'Instruction chrétienne de Pointe-du-Lac. Le Séminaire de Nicolet a dans ses voûtes les archives des seigneuries Lozeau et Nicolet. Il ne faut pas oublier enfin que le Séminaire de Trois-Rivières a en sa possession plusieurs documents sur Pierre Boucher.

L'étude des XVIIe et XVIIIe siècles ne pourra être complète sans une consultation des archives des paroisses fondées pendant cette période.

Ces corporations ont conservé un double des registres d'état civil depuis leur fondation. Les autres manuscrits de cette période, conservés jusqu'à nos jours sont surtout des contrats car les documents concernant la vie religieuse ne sont que très rarement parvenus jusqu'à nous. La même observation vaut pour le XVIIIe siècle. Les registres de dîmes sont aussi rares que les autres catégories d'archives.

Ces sources de documentation sont les principales

pour l'histoire de la Mauricie aux XVIIe et XVIIIe siècles. Avant le XIXe siècle, une foule d'organismes sont mis sur pied dans ce vaste territoire. Nous soulignerons ici les plus importants en poursuivant avec les archives paroissiales. Au XIXe siècle, les archives financières deviennent plus volumineuses. En effet, elles comportent généralement beaucoup de registres d'état civil et un grand nombre de documents à caractère financier: les registres de comptes. Si nous regardons les principales séries de documents de ces archives paroissiales, nous retrouvons ceci: histoire de la paroisse, registres d'état civil et de procès-verbaux, documents épiscopaux, service dominical, finances (ce qui inclut bancs et dîmes), volumes, actes notariés, associations, correspondance, cartes et plans, divers. Parfois, d'épaisses liasses de papiers nous apprennent que telle construction d'église a donné lieu à des disputes, voire à des procès retentissants. Avec ce siècle, commencent à apparaître des recueils de sermons et de prônes, de même que des registres de confréries pieuses. Il m'a semblé toutefois que les archives permettant de faire une étude exhaustive de la vie religieuse ont été peu souvent conservées. Les cahiers de dîme surviennent fréquemment dans la deuxième moitié du XIXe siècle. Pour la région qui fait l'objet de mon travail, plus de 80 paroisses furent fondées avant 1900. Ce vaste territoire, c'est en somme celui des diocèses de Nicolet et de Trois-Rivières. Des neuf paroisses fondées avant 1700, six étaient situées sur la rive nord. Au XVIIIe siècle, le peuplement se concentre toujours sur la rive nord.

Cette description des archives paroissiales a pu être réalisée grâce à un répertoire numérique effectué par les archives de l'U.Q.T.R. ces dernières années. Dans la région de Trois-Rivières, les archives paroissiales sont intéressantes pour des études démographiques depuis le XVIIe siècle. De même en est-il pour les études des terres et des propriétés de la fabrique. Quant aux autres sujets, il n'y a jamais de continuité avant le XIXe siècle. L'historien doit user de patience et faire porter ses recherches sur des ensembles de fabriques pour arriver à élaborer des hypothèses valables.

Sur le plan diocésain, des archives fort précieuses sont entreposées dans les évêchés des deux diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet. La quantité la plus importante en volume concerne la correspondance de l'évêque avec les autorités paroissiales. Une partie de la documentation concernant l'histoire d'une paroisse en particulier se trouve dans ces documents. Ces archives possèdent aussi toute la correspondance des évêques avec les communautés religieuses du diocèse. A l'évêché de Nicolet et aussi à celui de Trois-Rivières semble-t-il, ces registres de correspondance forment la section la plus volumineuse des archives présentant une valeur historique. Outre cette documentation, certains évêques ont aussi leurs propres registres ou dossiers. Ces archives sont antérieures à la fondation des deux diocèses quand il s'agit de paroisses qui existent depuis plusieurs années (1634 pour Trois-Rivières par exemple). La chancellerie,

les commissions diocésaines et en somme les divers services diocésains produisent de plus en plus de documents. En résumé, dans ces deux dépôts d'archives, nous pouvons consulter d'abord la correspondance des évêques avec les curés depuis la fondation de chacune des paroisses, soit parfois depuis le XVIIe siècle, puis toute la documentation produite par les deux administrations diocésaines depuis 1852 pour Trois-Rivières, et depuis 1885 pour Nicolet. Ces deux dépôts n'ont à peu près pas de fonds privés, sauf Nicolet qui a celui d'Omer-Jules Désaulniers. Signalons enfin que les archives diocésaines de Trois-Rivières possèdent, dit-on, le plus ancien registre paroissial du Canada. Il commence en 1634.

Le chercheur peut aussi trouver beaucoup de documentation pour la période postérieure au XVIIIe siècle dans les institutions d'enseignement. L'ancien Petit séminaire de Nicolet est sûrement le mieux pourvu à cet égard. Fondé en 1803, ce collège n'a jamais eu à subir les affres d'un incendie. Pour cette raison, les archives de cette institution sont complètes en ce qui concerne la vie matérielle et pédagogique. Nous trouvons par exemple des notes de cours et des palmarès à partir de 1815, des bulletins à partir de 1824. Les manuels de classe ont été conservés en grande partie. Ce collège possède aussi une bibliothèque très précieuse de Canadiana. En fait d'archives, la collection de base pour l'histoire du collège se retrouve dans les séries *séminaire* et *polygraphie*. Nous y découvrons, pour le XIXe siècle, tous les documents concernant l'his-

toire matérielle de cette institution, de même que les règlements et quelques données sur les études. Les sources manuscrites comprennent aussi la correspondance des supérieurs, des directeurs et des procureurs avec l'évêque de Québec. Beaucoup de lettres originales de Mgrs Plessis, Panet et Signay y sont consignées. Outre ces fonds généraux, plus d'une quarantaine de fonds individuels de supérieurs, directeurs, procureurs et anciens forment les séries classées de ces archives. Les auteurs les plus connus de ces fonds sont: Mgr J.-A.-I. Douville, l'abbé François Lesieur-Désaulniers, Mgr Georges Courchesne, Mgr Calixte Marquis, Alphonse Désilets, Raymond Douville, Hector Laferté et l'abbé Louis-Edouard Bois. Ce dernier a légué, alors qu'il était curé de Maskinongé, toutes ses lettres avec les plus hautes autorités religieuses, politiques et intellectuelles entre 1840 et 1880. Son fonds comporte une bibliothèque très riche en Canadiana. Il importe enfin de signaler que ce prêtre a colligé dans plusieurs dizaines de registres des copies de textes d'histoire. Des fonds superficiels ont été constitués à l'occasion de certains événements: division du diocèse de Trois-Rivières, centenaire de 1903, centcinquantième anniversaire. Ce sont là les fonds classés pour lesquels il existe un inventaire. Il s'y trouve aussi des documents non classés en très grand nombre. Ce sont ceux que nous voyons dans des boîtes de métal. Les recherches y sont difficiles. C'est la même situation pour les manuscrits de toutes sortes qui sont empilés sur des rayons. Il y a là des regis-

tres financiers, des cahiers de classe (notes, bulletins), des manuscrits de cours d'élèves et de professeurs, des cahiers de sermons, des registres de toutes les associations collégiales et enfin une foule de partitions musicales.

Cette documentation était difficilement accessible jusqu'à tout récemment car l'inventaire était incomplet et aucun index général n'en permettait l'utilisation avec rapidité. Présentement, un index alphabétique général des sujets et des personnes a été compilé pour tous les documents, qu'ils soient classés ou non. L'index indique la référence précise des manuscrits dont le contenu a un intérêt historique.

Le Séminaire de Trois-Rivières possède aussi des archives de grande valeur. Contrairement à celui de Nicolet, les documents traitant de l'histoire du séminaire sont peu nombreux car l'incendie de 1929 en a détruit un certain nombre. Ce que contiennent ces documents, ce sont des renseignements sur les supérieurs et des photographies. Les archives sont aussi dépositaires de plusieurs dossiers sur le diocèse de Trois-Rivières, en particulier sur Mgr Laflèche. Les autres fonds les plus précieux sont d'abord ceux de la famille Pierre Boucher, comme nous l'avons dit plus haut, réunis et annotés par Montarville Boucher de la Bruère. La période couverte par cette documentation va de 1640 à 1812. Viennent ensuite les documents de la famille Hart, les premiers Juifs établis au Canada. Les documents les plus anciens remontent à la Conquête de 1760 et se rendent jusqu'à 1865. Les autres docu-

ments des archives consistent en collections de documentation diverse sur Trois-Rivières et sa région, les Trifluviens, la Mauricie et une foule de sujets. Il n'existe ni inventaire ni index général détaillé de ces archives. Toutefois le guide qui a paru dans le R.A.P.Q. no 42 en 1964 donne par ordre alphabétique une liste assez complète des principales collections. Signalons enfin que ces archives possèdent une bibliothèque très riche sur la Mauricie et l'histoire du Canada.

Plusieurs autres institutions privées d'enseignement encore ouvertes ont des archives plus ou moins importantes. Ce sont les maisons Ursulines de Trois-Rivières, des Soeurs de l'Assomption à Nicolet, des Filles de Jésus à Trois-Rivières, des Frères du Sacré-Coeur et des Hospitalières à Arthabaska, des Frères de la Charité et des Soeurs de la Présentation à Drummondville et des Oblats au Cap-de-la-Madeleine. Quant aux archives des autres maisons qui ont fermé leurs portes, elles sont presque toutes à Montréal aux archives centrales des communautés concernées. Elles sont en bon état; malheureusement elles ont quitté les lieux où elles pouvaient être le plus consultées.

Au point de vue scolaire, les archives des anciennes commissions scolaires locales forment une masse de documentation volumineuse et précieuse dont la conservation est généralement bien assurée par les nouvelles commissions scolaires régionales. Ces archives datent pour la plupart de la décennie 1840. Le genre d'information qui y est contenu est surtout d'ordre administratif. Les questions de taxation, d'achats de

matériel scolaire, de construction et de réparation d'écoles, de salaires sont les plus fréquentes. Les problèmes pédagogiques comme les programmes d'études, la manière d'enseigner, les manuels, les succès et insuccès scolaires sont peu cités dans les documents qui sont parvenus jusqu'à nous. Dans ces archives, la source documentaire de base consiste en procès-verbaux des réunions des commissaires. Les rapports annuels de l'inspecteur sont généralement courts et n'entrent que rarement dans les détails. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, l'ensemble de ces archives est bien conservé partout sur le territoire de la région no 4. Elles peuvent être consultées aux bureaux de l'administration centrale des commissions régionales ou encore aux archives de l'U.Q.T.R. où furent déposées celles des commissions scolaires du comté de Nicolet.

Les villes ont été aussi de grandes productrices de documents. L'administration actuelle de ces corporations est généralement soucieuse de la conservation de leurs archives mais l'espace et le personnel manquent pour les bien classer et les rendre accessibles aux chercheurs. Fort heureusement, les greffiers qui en ont la garde ont de plus en plus une formation académique de niveau universitaire. Pour cette raison, ils sont sensibles au caractère historique que prennent ces documents après avoir perdu leur valeur primaire ou administrative. La ville qui possède les plus anciennes archives est Trois-Rivières. Les autres villes, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, Grand'Mère, Victoriaville,

La Tuque et Drummondville, n'ont que rarement des documents antérieurs à 1900. La ville de Nicolet a perdu les siennes lors de l'incendie de son hôtel de ville il y a quelques années. Les archives urbaines, consistent principalement en procès-verbaux du conseil municipal, rôles d'évaluation, cartes et plans, documents d'ordre financier, documents d'élection, de voirie et de police. Outre les villes, notre région compte une foule de municipalités rurales. Contrairement à une opinion généralement répandue, ces archives sont complètes. Leur conservation est assurée par le secrétaire qui y accorde beaucoup d'attention. Le cataclysme le plus redoutable qui peut frapper ces documents est le feu, car la plupart de ces archives sont logées dans des maisons de bois. Actuellement, plusieurs municipalités possèdent des classeurs métalliques pour mettre ces papiers en sécurité. Les archives municipales commencent vers 1840, avec l'établissement du système municipal au Québec. Les renseignements que comportent ces documents ont trait à la voirie (aqueduc, ponts, entretien des routes, trottoirs), aux finances (rôles d'évaluation, taxes, octrois, emprunts), aux élections, à la protection contre les incendies, aux permis. Les documents officiels qui traitent de ces questions sont les procès-verbaux, les règlements, les avis, les cadastres de plans.

Pour aider la recherche dans ces divers dépôts, un plan d'ensemble d'acquisition et d'indexation des archives régionales fut mis en place en 1969 lors de la fondation de l'Université du Québec à Trois-Rivières

alors que fut créé un Service d'archives dans cette institution. Ce dépôt de documents s'est donné comme but d'acquérir des fonds d'archives privées et officielles. Quant aux fonds d'archives dans les institutions, le Service des archives de l'U.Q.T.R. s'est mis en frais de les inventorier. Le but consistait non seulement à recueillir des documents mais aussi à monter une banque centrale d'information sur le contenu des archives de la région. Après huit années d'existence, nous sommes encore loin de cet objectif premier mais nous avons quand même un index de toutes les archives du palais de Justice pour le régime français, de même que de celles du séminaire et de l'évêché de Nicolet et enfin des 80 fonds privés en dépôt à l'U.Q.T.R., sans oublier l'inventaire sommaire dont nous avons parlé plus haut, des paroisses des diocèses de Trois-Rivières et de Nicolet avant 1900.

La Mauricie et la rive sud immédiate comptent plusieurs industries anciennes dont l'inventaire est à faire. La situation est la même pour les usines de papier et les associations de toutes sortes. Les recherches dans ces trois secteurs d'archives sont difficiles car, vu le caractère privé de ces documents, les propriétaires peuvent faire valoir leurs droits sans que l'archiviste puisse riposter avec beaucoup d'efficacité.

Nous avons mentionné plus haut que les Archives nationales du Québec avaient pignon sur rue à Trois-Rivières. Ce dépôt trifluvien n'a pas de minutes notariales ou de registres d'état civil postérieurs à 1875.

Il recevra sous peu les archives judiciaires trifluviennes antérieures à 1940. C'est donc dire que le palais de Justice n'aura plus d'archives anciennes.

L'ouverture de ce dépôt et le maintien de celui de l'U.Q.T.R. dotent la région trifluvienne de deux organismes dont la vocation est la conservation des archives. L'un a beaucoup à faire dans les institutions gouvernementales et para-gouvernementales. L'autre a un champ d'action tout aussi étendu dans le secteur des archives privées. Vu l'importance du travail à effectuer, en raison de l'étendue et de l'ancienneté du territoire, les deux dépôts se complètent et ne risquent pas de se nuire ou de nuire aux chercheurs.

CLAUDE LESSARD
Département des sciences humaines
Université du Québec
à Trois-Rivières

OU EN SONT LES ETUDES SUR LE FRANCAIS DE L'ONTARIO?

La première chose qui saute aux yeux dès qu'il est question d'un bilan des recherches linguistiques sur le français en Ontario, c'est le peu de personnes qui jusqu'à présent y ont prêté leur attention. Dans leur *Bibliographie analytique de l'Ontario français*, Benjamin Fortin et Jean-Pierre Gaboury ne relèvent que sept titres sous la rubrique langue et encore s'agit-il là de thèses ou travaux divers qui n'ont pas, à notre connaissance, fait l'objet de publications.

A vrai dire, la langue franco-ontarienne fait plutôt figure d'enfant pauvre dans l'inventaire des études sur les parlers français hors-Québec. Il semblerait que l'on se soit davantage intéressé et depuis plus longtemps à la langue de la Louisiane et de l'Acadie. Dès 1881, par exemple, on va s'intéresser aux survivances acadiennes en Louisiane; J.-A. Harrison parlera alors du *Creole patois of Louisiane*. En 1894 et en 1898, James Geddes qui devait plus tard nous donner la première bibliographie du français en Amérique publie des études sur le franco-américain. De grands chercheurs d'outre-Atlantique s'intéressent aussi au parler français des Etats-Unis: c'est le cas de Charles Bruneau en 1936. En

1942, le grand Walther von Wartburg soulèvera une question d'importance: l'opportunité de réaliser un atlas linguistique du français de la Louisiane. Nous disposons également de bonnes études régionales, notamment sur le *Missouri French* (1941) ainsi que sur le *Mississipi Valley French* (1941). Si l'on fait exception du franco-américain de la Nouvelle-Angleterre, relativement peu exploré jusqu'ici, on peut dire que le domaine français aux Etats-Unis n'a pas été oublié.

Du côté de l'Acadie, Pascal Poirier nous donne en 1928 un ouvrage sur *Le parler franco-acadien et ses origines* ainsi qu'un *Glossaire* dont la publication, amorcée dans *Le Moniteur acadien* et puis dans *L'Evangéline* est restée incomplète. La rencontre d'aujourd'hui a permis de préciser que le Centre d'études acadiennes de Moncton se propose de publier ce précieux document dans un proche avenir et nous nous en réjouissons. Si l'on tient compte aussi des enquêtes dialectologiques de Geneviève Massignon, publiées en 1962, on se rend vite à l'évidence que l'étude des parlers français d'Acadie est bien amorcée.

La *Bibliographie linguistique du Canada français* de Gaston Dulong mentionne aussi un certain nombre d'études sur les parlers de l'ouest canadien mais on y cherchera en vain une solide étude sur le franco-ontarien. Nous y avons relevé qu'un seul titre: un article paru en 1880 dans *L'Opinion publique* sous la plume d'un certain A. Gélinas et qui traite de la langue des employés de l'administration à Ottawa.

C'est donc une moisson bien pauvre, sur le plan

historique, et on serait en droit de se demander pourquoi le français de l'Ontario a fait l'objet de si peu d'enquêtes par le passé. Ce n'est pourtant pas la matière qui manque: le français a été la première langue européenne parlée sur le territoire actuel de cette province et bien des toponymes ontariens témoignent encore aujourd'hui du passage de nos ancêtres français. On les retrouve, soit sous la forme d'origine comme *Sault-Sainte-Marie*, la rivière *Rideau*, les chutes de la *Chaudière*, le lac des *Chats*, les rapides *Des Joachims*, la vallée *Bonnechère* etc., soit camouflés sous la traduction du conquérant anglais: French River était à l'origine *Rivière-des-Français*, Rainy River *Rivière des pluies*, Pelee Point *Pointe pelée*, etc. De plus, dans ses *Façons de parler proverbiales, triviales et figurées des Canadiens au XVIIIe siècle*, le P. Potier s.j. relève dans le corridor Cataracoui-Niagara-Détroit toute une série de mots ou expressions, la plupart aujourd'hui disparus, qui montrent bien toute la couleur et la richesse du parler de nos ancêtres: un éboulement se disait *un renversi*, une vague *un roulin*; quand un orignal *brassait la neige* mieux qu'un chevreuil, c'est qu'il s'y déplaçait plus facilement et quand quelqu'un rentrait aux petites heures du matin, on disait de lui qu'il *donnait des coups de pied au soleil*.

On sait aussi qu'à partir du milieu du XIXe siècle s'est produit un deuxième peuplement francophone en Ontario, québécois celui-là, et on retrouve aujourd'hui, dans la langue rurale surtout, bien des survivances de

la vieille parlure du Québec. Même si les statistiques du recensement de 1971 font état d'une assimilation avancée, il n'en demeure pas moins que les Franco-Ontariens constituent aujourd'hui la collectivité francophone la plus importante hors-Québec. Il est donc étonnant que notre documentation sur le parler de cette collectivité soit si pauvre. Nous n'avons pas l'intention, dans le cadre de cette présentation, de chercher à expliquer les motifs de ce retard: ils dépasseraient largement le cadre de nos préoccupations. Nous préférons insister sur le caractère positif des travaux qui se poursuivent actuellement dans la province et qui nous permettent déjà de déceler les particularités du franco-ontarien.

Signalons en premier lieu que ce n'est que tout récemment qu'on a commencé à s'intéresser sérieusement à l'analyse linguistique du parler franco-ontarien. Le bilan que nous présentons sera donc très synchronique. On peut diviser ces études en deux catégories. La première, descriptive, s'inscrit dans le cadre traditionnel des préoccupations linguistiques: décrire en toute objectivité les faits de langue tels qu'ils se présentent et à notre connaissance, le pionnier de ce type de recherche est le professeur Pierre Léon de l'Université de Toronto. En 1969, il partait avec un groupe d'étudiants faire une enquête phonétique sur le parler du village de Lafontaine, situé dans la Baie Georgienne. Les résultats de cette enquête permettent d'isoler quelques caractéristiques, non seulement phonétiques mais aussi morpho-syntaxiques et lexicales de cet

isolat linguistique. Le CRCCF est très reconnaissant au professeur Léon d'avoir bien voulu verser à ses archives sonores une copie des rubans qui ont servi à cette enquête: il s'agit là de documents très précieux tant au point de vue linguistique qu'historique.

A l'Université Laurentienne, il convient de mentionner les travaux du professeur Benoît Cazabon qui travaille actuellement à un inventaire de la langue des métiers en voie de disparition. Déjà, quatre enquêtes ont été réalisées sur ruban magnétoscopique, ce qui représente une richesse documentaire exceptionnelle puisque ce genre d'enquête ne se fait d'ordinaire qu'avec le magnétophone et le carnet d'enquêteur. On y retrouve, entre autres, une enquête sur le vocabulaire du cheminot-éclaireur qui parcourait jadis les sections de voie ferrée avant le passage des trains. Ces enquêtes renferment une documentation ethno-linguistique appréciable puisqu'il s'agit de cueillir, avant qu'ils ne disparaîssent à tout jamais, de vieux mots déjà supplantés par le vocabulaire moderne des institutions nouvelles.

Toujours à l'Université Laurentienne, le professeur Cazabon est en voie de terminer une importante étude socio-linguistique sur l'usage et le maintien du français dans le Nouvel-Ontario. Cette étude permet de raffiner les résultats de sondages et de statistiques sur le phénomène de l'assimilation. On a pu montrer, par exemple, que c'est surtout chez les jeunes que se manifeste l'abandon du français en faveur de l'anglais. Ce type d'étude, qui devra être complété par d'autres

pour donner une appréciation globale du phénomène dans toute la Franco-Ontarie, vient confirmer les tendances inquiétantes révélées par le recensement de 1971 tout en identifiant les couches de population où l'on devra concentrer les efforts visant à assurer le maintien de la langue.

On ne peut pas quitter Sudbury sans parler d'un autre pionnier, le P. Germain Lemieux, qui travaille depuis de nombreuses années au Centre de folklore franco-ontarien de l'Université de Sudbury à recueillir, transcrire et publier les témoignages des vieux conteurs franco-ontariens. La série *Les vieux m'ont conté* en est au 7e volume et même si l'intention première de cette riche documentation est la connaissance du patrimoine folklorique ontarien, elle représente pour nous linguistiques une mine de renseignements de premier ordre. A l'Université Laval, par exemple, notre collègue Marcel Juneau vient de faire une présentation et une analyse linguistique d'un conte tiré des riches archives de folklore de Luc Lacoursière. Il n'est donc pas exclu qu'un jour certains contes recueillis par le P. Lemieux fassent l'objet d'études semblables.

Ici même, à l'Université d'Ottawa, nous nous occupons de la transcription d'environ 120 rubans magnétiques qui font partie des Archives sonores du CRCCF et qui proviennent du poste CJBC de Toronto. Il s'agit de témoignages provenant d'un peu partout dans la province et qui ont été recueillis en vue de la préparation de l'émission *401-Ontario Sud*. Ces rubans ont été versés à nos archives par un ami et bienfaiteur du

Centre, M. J.-R. St. Cyr, directeur de CJBC. Le but que nous poursuivons est d'abord de nature documentaire. Il s'agit de mettre à la disposition des chercheurs un corpus de franco-ontarien parlé et ce, en vue d'analyses linguistiques. Une étude préliminaire des quelque 40 rubans dépouillés jusqu'ici montre, comme il fallait s'y attendre, une influence considérable de l'anglais, mais pas particulièrement au niveau du lexique: nos informateurs connaissent assez bien les mots français et les utilisent. Par contre, l'anglicisation est plus évidente au niveau morpho-syntaxique où nous avons relevé un nombre important de calques. D'autre part, nous avons observé plusieurs cas de confusion de genre et de nombre, d'effritement syntaxique, un peu comme si le sujet parlant était incapable de terminer sa phrase à l'intérieur du cheminement syntaxique amorcé.

Il ne faudrait pas pour autant en conclure que c'en est fini du français en Ontario. Nous avons pu remarquer, au cours d'une série d'enquêtes que nous poursuivons actuellement dans les comtés unis de Prescott-Russell dans la région de Casselman et de St. Albert en particulier, un impressionnant sinon exemplaire maintien du français dans les villages ruraux et à la campagne. L'affichage français, par exemple, ferait rougir de honte certaines municipalités de l'ouest québécois où pourtant le français est protégé par des dispositions légales, ce qui est loin d'être le cas en Ontario.

Ces considérations normatives nous amènent à parler de la deuxième catégorie d'études linguistiques sur le français ontarien car en milieu minoritaire, le linguiste

est souvent amené à se pencher sur le problème du maintien de la langue, de la qualité du français et même sur le problème de l'enseignement du français, langue maternelle. Dans ce domaine, il convient de mentionner les travaux de Raymond Lamerand et de Raymond Mougeon à l'Institut des études pédagogiques de l'Ontario (OISE). On a réalisé, au cours des dernières années, une série d'enquêtes socio-linguistiques auprès d'étudiants de Welland et de Sudbury dans le but de mieux connaître les caractéristiques linguistiques de cette tranche de la population d'abord et ensuite de mettre au point un matériel pédagogique approprié qui tienne compte de la réalité franco-ontarienne. L'IEPO dispose d'une documentation considérable sur le problème de la qualité de la langue en Ontario et a participé activement à l'enquête INTERFACE dont les résultats viennent d'être publiés. Ceux-ci indiquent clairement l'urgente nécessité d'une redéfinition de l'enseignement du français en milieu minoritaire: dans une composition française, on a remarqué que l'étudiant de 13e année faisait en moyenne une faute de français à tous les dix mots!

Cette inquiétude au sujet de la qualité de l'enseignement du français a donné lieu à la création d'un test de compétence et de performance en français par Gilles Comptois et Benoît Cazabon à l'Université Laurentienne. A ce test, s'ajoute la création de modules d'enseignement de récupération en fonction des lacunes détectées par le test. Il s'agit donc là d'un matériel proprement franco-ontarien auquel il faut souhaiter une large diffusion. Au département de Lettres françaises de l'Uni-

versité d'Ottawa, on ne fait pas subir de test d'entrée, mais plutôt une série d'exercices grammaticaux et de composition dont les résultats permettent d'identifier ceux à qui on va recommander des ateliers de correction. Il existe donc, au niveau des universités, une sensibilisation au niveau de la qualité du français: il ne reste qu'à souhaiter qu'elle s'étende au niveau secondaire car il nous paraît essentiel que la récupération se fasse avant l'entrée à l'université.

Ce problème, qui n'est pourtant pas franco-ontarien - les instituteurs québécois sont les premiers à le reconnaître - se pose de façon plus aiguë en Ontario puisqu'il s'agit d'une minorité et d'une minorité menacée dans les fondements mêmes de son avenir, c'est-à-dire dans sa jeunesse. A l'heure où les statistiques d'assimilation paraîssent les plus sombres, il est paradoxal de noter en revanche une prise de conscience collective, à la recherche d'une nouvelle réalité franco-ontarienne. Cet effort s'accompagne d'une mise en valeur du patrimoine français en Ontario et c'est dans ce cadre, croyons-nous, qu'il faut situer la mise en oeuvre de projets d'envergure dans le domaine de la linguistique. Nous avons un retard certain à rattraper: nous n'avons ni Dictionnaire, ni Glossaire, ni Atlas linguistique, ni de solides monographies régionales. Tout cela reste à faire mais, comme le disait le vieux Beaumarchais, la difficulté de réussir ne fait qu'ajouter à la nécessité d'entreprendre.

ANDRE LAPIERRE
Département de linguistique
Université d'Ottawa

LES SOURCES DE L'HISTOIRE DES FRANCO-ONTARIENS DU NOUVEL-ONTARIO

Parler des sources, des archives ou des instruments de recherche disponibles pour étudier les Franco-Ontariens du Nord-est de l'Ontario, c'est-à-dire du Nouvel-Ontario, c'est un peu poser la question de l'identité culturelle de cette communauté et des éléments qui la définissent. Conservées le plus souvent par les institutions qui encadrent la vie franco-ontarienne, les archives sont un reflet des secteurs où les Franco-Ontariens ont été le plus actifs: d'où cette relation évidente entre le type d'archives conservées et la définition culturelle des Franco-Ontariens. On ne s'étonnera pas, par conséquent, de constater l'importance, je dirais presque l'hypertrophie, des secteurs de l'éducation et de la religion, ces deux pôles traditionnels de la francophonie ontarienne qui nous rappellent en même temps l'atrophie des autres secteurs.

Les Français fréquentent la région du Nouvel-Ontario depuis 1615 lorsque Champlain passe par le lac Nipissing en route vers la baie Georgienne; il est suivi, au XVIIe siècle, par les missionnaires, les explorateurs, les coureurs de bois, enfin par les militaires (par exemple le chevalier de Troyes qui, en 1686,

se rend à la baie James en traversant la région). En 1671, Saint-Lusson, au nom du roi de France, prend formellement possession de toutes les régions avoisinantes aux lacs Huron et Supérieur. La connaissance de ces premiers visiteurs au Nouvel-Ontario se limite généralement aux rives des grands cours d'eau.

Les premiers véritables colons franco-ontariens arrivent à la fin du XIXe siècle, portés jusque-là par les vagues de colonisation qui, depuis les régions peuplées du Saint-Laurent, sèment des colons au lac Saint-Jean, en Gaspésie, dans l'Outaouais, dans l'est de l'Ontario, dans le Témiscamingue, dans l'Ouest canadien et aux Etats-Unis. La colonisation de l'Ontario septentrional suit d'abord les cours d'eau (de Mattawa au lac Témiscamingue) mais surtout les chemins de fer qui, en définitive, commandent jusqu'à ce jour l'étendue de l'oekoumène et des zones de colonisation dans les terres du Nipissing, du Témiscamingue ou du Clay-Belt.

L'histoire des populations franco-ontariennes, leurs origines géographiques, les caractéristiques de leur colonisation, la nature des institutions qu'ils ont apportées et de celles qu'ils ont créées, leur adaptation dans une province de langue anglaise sont autant de questions importantes qui attendent des études. Malgré les efforts, souvent héroïques de certains chercheurs dévoués, nos connaissances sur les Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario sont faibles; peut-être que l'identification préliminaire de quelques dépôts d'archives pourra favoriser ce genre d'études, bien qu'il ne soit pas facile de découvrir quels sont les fonds d'archives dis-

ponibles, ni où ils se trouvent[1].

Dans ce bref exposé, il y a lieu de distinguer entre les sources manuscrites d'une part, et les sources imprimées (documents, bibliographies, etc.) d'autre part.

1) *Les fonds d'archives:*

Si on exclut les fonds d'archives conservés dans les institutions universitaires (à Sudbury et à Ottawa), il ne semble pas exister de grands dépôts d'archives destinés prioritairement à l'histoire des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario. De manière générale, les archives restent entre les mains des organismes qui les ont créées, bien qu'il semble qu'on puisse assez facilement les consulter sur demande auprès des responsables. Pour plus de clarté, nous divisons les fonds d'archives en trois catégories: les archives civiles, les archives du secteur de l'éducation, enfin les archives religieuses. Il est cependant bien évident que ces catégories ne sont pas exclusives et qu'elles se recoupent souvent.

Dans le premier groupe, nous rangeons les archives produites par les institutions politiques de la province: les municipalités, les bureaux d'enregistrement, les hôpitaux, etc. Ce type d'archives existe dans toutes les régions de la province et il peut servir à l'étude des Franco-Ontariens partout où ils se trouvent en grand nombre (proportionnellement ou absolument), dans les townships, les villes ou dans quelque autre institution publique que ce soit. En plusieurs

endroits, la population franco-ontarienne est majoritaire, constituant parfois la quasi-totalité des habitants. Dans ces endroits, les archives à caractère public peuvent servir directement à l'étude des Franco-Ontariens. Dans les municipalités, on ne se soucie pas généralement de conserver les archives et l'absence d'une politique définie de conservation des documents nous oblige souvent à ne compter que sur le seul hasard. Les séries qui sont systématiquement conservées, à peu près partout, sont les procès-verbaux, les rôles d'évaluation foncière, les statuts municipaux. Quant aux bureaux d'enregistrement, leur fonction même commande qu'ils conservent ce qu'on leur confie. Sur la colonisation, par exemple, il faudra également retrouver, quand ces dossiers n'ont pas été détruits (ce qui semble avoir été partiellement le cas à Sudbury) les archives de l'ancien ministère des Terres de la Couronne. Plusieurs ministères ont conservé (ou versé aux Archives de l'Ontario) des séries pouvant servir à l'étude de la colonisation, l'exploitation forestière, l'histoire des mines, du transport, etc.[2] Bien qu'elles portent sur toute la population, ces archives peuvent directement intéresser le chercheur de l'Ontario français parce qu'en plusieurs endroits, la population dans son ensemble est française.

Un deuxième type d'archives provient du secteur de l'éducation. Le gouvernement provincial ne semble rien conserver d'intérêt local dans les bureaux régionaux, sauf les dossiers des enseignants (qui sont en principe conservés durant soixante-dix ans mais qui, pour des

raisons évidentes, ne sont pas accessibles). A Toronto, le ministère de l'Education conserve une bibliothèque où se trouvent de nombreux ouvrages, les circulaires et autres documents publiés par le ministère au cours des années. Cependant, en termes d'archives, les seules séries qu'on semble avoir conservées sont les rapports des principaux d'école et les états financiers provenant de toutes les écoles de la province (y compris, bien entendu, celles de langue française). Quant aux commissions scolaires, elles semblent conserver peu de documents au-delà d'une durée de six ou sept ans: leurs dossiers sont alors détruits (le plus souvent), ou encore, envoyés au ministère de l'Education. Elles conservent cependant les procès-verbaux et les états financiers depuis leur création. Dans le secteur de l'éducation, on trouve encore diverses associations non-gouvernementales regroupant des professeurs, des enseignants, des commissaires, etc.: les archives de ces organisations ont été versées à Ottawa au Centre de recherche en civilisation canadienne-française (C.R. C.C.F.).

Jusqu'à une date toute récente, le système scolaire séparé était presque seul à dispenser en français un enseignement primaire; avant la création d'écoles secondaires de langue française en 1968, l'enseignement à ce niveau était assuré par des institutions confessionnelles. Les archives de ces institutions (le Collège du Sacré-Coeur, le Collège de Hearst, l'Académie de Haileybury) se trouvent dans les communautés religieuses qui dirigeaient ces institutions. Selon les paliers (pri-

maire, secondaire, collégial), il faudra donc chercher en des endroits différents les archives disponibles.

Un dernier type d'archives est de provenance religieuse. Pour la minorité de langue française établie dans une province anglaise, les institutions religieuses ont longtemps servi de cadre principal aux activités de la vie franco-ontarienne. On constate ce phénomène partout: sur le plan scolaire (les écoles portent parfois le même nom que la paroisse), social (les clubs, associations, activités sportives, assistance aux nécessiteux, etc.), et même économique (les coopératives, les caisses populaires ont souvent des assises géographiques correspondant à la paroisse). Les institutions religieuses ont été les principales à encadrer la vie communautaire des Canadiens français de l'Ontario et les archives religieuses contiennent donc une documentation du plus grand intérêt.

En premier lieu, nous trouvons la paroisse: il existe dans les évêchés (à North Bay pour le diocèse de Sault-Sainte-Marie, à Timmins pour celui de Timmins, et à Hearst pour le diocèse de Hearst) une certaine documentation que l'on décrit généralement comme "pas très riche". Toutefois, il existe en principe des rapports annuels de paroisse ainsi que les autres textes ou rapports que les curés français ont pu rédiger. Les personnes consultées dans les évêchés indiquent qu'on peut demander la permission de consulter ces archives. Dans les paroisses même, on trouvera les registres religieux (baptêmes, mariages, sépultures) qui permettent de faire des études démographiques des populations

de langue française. De plus, il existe un nombre surprenant de communautés religieuses d'hommes et de femmes qui ont oeuvré dans l'un ou l'autre des trois diocèses du Nouvel-Ontario, et un examen du *Canada Ecclésiastique* en fournira la liste. Nous avons consulté les responsables des archives des principales communautés de religieuses: les Soeurs Grises d'Ottawa (i.e. les Soeurs de la Charité), les Soeurs de l'Assomption, les Filles de la Sagesse. Pour les Soeurs Grises (autant celles de la province des enseignantes que celles de la province des hôpitaux), comme pour les Filles de la Sagesse, les archives de la communauté se trouvent à Ottawa; dans les deux communautés, la coutume veut que l'on prépare des chroniques dans chacune des maisons de la communauté. De plus, ces archives contiennent parfois de la documentation sur des organismes dans lesquels les religieuses ont pu oeuvrer. Ces communautés religieuses (Soeurs Grises, Soeurs de l'Assomption, Filles de la Sagesse) se sont surtout signalées dans l'éducation, et dans les hôpitaux. Il existe plusieurs autres communautés de religieuses qui doivent aussi posséder chacune des fonds d'archives.

Pour les communautés d'hommes, nous trouvons deux groupes principaux: les Oblats et les Jésuites. Les premiers se retrouvent dans la province ecclésiastique d'Ottawa (c'est-à-dire dans les diocèses de Timmins et de Hearst) et conservent leurs archives à Ottawa; les seconds, dont l'activité remonte au milieu du siècle dernier, oeuvrent dans le diocèse de Sault-Sainte-Marie et leur activité porte sur deux secteurs principaux:

l'activité missionnaire (chez les Indiens d'abord, mais aussi parmi les Blancs) et aussi l'éducation. Les fonds d'archives de l'Université de Sudbury (institution dirigée par les Jésuites) conservent des ressources très riches sur l'histoire régionale et celle des Franco-Ontariens. La Compagnie de Jésus, dont les archives principales sont à Saint-Jérôme, possède à cet endroit une documentation pouvant éclairer l'histoire des activités de la Compagnie dans le Nouvel-Ontario depuis le milieu du XIXe siècle, puisque les premiers missionnaires ont laissé des relations annuelles de leurs activités. Dans l'éducation des jeunes Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario (et même du Nord-ouest québécois à une certaine époque), le Collège du Sacré-Coeur, dont l'Université de Sudbury est le prolongement juridique et historique, a joué un rôle capital. Les archives de la Compagnie existent en symbiose avec celles de la Société historique du Nouvel-Ontario. On y trouvera donc principalement les archives rattachées aux activités de la Compagnie (d'une part le Collège du Sacré-Coeur et l'Université de Sudbury, et d'autre part la paroisse Sainte-Anne, la première et longtemps la seule paroisse catholique de Sudbury), mais aussi des collections de photos, une bibliothèque, des spicilèges et divers fonds privés versés à ces archives: notons en particulier ceux de Romanet du Caillaud, aristocrate français venu chercher sa fortune dans la région au début du siècle, ceux du sénateur Raoul Hurtubise, ceux du curé Lionel Séguin. Dans le cadre de l'Université de Sudbury, il existe une autre collection de première importance: celle du Centre de folklore franco-

ontarien qui a recueilli des milliers de contes et chansons et qui constitue ainsi, pour la tradition orale, une mine de matériaux. Les archives des Jésuites (et de la Société historique du Nouvel-Ontario) qui a publié 66 documents ou livres depuis 1942 sont accessibles et il existe un répertoire et un index pour en faciliter la consultation.

2) *Les sources imprimées et les bibliographies:*

Dans la catégorie des sources imprimées, on doit mentionner principalement les documents gouvernementaux (niveaux provincial mais aussi municipal) ainsi que les journaux.

Pour les documents émanant des gouvernements provinciaux, on consultera les bibliographies détaillées énumérant ces publications[3]. Pour les documents municipaux, il ne semble pas exister de bibliographies exhaustives, et on doit pour l'instant se contenter des bibliographies générales consacrées à la région. Certaines bibliothèques régionales, cependant, possèdent des collections de documents (publiés ou non-publiés) des municipalités de leur région. A Sudbury et à North Bay, de même qu'à l'Université Laurentienne, il existe des collections d'intérêt régional.

Pour l'historien éventuel, la source la plus utile sera d'abord les journaux; ceux-ci ont encore peu servi à l'histoire de la région et des Franco-Ontariens qui y vivent. A différentes époques, quelques journaux français ont vu le jour, généralement des hebdomadaires. Mais ils restent malheureusement souvent difficiles à

trouver et certains sont devenus introuvables. Voici donc une liste préliminaire (et donc certainement incomplète) des journaux de langue française publiés dans le Nouvel-Ontario, ou destinés à sa population[4]:

L'Ami du Peuple (1942-1968), hebdomadaire de Sudbury
Le Canadien de l'Ontario Nord (1961-1965?) de Timmins et Kapuskasing
Colonisation (vers 1894) de Sturgeon-Falls
Le Droit, édition du Nord, d'Ottawa (mars 1959-juin 1963)
L'Echo du Nord (1917-19?) de Cobalt
L'Information de Sudbury, dans les années soixante
Le Nord, (1973-) de Hearst
Le Nord Ontarien (1933-35?) de Timmins
Northern Citizen (1960-), journal bilingue de Hearst
Le Nouvel-Ontario (1924-34?) de Sturgeon-Falls et Sudbury
L'Observateur du Nouvel-Ontario (1957-61) de Timmins
Le Regard Régional (1973 ?) de New-Liskeard
La Sentinelle (1895- ?) de Mattawa
La Tribune (1968-), journal bilingue de Sturgeon-Falls
La Voix Populaire (1935-40?) de Timmins
Le Voyageur (1968-) de Sudbury.

A ces journaux de langue française, il faudra aussi ajouter les journaux de langue anglaise tels que le *Star* de Sudbury, le *Star* de Sault-Sainte-Marie, le *Nugget* de North Bay, le *Northern Times* de Timmins, et tous les autres journaux anglais, contemporains et passés, qui ont paru dans le Nord-est de la province. On trouvera des listes de ces journaux dans les bibliographies mentionnées plus bas.

En dernier lieu, il faut dire un mot des bibliographies parues dans la dernière décennie et portant sur l'histoire de la région. On peut notamment mentionner celle de Stelter et Rowan[5], celles de Bucksar[6], celle de Muir, Woodcock et Irvine[7]. Mais pour l'étude plus particulière des Franco-Ontariens, on utilisera surtout

la *Bibliographie analytique de l'Ontario français* publiée en 1975 par Beanjamin Fortin et Jean-Pierre Gaboury[8].

Il découle de ce qui précède que l'organisation des collections d'archives est en général peu avancée, bien que certaines institutions aient commencé ce patient travail d'inventaire. Chez les personnes responsables d'archives que nous avons consultées, nous n'avons rencontré aucune résistance ou objection à ouvrir les archives à ceux qui en feraient la demande. Sur le plan des bibliographies, nous sommes un peu mieux servis grâce à certains travaux récents. Il nous reste cependant à souhaiter que des chercheurs entreprennent les monographies qui seules permettront de faire avancer nos connaissances sur l'histoire des Franco-Ontariens du Nouvel-Ontario.

GAETAN GERVAIS
Université Laurentienne
Sudbury

Notes

1. Cet inventaire préliminaire des dépôts d'archives a surtout procédé d'un bon nombre d'appels téléphoniques auprès des responsables des documents dans les commissions scolaires, les ministères ontariens, les communautés religieuses, les bibliothèques municipales, les évêchés, etc. Nous voulons remercier tous ceux qui ont répondu à nos questions.

2. Voir par exemple *Index of Statistical Files in the Ontario Government 1974*, Toronto, Ministry of Economics and Intergovernmental Affairs, 1974.

3. Olga B. Bishop (comp.), *Publications of the Government of Ontario 1867-1900*, Toronto, 1976; Hazel I. McTaggart, *Publications of the Government of Ontario 1901-1955*, Toronto, 1964; Hazel I. McTaggart et K. E. Sundquist (comp.), *Publications of the Government of Ontario 1956-1971*, Toronto, 1975; depuis 1972, le gouvernement provincial publie annuellement *Ontario Government Publications*, (1972, 1973, 1974, 1975). Pour une bibliographie générale de l'histoire de l'Ontario, on pourra consulter *Ontario Since 1867. A Bibliography*, Toronto: Ontario Historical Studies Series, 1973.

4. La seule liste de journaux de langue française que nous avons trouvée a été publiée dans une liste de journaux "ethno-culturels". Voir D. McLaren *Ontario Ethno-Cultural Newspapers, 1835-1972*, Toronto: U. of T., 1973.

5. G.A. Stelter et John Rowan, *Community Development in Northeastern Ontario: A Selected Bibliography*, Sudbury, Laurentian University Press, 1972, 56p.

6. R.G. Bucksar (comp.) *Bibliography of Socio-Economic Development in Northern Ontario (northwestern and northeastern regions)*, Toronto, Department of Treasury and Economics, 1968, 112p. Deux *Supplement* ont été publiés, en 1969 et en 1972.

7. Doris J. Muir, Judith-Anne Woodcock et Lorrain Irvine, *Good Beginnings: An Annotated Bibliography of Selected Primary Sources*, Sudbury, Faculty of Social Sciences, "Social Sciences Publications 8", 1975, 77p. Cette bibliographie contient des ouvrages publiés et des documents d'archives pour quatre municipalités: Kirkland-Lake, North Bay, Sudbury et le Tri-Town (Cobalt, Haileybury, New-Liskeard).

8. Benjamin Fortier et Jean-Pierre Gaboury, *Bibliographie analytique de l'Ontario français*, Ottawa, Editions de l'Université d'Ottawa, Cahiers du CRCCF 9, 1975, XII-236 p.

Liste des personnes consultées

Le chancelier du diocèse de Sault-Sainte-Marie

P. Lefort, curé de la paroisse La Toussaint de Sudbury, père des Clercs de la congrégation de Sainte-Croix

P. Robert Toupin, s.j., de l'Université de Sudbury et de l'Université Laurentienne

Sr Thérèse Charbonneau, soeur de Notre-Dame Auxiliatrice, et responsable des archives dans le diocèse de Timmins

Sr Agathe Gratton, supérieure de la province du Nord-Ontario des Soeurs de la Charité (soeurs Grises) d'Ottawa

Sr Lorette Legault, responsable des archives des Filles de la Sagesse à Ottawa

M. Gérard Raymond, président du Conseil supérieur de langue française au ministère de l'Education à Toronto

Michel Saint-Onge, secrétaire exécutif, de la commission scolaire séparée de la région de Sudbury

M. Roger Brûle, du ministère de l'Education, à Sudbury

Mlle Francine Lussier, du Collège de Hearst

Les bibliothécaires de Kapuskasing, Timmins, Sudbury, North Bay.

SITUATION DE LA RECHERCHE SUR LES COMMUNAUTES FRANCO-CANADIENNES DE L'OUEST

Cette communication vise deux buts: en premier lieu, il s'agit de faire un tour d'horizon de l'état de la recherche sur les communautés franco-canadiennes de l'Ouest--faut-il parler d'une seule ou de plusieurs collectivités?--, et cela dans le but de faire ressortir les lacunes que nous avons à combler, tout en mettant en valeur le travail qui se fait depuis quelques années; en second lieu, il sera question des ressources que nous avons à notre disposition pour mener à bonne fin de nombreuses études sur l'évolution et l'état actuel de la vie française dans cette partie du Canada français, ainsi que de la nécessité qu'il y a pour nous de nous regrouper au sein d'un Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest, modelé sur le Centre d'études acadiennes de Moncton et sur le Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, mais adapté aux besoins et aux particularités de l'Ouest canadien.

1- *L'état de la recherche dans l'Ouest*

On peut distinguer deux époques très nettes dans l'étude des groupes franco-canadiens de l'Ouest. Mais

encore faut-il différencier les chercheurs francophones et anglophones qui, il faut le reconnaître, n'envisagent pas les questions sous le même angle.

La première époque dans l'historiographie de l'Ouest franco-canadien s'est prolongée jusqu'à la fin des années 1950. Ce qui frappe surtout, c'est que tous les chercheurs ou auteurs franco-canadiens des années antérieures à ce point tournant dans l'histoire et du Québec et des autres parties composantes du Canada français, ont été des hommes de combat. La liste de ces hommes est des plus imposantes: Mgr Alexandre Taché, l'abbé Georges Dugas, Dom Paul Benoît, le père Adrien-Gabriel Morice, le juge L.-A. Prud'homme, le journaliste Donatien Frémont, le regretté abbé Antoine d'Eschambault, le père Antoine Champagne, Noël Bernier, et plusieurs autres encore. Tous ont cherché à défendre la cause franco-catholique dans l'Ouest par le biais de travaux portant soit sur les origines de la présence française et catholique dans les régions au-delà des Grands Lacs, soit sur les droits acquis par l'élément franco-catholique avant même 1870, mais foulés aux pieds par des "lois scélérates" en 1890 et en 1916 et revendiqués avec insistance par la suite, soit encore par des études visant à édifier la population à la justesse des réclamations mises de l'avant par les chefs de file, soit enfin par des recherches tendant à valoriser la langue, les traditions, les coutumes, et une idéologie clérico-nationaliste.

Aujourd'hui, tous reconnaissent la conjoncture globale qui, dès la fin du dix-neuvième siècle, a fait que

ce courant idéologique en est venu à dominer la vie et la mentalité de l'ensemble du groupe franco-canadien de l'Ouest. Or, tout en rendant hommage à l'oeuvre collective de ces hommes érudits et de tenue des plus correctes, il faut convenir des déficiences et des déformations qui ont marqué leurs travaux. Tout devait se faire en fonction de la "mission" qu'ils poursuivaient.

S'il y eut engagement du côté des auteurs francophones, il en fut de même pour les Dr George Bryce, Chester Martin, C.-A. Dawson, et, faut-il le dire, D.G. Creighton. Ce dernier, toujours décidé à restreindre la reconnaissance du fait français dans les limites les plus étroites du pays et des documents constitutionnels, fait preuve de l'enracinement idéologique que l'on retrouve chez certains éléments du Canada anglais. Heureusement qu'il se trouve parmi eux des G.F.G. Stanley et des W.L. Morton qui, tout en dirigeant leurs recherches sur d'autres thèmes que ceux qui touchent à la vie franco-canadienne, ont su profiter et surtout utiliser à leur juste valeur les travaux des chercheurs franco-canadiens de l'Ouest.

Depuis 1960, il y a eu éclosion de recherches sur les communautés francophones des trois provinces de l'Ouest. Notons qu'il ne s'agit plus de légitimer des droits scolaires ou linguistiques, mais plutôt de saisir l'évolution et l'état actuel de cette société par des analyses beaucoup plus rigoureuses que par le passé et portant sur les comportements politiques, religieux, et socio-économiques de ces groupements francophones par rapport à leur milieu propre et à leur situation minori-

taire dans une région du Canada dite multiculturelle. Il s'effectue pour la première fois des études sur le processus d'assimilation qui menace la survie même de l'élément francophone. Des sociologues ont entrepris de décrire les rapports entre les élites et les couches populaires. D'autres cherchent encore à expliquer la faiblesse économique des Franco-Canadiens et à faire ressortir les causes et les effets de cette situation par rapport au domaine scolaire et au monde universitaire. Un universitaire français qui, malheureusement est rentré dans son pays, entend parfaire son travail sur l'image de la France qu'on avait dans l'Ouest canadien au début du siècle. On a encore vu l'achèvement de thèses sur Dom Paul Benoît, le journaliste Donatien Frémont--étude qui vient de paraître aux *Editions du Blé*--, le rôle de l'Eglise dans le peuplement franco-catholique de l'Ouest, l'histoire des organismes franco-canadiens tels l'Association d'Education des Canadiens-français du Manitoba ainsi que l'Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan. Il se prépare actuellement des thèses sur le théâtre au Manitoba français, Mgr Langevin et la crise scolaire manitobaine, le colonisateur français qu'était l'abbé Jean Gaire, et d'autres encore. Enfin, on attend avec anxiété la parution d'ouvrages sur la colonisation française en Saskatchewan et sur l'implantation de la radio française dans les trois provinces des prairies. Et j'en passe.

Du côté anglophone, signalons les recherches et les publications des Arthur Silver, Ramsay Cook, Cornélius

Jaenen, Manoly Lupul, et Paul Crunican. Voilà qui témoigne d'un apport extérieur fort important.

Ce bilan très sommaire des artisans et des thèmes qui caractérisent une nouvelle époque dans l'étude des groupes franco-canadiens de l'Ouest laisse entendre que l'avenir promet beaucoup. Néanmoins, des lacunes graves existent encore. Je me permettrai donc d'en relever quelques-unes tout en indiquant d'autres champs que l'on pourrait aborder non sans difficultés.

A. *Etudes des effectifs démographiques.* Les travaux du Père Richard Arès, s.j., devraient nous pousser à approfondir davantage les phénomènes d'urbanisation, de mariages entre nationalités, et de l'isolement linguistique et culturel.

B. *Examen de la vie économique.* On ne connaît à peu près pas les types de Franco-Québécois, de Franco-Américains, ou de Franco-Européens qui sont venus se fixer dans l'Ouest canadien. Etaient-ils en moyen? A-t-on recruté d'abord et avant tout des petits agriculteurs? Quelle influence les Franco-Canadiens ont-ils exercé dans le monde des affaires? Comment expliquer leur faiblesse économique?

C. *Rapports entre l'élément francophone et les autres ethnies.* En tenant compte des politiques récentes des gouvernements face aux revendications du Canada français ainsi que des "autres" minorités culturelles et linguistiques dans l'Ouest, il importerait d'analyser les rapports entre ces communautés diverses.

D. *Divers.* Notons quelques domaines qui feraient l'objet d'études fructueuses:

1. Les journaux franco-canadiens tels *Le Métis, Le Manitoba, Le Courrier de l'Ouest, La Liberté, Le Patriote, La Survivance.*
2. De nombreuses biographies: Taché, Langevin, Legal, Lacombe, Roy, Gravel, Denis, Marion, Béliveau, Mathieu.
3. L'Eglise et ses missionnaires face aux autochtones.
4. Les rapports entre le Québec et les minorités de l'Ouest.
5. Les nombreuses associations franco-canadiennes de l'Ouest: AECFM, ACFC, ACFA, SFM, entre autres.
6. Les manifestations culturelles: théâtre, musique, peinture, folklore, vie religieuse.
7. Les communautés religieuses.
8. Les rapports entre les classes socio-économiques.
9. Les idéologies: cléricale, libérale, rurale, laïcisante.

Une énumération plus longue serait superflue. Mais déjà on comprend à quel point nous accusons un retard sérieux sur les recherches qui se font ailleurs. Force nous est de dire que sans une action concertée dans plusieurs de ces domaines, les chefs de file franco-canadiens de l'Ouest pourraient prendre des positions ou rester sur certaines d'elles sans pouvoir se situer dans un contexte global, ou encore adopter des stratégies de groupe sans être en pleine connaissance des problèmes ou de leurs antécédents. Arrêtons-nous là toutefois, car cela pourrait nous mener trop loin.

2. *Les perspectives d'avenir*

Pour ma part, j'envisage l'avenir de la recherche

sur les communautés franco-canadiennes de l'Ouest sous deux aspects: l'abondance de la documentation jointe à une équipe solide mais encore à l'état de la puissance; et les possibilités d'un regroupement à l'intérieur d'un Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO).

A. *Les ressources*

1. Humaines. Chercheurs dans plusieurs domaines. Manque de spécialistes techniques. Problème de l'isolement. Besoin de rencontres.

2. Documentaires. Abondante. Archives épiscopales très riches. Fonds Provencher, Taché, Langevin, Dom Benoît, Forget-Despatis, et Fisher sont bien classés à Saint-Boniface. Ailleurs, c'est moins bien. Archives publiques du Canada et provinciales également très riches. Archives privées renferment dossiers sur les associations locales, troupes de théâtre, etc. La Société historique de Saint-Boniface est le seul organisme à entreprendre ce travail au Manitoba. En Saskatchewan, ce travail se fait sous la direction du Provincial Archives Board.

3. Financières. Pauvres. Mais des initiatives à prendre de ce côté.

4. Institutionnelles. Le Collège universitaire de Saint-Boniface héberge la Société historique de Saint-Boniface depuis un an environ. Il entend embaucher un archiviste à temps partiel. Il s'y trouve un Centre de recherche depuis 1975.

5. Autres. Une maison d'édition franco-canadienne pour l'Ouest à Saint-Boniface. Les Editions du Blé. Pourrait entreprendre la publication d'une revue régionale.

B. *Un Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (CEFCO).*

Il est question au Manitoba français depuis au moins

deux ans de fonder un Centre d'études franco-canadiennes de l'Ouest (section Manitoba). Nous avons jeté les bases de ce centre dès l'année dernière, mais il nous faut avouer que le projet ne fait que démarrer lentement. Ce qui le distingue des centres déjà en place à Moncton et à Ottawa, c'est qu'il se veut d'abord un regroupement des organismes, des institutions, des associations, et des chercheurs qui sont prêts à collaborer au départ à la préparation d'un inventaire des bibliothèques et des fonds d'archives dans la province du Manitoba. Contrairement à ce qui pourrait se faire ailleurs, nous entendons compiler un fichier central à partir de tout ce qui se trouve éparpillé de part et d'autre. Par la suite, nous espérons que le C.E.F.C.O. puisse s'étendre à l'échelle de l'Ouest, chaque province étant responsable de l'organisation de son propre secteur. A long terme, nous envisageons un regroupement à l'échelle régionale, dans le but d'entreprendre conjointement des activités, publications, ou des projets de recherche à l'étranger. Il va sans dire que nous serions prêts à avancer plus vite, mais nous ne voulons surtout pas empiéter sur les intentions et projets de nos compatriotes. Le schéma ci-joint n'est que l'ébauche de ce qui pourrait se concrétiser un jour à l'échelle de l'Ouest.

Conclusion

On aura vite saisi le point faible de ce bilan sur la situation de la recherche sur les communautés franco-canadiennes de l'Ouest. En effet, en même temps que les chercheurs ouvrent de nouvelles voies, ils se rendent

compte de la pénurie des cadres et des instruments de recherche qui pourraient faciliter leur travail. Faut-il remettre à plus tard la recherche ou concentrer nos forces sur les modalités d'organisation? C'est là notre plus grand dilemme!

ROBERT PAINCHAUD
Département d'Histoire
Université de Winnipeg

L'ETAT DE LA RECHERCHE ET LA RICHESSE OU PAUVRETE DES ARCHIVES

La recherche sur la minorité francophone de la Saskatchewan a débuté seulement vers la fin de la dernière décennie. Les premiers chercheurs ont dû souvent repêcher, dépouiller et classifier des dépôts d'archives qu'ils ont eux-mêmes obtenus d'individus ou d'organisations de la communauté francophone de la Saskatchewan. Nous en sommes toujours au même stade. Quiconque s'adonne à la recherche en histoire des Fransaskois fait face à une pénurie de documentation qu'il doit tenter de combler en sollicitant des renseignements et papiers personnels qu'il déposera par la suite au sein des archives provinciales.

L'état de la recherche

A part quelques études rudimentaires et quelques articles, aucun travail d'envergure n'a été publié sur l'histoire des Fransaskois. L'essentiel de la recherche faite jusqu'ici existe sous forme de thèses de maîtrise et de doctorat. La plupart de ces thèses portent sur les débuts de l'Association catholique franco-canadienne, les crises scolaires et le rôle des politiciens de langue française.

-R.J.A. Huel, "L'Association Catholique Franco-Canadienne de la Saskatchewan: A Response to Cultural Assimilation 1912-1934", thèse de maîtrise, Université de Régina, 1969.

-R.J.A. Huel, "The Franco-Saskatchewanians: Racism Sectarianism, Politics and the School Question, 1924-1934", thèse de doctorat, Université de l'Alberta, 1976.

-Lucille Tessier, "La vie culturelle dans deux localités d'expression française du diocèse de Gravelbourg: Willow Bunch et Gravelbourg", thèse de maîtrise, Université de Régina, 1974.

-Pierre Morissette, "La carrière politique de W.F.A. Turgeon 1907-1921", thèse de maîtrise, Université de Régina, 1975.

-Robert Painchaud, "The Catholic Church and French-Speaking Colonization in Western Canada 1885-1915", thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1976.

En plus de ces ouvrages qui se reportent directement à la francophonie, il existe maintenant quelques thèses, d'importance secondaire pour ce qui a trait à la francophonie, qui portent sur l'attitude de la majorité d'origine britannique face aux groupes ethniques, le rôle du Ku Klux Klan dans la Saskatchewan, l'histoire politique de la province et la carrière politique de certains premiers ministres.

Quelques individus se consacrent présentement à l'étude de la colonisation francophone de la Saskatchewan de 1885 à 1930. Un étudiant se propose d'analyser prochainement le rôle de l'abbé Jean Gaire et la colonisation du Sud-est de la Saskatchewan. Un autre étudiant songe à rédiger sa thèse de maîtrise sur l'abbé L.P. Gravel et la colonisation du Sud-ouest de la Saskatchewan. Nous espérons obtenir les papiers personnels

de l'abbé Gravel qui sont présentement entre les mains de Madame Guy Gravel de Montréal.

Quelques études ont été complétées, certaines sont en cours et plusieurs restent encore à faire. Le choix des sujets est souvent limité par la rareté des collections de papiers personnels qui sont présentement disponibles dans nos archives provinciales, diocésaines et paroissiales.

Les archives

Jusqu'en 1968, les chercheurs sur l'histoire des francophones de la Saskatchewan avaient accès seulement à la documentation placée dans les archives par les différentes agences du gouvernement (Department of Education, School District Files qui contiennent de la documentation concernant la création et l'administration de districts scolaires - Homestead Records où l'on peut retrouver le nom et l'origine des pionniers de chaque section de terre) et à quelques collections de papiers personnels (Papiers Turgeon - Papier A. Forget). Ils pouvaient aussi puiser dans des manuscrits ou journaux de pionniers de langue française (Joseph Fournier de Ferland, D.F. Trémaudan de Montmartre) et dans le journal *Le Patriote de l'Ouest* (1910-1941) que l'on est en train d'indexer.

Depuis 1968, les Archives provinciales ont acquis grâce aux chercheurs, archivistes et professeurs d'histoire les papiers de plusieurs organisations, coopératives, etc...

-Radio-Gravelbourg Limitée (CFRG - CFGR) 1933-1974;

originaux, 12 pieds: correspondance, mémoires, procès-verbaux, statistiques, circulaires, rapports financiers.

-Radio-Prairies-Nord Limitée (CFNS); Saskatoon, originaux, 33 pieds: correspondance, procès-verbaux, mémoires, rapports financiers.

-L'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, 1912-1934; microfilm, cinq bobines: correspondance, procès-verbaux, dossiers d'individus et de localités, documents relatifs aux congrès généraux et régionaux, circulaires, etc...

De nouvelles collections de papiers personnels ont aussi été déposées aux archives depuis quelques années.

-Papiers Dumont Lesage de Gravelbourg. Cet individu fut très actif dans les associations culturelles de langue française.

-Papiers Prudent Lapointe de Willow Bunch. Il fut un des premiers pionniers du Québec à Willow Bunch.

-Papiers Dr Arsène Godin. Gradué de l'Université Laval, il s'est établi à Willow Bunch, fut président de la Société St. Jean-Baptiste, président de l'A.C.F.C., etc.

Nous possédons maintenant aux archives la série complète des journaux: *L'Etoile de Gravelbourg* 1927-1947, *La Voix Catholique* (Gravelbourg) 1935-1937. Nous avons sur bobines plus de cent-vingt entrevues de pionniers de langue française.

Les chercheurs parviennent maintenant à utiliser les archives diocésaines de Régina. Malheureusement, les autorités religieuses de Prince-Albert et de Gravelbourg nous répondent toujours qu'ils n'ont conservé aucune archive. Où sont les papiers de Mgr Pascal, Mgr

Prud'Homme, les deux premiers évêques du diocèse de Prince-Albert? Où sont les papiers personnels des curés qui se sont mêlés à la politique tels l'abbé Bérubé de Vonda, l'abbé Myre de Marcelin, l'abbé Royer de Ponteix? Comment expliquer le fait que le Collège Gravelbourg ne possède pas d'archives? En persévérant, en interviewant les gens, en prenant contact avec les curés de paroisses de langue française, en pénétrant dans les collèges et les couvents, nous espérons pouvoir combler plusieurs de ces lacunes. La moisson est grande mais les moissonneurs sont peu nombreux.

ANDRE LALONDE
Département d'Histoire
Université de Régina

DEPOUILLEMENT DES HEBDOMADAIRES FRANCO-ALBERTAINS

Au départ, je dois vous avouer franchement ne point avoir dépouillé systématiquement les quelques hebdomadaires franco-albertains parus. En ma qualité de bibliothécaire, et en tant qu'intéressé à l'histoire du Canada et de l'Ouest canadien, je désire grouper ces collections en vue de leur préservation éventuelle sur microfilm. Ce n'est qu'une fois cette étape franchie que nous pourrons songer à dépouiller et à analyser systématiquement. L'ouvrage de Beaulieu et Hamelin pour la presse québécoise, ainsi qu'un essai tenté pour les journaux franco-manitobains par Bernard Pénisson, alors du Collège universitaire de St-Boniface, nous serviront de guides et de modèles.

Le projet dont j'aimerais vous entretenir brièvement peut sembler très simple d'allure, mais avec le recul des ans, il s'avère assez difficile à compléter. Je suis des plus reconnaissants aujourd'hui aux organisateurs de ce colloque et au Centre qui nous accueille pour l'occasion offerte d'exposer plus avant notre projet. *Il a pour but de mettre en place des sources nécessaires aux historiens de demain.*

Des recherches sommaires et trop rapides n'ont pas permis à date, de retrouver au complet ces collections, ni à Laval, ni à Ottawa, ni dans l'Ouest. Je vous inviterais donc à chercher avec nous. Qui sait si d'ici quelques semaines, quelques mois, nous ne réussirons point à combler ces lacunes? Merci d'avance pour toute collaboration éclairée. Malheureusement, nous devrons retourner à notre boulot sans pouvoir consacrer tout le temps voulu à cette recherche. D'autres, comme vous et vos aides, sauront aider la cause.

J'en arrive à la liste, assez brève mais intéressante, des hebdos franco-albertains.

1. *L'Ouest Canadien**a paru à l'époque du Klondyke à Edmonton, sous la direction de Frédéric Villeneuve, du 3 février 1898 au 22 février 1900. *Dix-sept (17) numéros manquent.* Une toute récente indication, non encore vérifiée, semblerait indiquer que nous pourrons trouver ici à Ottawa, la série complète. Espérons-le. Ce qui existe est sur microfilm aux Archives et au Musée provincial à Edmonton.
   ....Aucun journal franco-albertain pendant les 5 années suivantes.
2. *Le Courrier de l'Ouest* a paru en 1905, lors de la formation de l'Alberta et de sa soeur, la Saskatchewan, comme provinces du Canada. Les directeurs du

* Ne point confondre ce titre avec un autre, identique, paru à Edmonton de janvier à octobre 1911, sous la direction de Wilfrid Gariépy. (Nous n'avons point retrouvé copie de ces numéros). Egalement, ne point confondre avec un autre journal paru à Winnipeg durant 6 mois, de février à août 1889.

Courrier étaient le Dr Philippe Roy, et Prosper E. Lessard. L'un des premiers rédacteur fut F.-X. Boileau, suivi d'un autre apôtre très dynamique à cette époque de progrès et de colonisation, Alex Michelet. Les rapports de Michelet à *La Canadienne* de Paris étaient réguliers et très précis. (Enfin, *La Canadienne* existe à Ottawa). Nous croyons avoir sur microfilm les numéros parus du 14 octobre 1905 au 6 janvier 1916. A y regarder de plus près, et c'est classique, certains semblent manquer. Avec un personnel plus nombreux et plus attentif, nous ferons la liste de ce qui manque.

3. *Le Progrès**, journal libéral, était dirigé par Wilfrid Gariépy, avocat, et plus tard membre de la Législature et même du Cabinet albertain. Fondé en mars 1909 à Edmonton, le journal, dès juin de la même année, fut dirigé et imprimé à Morinville, au nord de la ville, par un avocat, Omer St-Germain. Ceci dura jusqu'à la fin décembre 1911. C'est à tort que l'on réfère au *Progrès* de Morinville, comme titre de journal. *Le Progrès*, dès janvier 1912, fut repris par Wilfrid Gariépy à Edmonton, et le 4 décembre 1913, le nom en fut changé au *Progrès Albertain*, qui parut jusqu'au 19 août 1915.

* Nous croyons avoir pratiquement épuisé les sources possibles qui pourront nous aider à trouver les numéros manquants. Nous possédons plus de la moitié des livraisons de ce périodique entre 1909 et 1915. Rien n'est sur microfilm à date.

4. *L'Avenir de l'Ouest** parut sous la direction de Léonidas A. Giroux, avocat d'Edmonton, et plus tard membre de la Législature, en septembre 1911. L'initiative n'eut pas de suite. Nous cherchons cet unique numéro.
5. *L'Etoile de St-Albert* fait son apparition à St-Albert sous la direction d'un nommé J.P. Lafranchise qui dirigeait également une imprimerie à St-Albert, aux portes d'Edmonton. Le journal parut du 13 novembre 1912 à juin 1914. Une dizaine de numéros seulement manquent pour compléter cette série.
6. *Le Canadien Français*, nouveau journal, était dirigé par le dynamique Dr Joseph Boulanger et son épouse. Il se voulait l'organe de la Société Saint-Jean-Baptiste d'Edmonton et de tous les Canadiens de langue française en Alberta. Lors des débuts de son journal en novembre 1915, le Dr Boulanger était président de cette association.
   Au cours des années, la livraison de ce journal ne fut pas toujours régulière d'où la difficulté de retrouver la série complète. Nous possédons des numéros jusqu'en 1926. Un numéro est paru en novembre 1930, sous le nom *Franc Canadien*. Plusieurs thèmes, chers à son directeur, furent développés: lutte contre l'alcoolisme, allusions aux Chevaliers de Colomb, etc...
   Nous estimons avoir pu regrouper plus de la moitié des numéros parus de ce journal.

* Ne point confondre avec un hebdo du même titre paru à Winnipeg du 31 août au 28 décembre 1905.

7. L'*Union*, hebdo important, parut du 15 novembre 1917 au 18 avril 1929 à Edmonton. Il succéda au *Courrier de l'Ouest* et précéda la *Survivance*, dont nous reparlerons. Le propriétaire et le directeur de l'Imprimerie de l'*Union*, M. Féguenne, est décédé en 1975 et sa fille, qui me dit avoir trié les papiers de son père, affirme ne point avoir trouvé de copies de l'*Union*. Pourtant, il nous manque une importante séquence dans la vie de ce journal franco-albertain*. A la bibliothèque de la Législature à Edmonton, nous retrouvons les trois premières et les trois dernières années presque entièrement mais il nous reste une importante tranche à retrouver: 1919 à 1926. Un auteur franco-albertain, quoique d'origine française, M. Georges Bugnet fut le rédacteur de l'*Union* de 1924 à 1929. Lui non plus n'a pas su garder ces copies à cause de déménagements, etc... Il réside encore à Legal, près de Morinville, et est âgé de 97 ans. L'ACFA fut fondée en 1926. Les copies de l'*Union* autour de ces dates seraient très importantes à relire pour les historiens et chercheurs de demain. C'est le journal qui doit faire l'objet spécial de nos recherches.

* Pour obvier à cette lacune, nous avons obtenu la série, maintenant complète, du *Patriote de l'Ouest*, paru à Duck Lake puis à Prince-Albert en Saskatchewan, d'octobre 1910 à août 1940. Du moins les événements communs à nos provinces sont-ils couverts dans leur ensemble. --Une mésentente éclata aux dernières heures d'existence de l'*Union*. L'*Union* parut pour quelque temps après que le nouveau journal, *La Survivance*, eut pris la relève en novembre 1928. L'*Union* continua à paraître jusqu'au 18 avril 1929.

8. *La Survivance* parut du 13 novembre 1928 au 8 novembre 1967, à Edmonton, soit près de 40 ans durant. Cet Hebdomadaire fit face à plusieurs difficultés, surtout financières, mais grâce à l'Imprimerie la Survivance Ltée, il réussit à survivre. C'était l'heure des luttes pour les écoles, la radio-ouest française, la télévision, etc... Des noms comme ceux de Jean Patoine et Paul-Emile Breton résonnent encore. Cet hebdomadaire semble assez complet sur microfilm.
9. *La Survivance des Jeunes* parut comme supplément pour jeunes de 1934 à 1940. Gérard Forcade, oblat, prit le nom de Gérard Le Moyne et sut diriger ce journal avec élan pendant nombre d'années. J'ai fait microfilmer la majeure partie de ce journal il y a de cela deux ans.
10. *Le Petit Jour*. Voilà une autre entreprise pour jeunes, mais créée par un jeune cette fois: Jean Baptiste Boulanger, fils du docteur Boulanger. Ce journal nous arrivait à l'école ou au collège sur plusieurs petites feuilles de format divers, et traitait de propos variés. Sa cueillette, à cause de cela, est très difficile à faire. Au cours des dernières années, *Le Petit Jour* paraissait dans *La Survivance des Jeunes*. Nous avons donc pu préserver cette partie des nouvelles du *Petit Jour*.
11. *Le Franco-Albertain*, le journal actuel, succéda à *La Survivance* le 15 novembre 1967. L'Imprimerie La Survivance Ltée, sait suivre les ébats de ce journal et, au besoin l'appuyer financièrement*.

Tout au long de cette esquisse, vous avez pu le deviner, l'ennemi toujours présent et quasi-mortel, c'est le nombre très restreint de souscriptions et de lecteurs.

Et voilà, à vol d'oiseau, l'ébauche du récit de nos efforts dans le domaine du journalisme pour les Franco-Albertains.

En terminant, pour vous montrer à quel point le moment est venu de préserver nos journaux francophones albertains sur microfilm, le bibliothécaire de la Législature, Blake McDougall, annonçait il y a dix jours, le projet de réaliser d'ici quelque temps cette photo-reproduction de tous nos journaux albertains qui dorment incomplets dans les voûtes et les caves. J'ai rencontré Blake, et nous saurons coordonner nos efforts pour microfilmer les collections de journaux franco-albertains.

Auparavant, il nous faut les retrouver et les préparer.

Voilà notre tâche à tous.

GEORGES E. DUROCHER
Bibliothécaire
Collège universitaire
St-Jean, Edmonton.

* Nous sommes heureux de saluer son ancien rédacteur, Guy Lacombe, qui est maintenant rendu ici à Ottawa, où il oeuvre au sein de l'équipe de rédaction du Droit.

LES ARCHIVES FRANCAISES AUX ARCHIVES PROVINCIALES DE L'ALBERTA

Les Archives provinciales de l'Alberta furent établies par le gouvernement provincial en 1963 et depuis 1967 elles occupent un édifice neuf à côté du Musée provincial à Edmonton - édifice érigé par le gouvernement fédéral comme projet centenaire. Selon deux statuts, le *Alberta Historical Resources Act* et le *Department of Government Services Act*, nos buts concernent:

1. l'identification et le choix de documents touchant notre province et venant du gouvernement ou du secteur privé
2. la préservation de documents pour nos concitoyens et pour la postérité
3. la diffusion de renseignements de nos collections et de nos facilités par tous les moyens possibles; par le biais d'expositions aux galeries ou ambulantes, la publication de brochures, livrets, inventaires; de plus, nous aidons les chercheurs en indiquant des ressources relatives. La salle de recherche est ouverte cinq jours par semaine et nous comptons plus de 2000 chercheurs par an.

Comme vous le savez sans doute, la province ne date que de 1905 et le gouvernement territorial antécédent, de 1875; néanmoins, notre document le plus ancien de la région qu'est l'Alberta actuelle remonte à 1822. C'est un cahier du facteur de Port Chipewyan[1]. Bien que la plupart des documents soient en anglais, beaucoup de nos manuscrits, rubans, cartes, dossiers et tomes reflètent les origines multiculturelles de l'Alberta. Nous possédons de la documentation en allemand, italien, polonais et français.

Le fait français est bien représenté dans nos collections. Nous possédons des documents français qui datent de 1842; en effet, un fonds familial rapporté de France remonte à l'Ancien Régime. En quoi consistent ces collections françaises? On y trouve de tout mais, à deux exceptions près, en petite quantité.

La collection Lamoureux[2] comprend des généalogies, photographies, quelques notes historiques touchant le moulin et le bac en face de Fort Saskatchewan, un journal de caisse de la *Saskatchewan School District # 2*, établi en 1885 dans le village nommé d'après la famille. On y trouve aussi une histoire bilingue non imprimée de Lamoureux, écrite en 1955 par le père Bérubé et M. Hilaire J. Fortier, le principal de l'école. La collection Trochu[3] contient les mémoires d'Armand Trochu, neveu du général français de la guerre franco-prusse, qui avec d'autres officiers avait quitté la France anti-cléricale au début du siècle et s'était établi au Nord-est de Calgary. L'un de ses compagnons est Paul de Beaudrap dont les journaux intimes de 1904-1933 ont

été microfilmés[4] à cause des précieux renseignements qu'ils contiennent de la vie à son ranch. De plus, le fonds Beaudrap contient une généalogie qui indique une ascendance directe à Jeanne d'Arc[5]; en effet, les compilateurs voulaient dire "collatérale". Une autre collection que je peux mentionner contient les mémoires du Dr Duclos, ancien pasteur presbytérien de Valleyfield, P.Q., et plus tard missionnaire protestant aux environs de Bonnyville[6]. Une centaine de documents familiaux, emportés en 1911 de la France à l'Alberta par Jules Déray, datent de 1791 jusqu'à l'année de son départ: il y a des pièces représentatives de chaque régime qui a gouverné la France[7]. Quoiqu'elles ne soient pas effectivement des archives canadiennes, elles représentent néanmoins un aspect de l'héritage emporté par les immigrants dans l'Ouest.

Au fonds Gauvreau[8], nous trouvons un exemple classique de l'assimilation d'une famille francophone - c'est l'assimilation ou la séduction, selon votre point de vue! La famille est originaire de Rimouski et Pierre Valmore Gauvreau était le premier agent immobilier fédéral à Edmonton. Ses copies de lettres de 1887 à 1890 sont également en anglais et en français. Cependant, son fils, Pierre Richard Gauvreau, n'a point utilisé le français dans sa volumineuse correspondance avec des rédacteurs, des hommes d'affaires, et des politiciens. Résident de Rivière-la-Paix de 1911 jusqu'à sa mort en 1966, il a fait beaucoup de recherche sur l'histoire de la région et des pionniers, mais les siens ne se sont pas autrement préoccupés des franco-

phones ou des affaires françaises. A mon grand regret, nous avons peu de documentation qui relate des affaires dirigées par des francophones; la seule collection dont je me souviens concerne Joseph Ladouceur de Lac La Biche où il était commerçant indépendant de pelleterie de 1879 à 1910[9]. Cependant, de nombreuses autobiographies écrites ou enregistrées font allusion aux affaires.

Au nord d'Edmonton se trouve Morinville, siège administratif du *County of Sturgeon #90* dont les archives ont été déposées aux Archives provinciales. Un tome concerne le *Statute Labour and Fire District #1 1896-1901*[10]; quoiqu'il soit écrit en anglais, le style est manifestement français - c'est celui de Samuel Soucy le surveillant. Sa liste des propriétaires et des occupants indique qu'à cette époque-là, 26 noms sur 45 étaient francophones. Le registre des procès-verbaux du *Statute Labour District #235* de Morinville[11] est entièrement en français de 1898 à 1902. Après un arrêt d'un an, les inscriptions recommencent en 1904 mais dès lors, elles sont en anglais, nonobstant le fait que les présidents continuaient à être des Morin, des Boissoneault, des Gouin et des Auvé.

Six pour cent de notre collection d'enregistrements sonores (c'est-à-dire plus de 70 rubans) examine le fait français en Alberta. Il y a des mémoires verbaux des immigrants, tels François Adam[12], Louis Uliac[13], Xavier de Beaudrap[14] et des familles d'origine québécoise, telles que des Dumas[15] et des Caron[16]. En 1973,

des étudiants du Collège St-Jean ont enregistré les discours avec des vieillards de Beaumont[17]; 15 sur 16 sont en français et couvrent la période de 1890 jusqu'à maintenant. Nous possédons 7 interviews avec des pionniers de la région de Rivière-la-Paix qui y sont arrivés dès 1893[18]. La collection contient aussi des enregistrements des événements spéciaux, tels que la messe commémorative du centenaire du diocèse de St-Albert en 1973[19] et les fêtes jubilaires des Soeurs de la Providence[20]. En 1966, la Société canadienne de musique folklorique a demandé à M. N. Conrad Rochon du Musée national d'enregistrer les chansons françaises en Alberta. Au cours d'un séjour de 5 semaines à Edmonton, Légal, St-Paul, McLennan, Falher et Guy, il a enregistré et transcrit 73 chansons[21]. Le père Germain Lemieux de l'Institut de folklore de l'Université de Sudbury les a évaluées et a conclu que quelques-unes d'entre elles n'existent plus au Québec. Si je ne me trompe pas, des copies ont été déposées au Musée national.

Dans le domaine de l'instruction, une collection riche et considérable provient des Soeurs de l'Assomption de la Ste-Vierge[22]. Leur province St-Jean l'Evangéliste comprenait 18 couvents et écoles en Alberta et Saskatchewan, de Battleford et Delmas à Bonnyville, Hobbéma, Brosseau, etc. Les registres, index, chroniques, mandements, rapports et délibérations des conseils datent de 1890 à Lac d'Oignon et de 1893 à Battleford. Il y a aussi des dossiers administratifs ainsi que le magazine *Assumpta* de 1934-1968. La col-

lection a été organisée selon un système numérique identifiant les institutions et les sous-séries, lequel était préparé par les Soeurs elles-mêmes. Nous possédons aussi 8 interviews avec des Soeurs de la Providence qui racontent leurs vies comme institutrices à Lesser Slave Lake, Cluny et Joussard pendant la période 1912-1972[23]. Une conférence donnée par M. Maurice Lavallée au Salon d'histoire du Collège St-Jean, il y a deux ans, touche la position de la langue française et son instruction dans notre province[24].

Dans notre immense collection de photographies remontant à 1890, il y a plusieurs portraits, illustrations d'églises, d'édifices commerciaux et des vues générales des villes d'intérêt aux francophones. Grâce à la Section Jean Patoine d'Edmonton de la Fédération des Femmes canadiennes-françaises, nos archives ont profité d'un projet pour fêter le 60e anniversaire de la Fédération en 1974 et l'Année internationale de la Femme en 1975. Leur projet a produit un album de 34 portraits en couleur, pris par Jean-Guy Dallaire, de femmes francophones qui avaient contribué d'une façon ou d'une autre à la vie de la communauté franco-albertaine. En face de chaque photo se trouve une courte biographie suivie d'un résumé en anglais[25].

Enfin, examinons les archives des Oblats mises sous contrat aux Archives provinciales à 16 occasions différentes entre 1971 et 1974[26]. Large de 550 pieds linéaire (ou 175 mètres), c'est notre collection la plus vaste hors les dépôts du gouvernement. C'est aussi, sans contredit, la collection la plus riche.

La province de l'Ordre occupe le diocèse de Prince-Albert en Saskatchewan, tout l'Alberta au sud du Lac La Biche et un morceau de la Colombie-Britannique. Selon un auteur: "Les Oblats de la langue française ont, depuis leur arrivée, joué un rôle important dans la communauté francophone de l'Alberta. Pensons, à titre d'exemple, aux institutions telles que le collège, les paroisses (prêtres-colonisateurs), la *Survivance*, l'apport à la radio, la relève, etc."[27] Leurs activités en tant que curés, missionnaires, instituteurs, etc. sont reflétées dans leurs archives formidables. Nous possédons des lettres des missionnaires de 1845. Le premier registre de baptêmes et de mariages dans les missions des forts des Prairies commence en 1842. La vie primitive, même dangereuse, de l'Ouest du siècle dernier se ranime quand on lit des *Codices historici* et des chroniques des paroisses et missions. On trouve beaucoup de renseignements dans la série de rapports annuaires publiés, intitulés *Missions des Oblats*: notre collection commence en 1862 et s'achève en 1961; cependant, nous déplorons de nombreuses lacunes après 1921. Aux archives, non seulement y a-t-il des prônes, des journaux quotidiens, des histoires manuscrites, mais aussi plus de 60 enregistrements sonores, plusieurs cartes et plans des photographies, des compilations relatives aux causes de la béatification de Mgr Grandin et des *libri animarum*. Comme l'or est souvent souillé par les scories, ainsi sont ces archives sans prix suffoquées par les déchets de paperasserie tels que factures, talons de chèques, duplicata

et chèques oblitérés qui reposent sur les rayons côte à côte. A cause de ce mélange, à cause de l'importance de la collection, et à cause des systèmes d'arrangement nombreux établis par l'Ordre - systèmes qui ont dispersé des archives apparentées - nous avons de nombreux problèmes à faciliter l'utilisation de la collection. Même si la plupart des boîtes portent des étiquettes descriptives, les documents ne sont pas numérotés régulièrement et il y a toujours le problème d'identification, de triage et de déplacement. Une de mes priorités les plus pressantes consiste à aménager un réseau de classification afin de regrouper des documents apparentés, de simplifier leur identification, d'extraire les duplicata et de promouvoir la destruction des documents qui n'ont plus de valeur. Tout sera conduit en collaboration étroite avec l'Ordre lui-même.

Avant de conclure, j'aimerais citer trois oeuvres récentes dont deux peut-être sont mal connues en dehors de l'Alberta. Ce sont:

. "*The History of the French-speaking community of Edmonton, 1795-1935*" par E.J. Hart, thèse (M.A.), Université de l'Alberta, 1971. Le texte a paru dans l'hebdomadaire *Le Franco-Albertain* sur une période de deux ans.

. "*French-Canadian colonization in Alberta*" par Denise Stocco; ce rapport est le fruit d'un projet de recherche émis en 1973 pour le Musée provincial[28].

. "*Ecole bilingue ou unilingue pour les franco-albertains; projet de recherche par un groupe*

de professeurs et d'étudiants du Collège Universitaire St-Jean", dirigé par le Dr Ousmane Silla et publié en deux tomes en 1974. Cette revue comporte beaucoup de renseignements concernant des organisations économiques, religieuses, sociales, coopératives et des media des diverses régions de l'Alberta.

Je suggère aux chercheurs qui désirent mieux connaître le fait français en Ontario de consulter les oeuvres mentionnées plus haut avant de poursuivre la recherche d'archives uniques.

ALAN D. RIDGE
Archiviste provincial
de l'Alberta

Références

1. Archives provinciales de l'Alberta (ou PAA) 74.1/65 et 63.
2. PAA. 71.114, 71.137 et 71.151
3. PAA. 72.79
4. PAA. 72.401
5. PAA. 72.139
6. PAA. 74.221
7. PAA. 70.333
8. PAA. 66-135

9. PAA. 72.88

10. PAA. 75.396/4

11. PAA. 75/396/7

12. PAA. 67.178

13. PAA. 72.339

14. PAA. 72.139

15. PAA. 73.288

16. PAA. 73.392

17. PAA. 73.574 et 73.576 à 73.590

18. PAA. 67.173

19. PAA. 73.602

20. PAA. 72.436

21. PAA. 68.167 et 68.134

22. PAA. 73.80 et 73.489

23. PAA. 72.437 à 72.443 et 72.445

24. PAA. 75.1

25. PAA. 75.516

26. PAA. 71.220 etc.

27. "Ecole bilingue..." par Dr Ousmane Silla, tome 1, p. 481: le titre complet est cité à la fin de mon aperçu.

28. PAA. 75.124

LES ORIGINES DES ETABLISSEMENTS CANADIENS-FRANCAIS EN ALBERTA 1890-1914

Cet exposé s'inscrit à l'intérieur de mon projet qui s'intitule "Le Mouvement d'immigration canadienne-française en Alberta de 1890 à 1914". Cette période fut celle où le mouvement de colonisation canadienne-française en Alberta connut son apogée et c'est en date de 1890 que l'Eglise commença son travail de recrutement au sein de ce qu'on appelle "Le Rapatriement des Canadiens-français".

Il s'agit donc d'une histoire régionale insérée dans un contexte national dont trois aspects principaux me paraissent importants: (1) comment les politiques fédérales ont affecté l'immigration et l'établissement des Canadiens-français dans les provinces des Prairies, particulièrement l'Alberta; (2) quelles ont été les différences dans ce mouvement entre l'Ouest canadien et l'Ouest américain proprement dit; (3) dans quelle mesure l'Eglise s'est impliquée dans ce processus de colonisation en terre albertaine.

D'autres avant moi ont traité de cette immigration canadienne-française dans l'Ouest sous des aspects bien spécifiques. Je pense à la thèse du professeur Robert Painchaud qui traite de l'Eglise Catholique et du Mouve-

ment des Francophones vers les Prairies 1870-1915 et à celle du professeur André Lalonde, "Les Compagnies de la Colonisation dans l'Ouest Canadien, 1870-1896".

Historique du mouvement

Mon intérêt se porte sur l'histoire de l'arrivée des Canadiens-français en Alberta pendant la période marquante de ce grand mouvement d'immigration et leurs débuts de colonisation dans certaines régions de l'Alberta. Des centres bien canadiens-français (et qui ne le sont plus, hélas!) ont surgi de ces débuts et ont joué un rôle capital pour le rayonnement du français dans notre province.

Mes grands-parents ont fait partie du premier contingent de colons de 1891 que l'abbé Jean-Baptiste Morin dirigeait alors vers la région de St-Albert pour jeter les bases de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Morinville.

Cette histoire de colonisation de Morinville et des autres centres francophones de la région d'Edmonton s'étend, en une première tranche, à partir de 1891 aux premières années du siècle et - en une seconde tranche - des années 1900 à la Première Guerre Mondiale. La fertilité des terres autour d'Edmonton ayant été rapidement connue, tous les "homesteads" avaient été pris. C'est alors que les prêtres-colonisateurs tels les abbés Morin, Ouellette, Normandeau, dirigèrent les colons canadiens-français vers la région de Saint-Paul où les villages se multiplièrent au nord et au sud de cet endroit.

Un petit nombre de colons s'installèrent à Falher-Girouxville en 1912 mais y restèrent isolés jusqu'en 1926, date à laquelle débuta l'expansion des Canadiens-français vers la Rivière-la-Paix. Et c'est une autre tranche de l'histoire de la colonisation française.

Pour comprendre les origines des établissements canadiens-français en Alberta et déterminer l'orientation de mes recherches, je crois qu'il est important de souligner très brièvement les obstacles qui ont nui à cette colonisation.

Il y eut d'abord l'attitude du Québec à la fin du dix-neuvième siècle devant l'énorme perte en capital humain. Beaucoup de Québécois se dirigeaient alors vers les Etats-Unis en quête d'un emploi dans les usines, les filatures, les chantiers. Pour remédier à cet exode, le gouvernement du Québec avait lancé son propre programme de colonisation. La hiérarchie catholique du Québec était également inquiète. Ce problème, pour le Québec comme pour les provinces de l'Ouest, se situe autour de la question du rapatriement des Canadiens-français des Etats-Unis.

Il semble y avoir eu une certaine détermination des Orangistes à faire de l'Ouest un pays anglophone et protestant. Leurs attaques s'intensifièrent à mesure que l'immigration anglophone augmentait. Sans avoir de preuves valables à l'appui, on peut se demander s'il y a eu une opposition systématique à l'immigration canadienne-française dans l'Ouest.

En troisième lieu, l'énorme distance entre l'Alberta et le Québec se répercutait sur les tarifs de

transport pour les Canadiens-français. D'après l'abbé Beaudry, prêtre-colonisateur pour le Manitoba, (lettre au sous-Ministre de l'Agriculture, 18 juin 1889) cet état de choses représentait le premier et le plus grand obstacle au rapatriement. Pourtant, les émigrants en provenance d'Europe ou des Etats-Unis jouissaient de tarifs préférentiels.

Finalement, l'Eglise Catholique du Nord-Ouest elle-même constituait en un sens un obstacle. Consciente des ravages que le contact des Blancs opérait sur les Métis et les Indiens, elle s'était opposé en quelque sorte à la colonisation et avait misé sur les mauvaises conditions physiques du pays pour décourager d'éventuels colons. Pour dissiper cette mauvaise réputation, celle d'un pays sans valeur agricole, le clergé avait décidé de faire un choix plus judicieux des candidats à l'émigration, d'où les nombreuses brochures publiées par les prêtres-colonisateurs.

L'établissement des différents centres canadiens-français dans la région d'Edmonton et dans la région de Saint-Paul surtout, s'est échelonné pendant cette première phase, peut-on dire, de 1891 à 1914. Cette période prit fin avec la Première Guerre Mondiale et pour causes:

a) La guerre elle-même qui produisit un arrêt quasi total du mouvement en même temps qu'une perte de colons de l'Alberta;
b) Le retour des colons français en France pour service militaire (région de Red Deer);
c) Le programme fédéral de colonisation au ralenti.

Et après la guerre, un autre facteur important s'ajouta aux précédents. Après Monseigneur Legal, le dernier archevêque francophone d'Edmonton, décédé en 1920, les évêques irlandais entrèrent en conflit avec le clergé francophone dont plusieurs membres quittèrent la province définitivement. Avec cette perte d'effectifs, la population franco-albertaine cessa de s'intéresser à la colonisation, dans l'archidiocèse d'Edmonton.

Possibilités de recherche

Lors de la Conférence centenaire d'histoire de l'Ouest à Banff, le professeur Lewis Thomas de l'Université de l'Alberta soulignait combien la période d'après-guerre avait été marquée par une expansion importante des activités et dépôts des archives provinciales, par une floraison de sociétés historiques et de musées. Ce développement s'est fait sentir en Alberta comme dans les autres provinces de l'Ouest.

M. Alan Ridge nous a donné un aperçu de nos Archives provinciales qui contiennent, entre autres, le dépôt d'archives des Oblats - mine précieuse de renseignements - auquel vint s'ajouter celui des Soeurs Grises et d'autres communautés pionnières. Parmi les sources manuscrites, il faut mentionner les Archives des diocèses d'Edmonton et de Calgary dont font partie le *Fonds Vital Grandin* et le *Fonds Emile Legal* - mandements, lettres pastorales et circulaires des archevêques et évêques, particulièrement ceux qui ont trait à la correspondance avec l'épiscopat de la province de Québec.

Outre les archives provinciales du gouvernement, il est bon de souligner l'apport des comptes rendus ou procès-verbaux des municipalités, des districts scolaires, des conseils d'administration hospitalière, des registres paroissiaux et notariaux, qui révèlent des aspects fort intéressants de l'histoire des établissements.

L'histoire locale et les études régionales sont plus qu'une réflection des événements qui se déroulent au plan provincial ou national. Il existe une politique nationale. L'histoire locale n'est pas accessoire; elle y est intégrée. Elle sert à personnifier les grands thèmes et à y ajouter des détails appartenant à l'histoire humaine, c'est-à-dire qu'elle reflète la mentalité des gens, leurs intérêts, leurs attitudes.

Les journaux, pendant cette période, ont essayé de prouver au monde entier que les richesses de l'Alberta comme celles de tout l'Ouest étaient illimitées. Leur existence fait partie de l'histoire. Le père Georges Durocher vous en a parlé mais je veux mentionner en particulier *l'Ouest Canadien* d'Edmonton (1898-1900) et le *Courrier de l'Ouest* (1905-1916).

La documentation existe donc mais n'est pas toujours accessible. Je pense aux nombreux écrits de l'abbé J.A. Normandeau, prêtre-colonisateur, fondateur de paroisses, curé à plusieurs reprises, qui ne peuvent être retrouvés.

Plusieurs livres-souvenir de paroisses, d'institutions, de communautés religieuses ont été écrits et publiés. Si la précision historique des détails peut

en certains cas être contestée, du moins ces relations servent à reconstituer une importante tranche de l'Histoire. Mgr Emile Legal a contribué à la publication de l'histoire des paroisses et missions en Alberta centrale (1914). Le père Jules Le Chevalier, o.m.i., a produit une *Esquisse sur l'Origine et les premiers développements de Calgary, 1873-1913.*

En 1974, un projet de recherche interdisciplinaire mené par un groupe de professeurs et d'étudiants du Collège universitaire Saint-Jean, Edmonton, produisait un *Rapport descriptif de la situation franco-albertaine.* Ce projet établissait une bibliographie des ouvrages se rapportant aux Franco-Albertains; elle constitue un essai valable qui rassemble la documentation existante. Cependant, nous n'avons pas encore d'ouvrage comparable à celui de M. Lionel Dorge publié sous les auspices de la Société Historique de St-Boniface.

Parmi les ouvrages d'auteurs albertains, je me dois de souligner celui du père Eméric Drouin, o.m.i.: *Joyau dans la Plaine, St-Paul, Alberta*, et les biographies de figures légendaires comme celles de Mgr Grandin et du fameux père Lacombe.

La thèse de maîtrise ès arts du jeune Edward Hart traduite en français: *L'Histoire de la Communauté française d'Edmonton, 1795-1935*, et publiée dans le *Franco-Albertain* d'octobre 1974 au mois d'août 1976, a été bien accueillie par le public. Elle contient une mine de renseignements sur la communauté francophone d'Edmonton et révèle des caractéristiques qu'on retrouve dans toutes les communautés francophones de cette région.

Plusieurs aspects de la vie albertaine ont déjà été traités par certains auteurs anglophones, dont James G. MacGregor (*A History of Alberta*, Edmonton, Hurtig, 1972). Malheureusement, la vérité historique n'apparaît pas sous son vrai jour. Les Canadiens-français dans l'Ouest ne sont pourtant pas juste une nécessité historique. Dans sa critique du livre, publiée dans le *Franco-Albertain*, le 22 décembre 1976, M. Jean Pariseau écrivait: "Il faut bien reconnaître l'utilité du livre de Monsieur MacGregor cependant; celle de nous faire prendre conscience qu'il nous incombe à nous, Franco-Albertains, d'écrire notre propre histoire".

ALICE TROTTIER
Collège Universitaire
St-Jean
Edmonton, Alberta

Bibliographie

Bowsfield, Hartwell. "Writing Local History", *Alberta Historical Review*, vol. 17, no 3, 1969.

Collège Universitaire Saint-Jean, Edmonton, Alberta, "Ecole Bilingue ou Unilingue pour les Franco-Albertains?" Projet de recherche interdisciplinaire par un groupe de professeurs et d'étudiants du Collège universitaire St-Jean de l'Université de l'Alberta, Edmonton, 1974.

Painchaud, Robert. *The Catholic Church and the Movement of Francophones to the Canadian Prairies, 1870-1915.* Thèse de doctorat inédite, Université d'Ottawa, 1976.

Thomas, Lewis H. "Documentary Sources for Teaching Western Canadian History", *A.H.R.* vol. 17, no 4, 1969.

LA FOSSILISATION DU FRANCO-AMERICAIN DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

Le Franco-Américain existe-t-il vraiment? Où est-il? Sait-il qu'il existe? Y a-t-il quelque part un papyrus à déchiffrer qui trahisse sa présence? Pourquoi nous est-il si difficile d'identifier son espèce et d'en étudier le comportement?

Commençons d'abord par un énoncé scandaleux mais véridique: pour l'"Américain" d'origine anglo-saxonne ou irlandaise, le Franco-Américain a toujours été considéré comme un étranger, un indésirable envers qui ils se montraient très généreux en tolérant sa présence aux Etats-Unis.

Cette attitude m'a toujours paru bien fondée dans notre histoire continentale. Qu'il me suffise de vous distraire un instant en vous résumant quatre événements majeurs qui n'ont jamais cessé de hanter ma sensibilité pubère car je les connaissais déjà à cet âge-là et en ressentais une angoisse tout aussi profonde alors que maintenant.

J'avais été beaucoup moins horrifié par les récits et le contenu de la chanson d'Evangeline qui me faisaient pleurer la dispersion des Acadiens en 1755 que je l'avais été d'apprendre que ces Anglais chrétiens de nos colonies

(que je croyais alors américaines) avaient préféré en laisser mourir jusqu'à deux cents de froid et de sous-alimentation sur les bateaux réfugiés dans un de leurs ports plutôt que de permettre à un seul de ces moribonds de descendre temporairement sur les quais pour se nourrir et se réchauffer de crainte qu'il y demande un asile permanent. Morts anonymes! Il n'en reste aucune trace.

Le deuxième exemple nous ramène au Québec de 1776 où les "Bostonnais", comme on les appelait alors, s'étaient rendus dans le but de libérer le Canada et de convaincre les Québécois d'appuyer notre mouvement indépendantiste. Le mépris des troupes américaines pour le Canadien-français était tellement cruel qu'il se manifestait même dans le traitement abusif infligé aux recrues canadiennes dans notre armée. Les *Journals of the Continental Congress* (IV, 302) révèlent que le Congrès, réuni à Philadelphie, s'en est excusé en promettant de punir ceux qui en étaient coupables. Nos textes scolaires ou érudits taisent cet incident et passent sous silence cette participation québécoise à notre Révolution.

C'est au cours d'un autre conflit que cette conspiration du silence se maintient encore plus honteusement. Il y avait, à l'époque de notre Guerre de Sécession, deux sortes d'immigration canadienne-française. J'appelle la première "la sédentaire" dans le cas où l'on venait s'établir définitivement en Nouvelle-Angleterre et/ou au Middle West, et la deuxième "la nomade" où figurent ces personnes qui maintenaient un va-et-vient

constant entre nos deux pays. Nos Yankees du Nord ont su profiter de la deuxième en faisant remplacer leurs fils dans le service militaire par ce que j'appelle des "Québécois transitaires" (transients), tout en préservant pour eux-mêmes la gloire messianique recherchée à l'époque.

En soi, cela pourrait passer. Mais là où le venin pénètre encore plus assurément, c'est là où les jeunes Canadiens-français s'étaient enrôlés volontairement et officiellement dans nos régiments, avaient lutté pour délivrer le Noir de son asservissement et étaient tombés au champ d'honneur. Quelle ironie que cette expression! Car elle signifie, pour eux, qu'ils sont "tombés dans l'anonymat traditionnel" puisqu'on n'a jamais voulu graver leurs noms sur ces stèles de granit omniprésentes dans les multiples squares de la Nouvelle-Angleterre. Et les sociétés historiques locales de justifier, en pleine année de notre Bicentenaire: ces "héros" (oui, on leur a donné ce titre posthume pendant les discussions parlementaires flegmatiques) ou n'étaient pas résidents permanents de l'endroit où ils s'étaient enrôlés ou n'étaient pas citoyens américains. (On passe sous silence qu'il fallait être propriétaire à l'époque pour être citoyen et on ne fera pas enquête pour savoir si les noms gravés sont aussi ceux de propriétaires). C'est ainsi qu'une autre génération de "Francos" a été reléguée, elle aussi, à l'obscurité.

Le dernier exemple est encore plus ignoble parce que le crime n'est pas simplement "chrétien", il est "catholique". Quand nos premiers émigrés "canadiens"

s'installaient dans nos villes et villages où il n'y avait pas encore de paroisse nationale et qu'il en mourrait un par-ci un autre par-là, il arrivait que le curé irlandais refusait non seulement de chanter le service ou de dire l'absoute mais même de laisser enterrer les morts "en terre sainte", comme les "Canadiens" d'alors appelaient leurs cimetières. C'était l'outrage ultime. On devait donc mener la dépouille mortelle de ces pauvres émigrés dans un champ quelconque, à trois ou quatre milles de la municipalité, pour les y laisser dormir leur dernier sommeil dans un anonymat que même les larmes des familles éplorées parviendraient à maintenir. Il fallait attendre le passage d'un missionnaire québécois pour faire bénir ces fosses. Ce pauvre prêtre finissait à peine de consoler les "survivants" affligés qu'il devait s'empresser d'aller raviver la foi des jeunes voisins dont on venait de baptiser l'enfant. Le prêtre irlandais avait griffonné, avec tout le dédain caractéristique de sa caste, dans son registre paroissial ce nouveau monument à notre anonymat: "baptized a Frenchman today". (On ne sait pas encore aujourd'hui si ces "Frenchman" étaient des petits garçons ou des petites filles!) Naissances anonymes! Qui sont leurs descendants?

Lorsque j'étais petit garçon, des vieilles dames dans leur quatre-vingtaine me conduisaient à pied à ces champs de douleurs y faire ce qu'elles croyaient chaque fois être leurs derniers adieux. Devenu professeur, j'ai pu obtenir les photocopies des registres qui confirment l'honnêteté et l'intégrité de ces vieilles dames

qui me transmettaient les secrets de mon ethnie avant que j'atteigne mes dix ans. Aujourd'hui, c'est la presse qui, par l'entremise de Cynthia Coombs, la coordonnatrice des groupes ethniques pour la Commission du Bicentenaire du Massachusetts, nous rend ce dernier hommage: "Although large in numbers, the state's French-Canadians are among the least visible". (*Boston Herald*, March 21, 1976).

Notre histoire à nous, "nègres blancs" de la Nouvelle-Angleterre, comme nous appellerait Pierre Vallières, n'est pas facile à écrire. Elle semble sombrer de l'anonymat à l'invisibilité: un merveilleux monument à deux siècles de vie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre! Et cette invisibilité est tellement bien protégée, même dans les milieux académiques, que lorsque Josef J. Barton, le coordonnateur des recherches pour la *Harvard Ethnic Encyclopedia*, a préparé sa *Brief Ethnic Bibliography* comme "guide à l'expérience ethnique aux Etats-Unis", il n'a su trouver qu'une seule référence sur les Franco-Américains en 1976, et celle-ci en lisant le *Canadian Dualism* de Mason Wade, imprimé à Toronto. Est-ce de l'ethnocide académique?

Faut-il se décourager? Le retentissement du roman *Roots* d'Alex Haley est là pour nous rappeler à l'ordre. Il n'a pas eu la tâche plus facile que nous! Il lui a fallu neuf ans de recherches et trois ans de rédaction pour écrire ce qu'il appelle l'histoire de *sa* famille. Il nous faut tenir compte d'un avantage qui fut sien mais qui n'a jamais été nôtre: en plus de nombreuses contributions venant d'un peu partout, il avait reçu

une subvention de quarante mille dollars du *Reader's Digest* pour entreprendre ce travail. Soyons réalistes! Aucun Franco-Américain n'a jamais reçu pareil encouragement soit d'une entreprise privée soit du gouvernement pour initier, continuer ou approfondir des recherches sérieuses sur notre groupe ethnique. De fait, lorsque le Collège de l'Assomption de Worcester s'est vu décerner un octroi fédéral de vingt-six mille dollars l'an dernier -- et il n'y eut que six institutions d'enseignement à en obtenir dans cette catégorie sur les mille deux cents demandes soumises à Washington -- c'était exclusivement pour "dissémination de matériaux" dont les recherches étaient terminées: il y avait même interdiction formelle d'entreprendre toute recherche quelconque avec ces fonds.

Une des conséquences tragiques d'un pareil état d'esprit, c'est que nous n'avons pas de chercheurs franco-américains de la réputation de Pierre Savard qui, dans un seul article comme celui sur les "Relations between French-Canadian and American Catholics in the last third of the nineteenth century" (*Culture*, mars 1970), peut nous donner plus de précisions historiques et scientifiques sur nous-mêmes que ne le feraient trois ou quatre de mes articles sur cette même période.

Nos meilleurs chercheurs, tels les professeurs Armand Chartier et Claire Quintal par exemple, doivent poursuivre toute enquête en marge de leur profession -- à moins d'être à leur retraite, tels l'abbé Clarence d'Entremont qui ne cesse de fouiller la question acadienne, Mgr Adrien Verrette qui a préparé un assortiment

de monographies paroissiales au New Hampshire ou le docteur Gabriel Nadeau qui a consacré des années à l'oeuvre de Louis Dantin. Les professeurs franco-américains chargés de préparer des textes pour l'enseignement bilingue-biculturel (anglais-français) en Nouvelle-Angleterre sont désemparés devant la pénurie de sources à la main, et leurs rapports annuels le reflètent. Le romancier Jacques Ducharme me disait, un jour, qu'il ne restera pas en Nouvelle-Angleterre plus de traces de nos Franco-Américains qu'il n'en reste présentement des Babyloniens. Je voudrais bien que ce ne soit là qu'une hyperbole, vu la bibliographie que j'ai dressée pour ma thèse en 1965, celle du professeur Chartier en 1974 et bien d'autres encore...mais dont aucune n'est passée au grand public, faute de fonds pour impression et distribution.

Nous avons deux centres de recherche qu'il faut signaler car ils sont les plus riches (sources et études): ce sont ceux que nos deux grandes mutuelles franco-américaines ont établis. Il s'agit de la bibliothèque Adélard Lambert de l'Association Canado-Américaine à Manchester, New Hampshire qui détient une documentation de sources introuvables ailleurs, puis de la bibliothèque Edmond Mallet de l'Union Saint-Jean-Baptiste à Woonsocket, Rhode Island, gardienne d'une collection unique de journaux franco-américains dont certains sont microfilmés. Les deux centres se complètent. Je m'imagine que si jamais on fondait un véritable Centre de recherche en civilisation franco-américaine au Collège de l'Assomption, ce

serait un endroit idéal où rassembler les deux bibliothèques dans le but d'intégrer nos ressources ethniques dans un milieu académique. Ces deux bibliothèques sont indispensables pour tout chercheur sérieux, surtout pour les Barton de Harvard, et elles sont à la disposition de tous les étudiants. Les deux bibliothécaires, le frère Félicien Létourneau de Woonsocket et M. Robert Perreault de Manchester y accueillent des groupes tout aussi bien que des particuliers.

En plus, il y a, parsemées à travers nos six états, des collections privées...en train de disparaître de la Nouvelle-Angleterre: je songe à celle que Rosaire Dion-Lévesque a vendue et celle que le docteur Nadeau a donnée à la Bibliothèque Nationale du Québec. Je pense à celles qui quittent nos milieux francophones comme celle que Dantin a léguée à Smith College. Je pense à celles qui sont presque inatteignables comme la collection Harris de la bibliothèque John Hay de l'Université Brown. Enfin, il y en a d'autres, beaucoup moins importantes, bien sûr, mais qui contiennent des inédits de mérite en franco-américana: celle de maître Laurie Ebacher à Amesbury, celles de Roger Lacerte et de Richard Santerre à Lowell, celle de Marthe Biron-Péloquin à Westford, la mienne à Somersworth, et j'en oublie peut-être.

Il est regrettable d'ajouter que la majorité des bibliothèques paroissiales d'autrefois, comme celles des communautés religieuses d'hommes et de femmes, ont été dévalisées, dispersées, données, parfois vendues, ou tout simplement expédiées aux dépotoirs.

Pis encore, les paroisses franco-américaines où l'on ferme nos écoles bilingues détruisent leurs vieux registres ou les expédient à la tonne aux chancelleries diocésaines qui ne savent où les ranger, nous en interdisent l'accès, et finiront sûrement par les détruire en anéantissant ainsi sciemment, volontairement, systématiquement ces autres indices de notre ethnie. Les diverses sociétés franco-américaines n'ont pas conservé leurs procès-verbaux. Nous sommes pauvres quantitativement et qualitativement!

Donald Boisvert dirige un Centre d'héritage franco-américain à Lewiston, Normand Beaupré à Biddeford. La collection du Collège Notre-Dame de Manchester paraît modeste devant celle du Collège Rivier de Nashua. Sauf l'Université du Maine à Orono qui a fondé un New England-Atlantic Provinces-Québec Center, nos universités d'état se plaignent toutes d'avoir très peu de documentation à notre égard dans leurs "special collections". Quelques sociétés historiques locales nous surprennent parfois avec des trouvailles inattendues. Quant aux archives diocésaines, vous savez tous qu'elles existent avec leurs samourais plus zélés que les suisses du Vatican.

Ceci doit vous paraître invraisemblable, surtout lorsqu'on se rappelle que Michael Novak de la Rockefeller Foundation nous apprenait, au cours du Bicentenaire, qu'avec une population de cinq millions et demi, les Franco-Américains tiennent la cinquième place parmi les groupes ethniques minoritaires aux Etats-Unis, soit cinq pour cent de la population. Comment donc expliquer

notre invisibilité? Faute de subventions, ceux qui ont la formation requise et une connaissance intime du sujet ne peuvent pas se livrer à la recherche proprement dite et ne peuvent donc pas publier. Ces mêmes personnes sont souvent celles qui s'évertuent à parcourir nos contrées pour donner de nombreuses conférences sur les Franco-Américains tant à des auditoires multi-ethniques qu'inter nos.

Ils doivent voler bien des heures à leurs nuits précieuses pour préparer bénévolement des articles en français d'intérêt général sur le fait français en Amérique pour les faire paraître soit dans la revue trimestrielle, le *Canado*, ou dans le journal trimestriel, l'*Union*: je pense à la série sur la participation française à la Révolution américaine parue dans ce dernier. Pour ardue que soit la tâche, cela ne représente aucunement un travail scientifique comme l'article mentionné plus haut. Et si l'on prépare un article sérieux en français, où le publier? Qui le lira? On pourrait peut-être le faire paraître dans le numéro annuel du *Bulletin de la Société Historique Franco-Américaine*, mais les complications sont multiples. Le *Travailleur*, journal mensuel de Linwood, est submergé d'articles de toutes sortes. Quant à préparer des articles de fond en anglais, aucune revue américaine ne semble nous prendre au sérieux. Nous nous sentons inévitablement coincés, sans argent pour nos recherches et sans débouché pour nos publications.

Il s'ensuit un autre résultat peut-être plus néfaste encore: celui d'une frustration instinctive

chez le jeune chercheur franco-américain qui lit peu ou pas du tout le français, trouve les ressources que nous avons insondables parce que françaises, se décourage devant l'inaccessibilité de renseignements en anglais, refuse de faire de la sociologie à coup d'entrevues ou d'enquêtes orales, s'impatiente devant l'inévitabilité des obstacles qu'il considère insurmontables et s'oriente alors vers d'autres disciplines ou d'autres groupes minoritaires pour lesquels les ressources abondent. Parfois, il abandonne la partie complètement en "consacrant" ses énergies à des projets qui l'éloignent de la recherche et il se noie dans l'action sociale. Parfois, il se révolte contre son impuissance, se convainct que ces difficultés sont la preuve que toute référence à "la survivance", académique ou réelle, n'est que névrose collective, obsession individuelle ou fanatisme déplacé à notre époque, et il se dirige vers de nouveaux horizons académiques ou géographiques ou culturels.

Malgré toutes ces difficultés, j'ai quand même réussi, depuis 1967 au Rhode Island College, à diriger une cinquantaine de monographies en français et une dizaine en anglais sur les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre. D'autres collèges et universités s'efforcent d'intéresser quelques-uns de leurs étudiants à notre ethnie et parviennent à s'enorgueillir, eux aussi, d'une thèse occasionnelle. C'est en vain que j'ai sollicité des fonds pour préparer une bibliographie des thèses à sujet franco-américain dans tous nos collèges et toutes nos universités dans le but de

les connaître, d'empêcher une duplication involontaire d'efforts de recherche, et de les rendre plus accessibles à tout le monde.

Je termine en vous disant très franchement que si nous ne réussissons pas à nous soustraire à l'impasse dans laquelle nous nous trouvons, nous assisterons à notre propre momification. Si nous ne réussissons pas à franchir les obstacles qui nous menacent, notre présence sera aussi difficile à tracer que celle des Amorrites. Si nous ne modernisons pas nos centres de recherche qui existent déjà et si nous n'encourageons pas nos chercheurs à publier, nous serons témoins de ce que j'appellerais impudemment *La Fossilisation du Franco-Américain de la Nouvelle-Angleterre* garantie pour notre Tricentenaire.

PAUL-P. CHASSE
Président
Council for the Development of French in New England
Rhode Island College
U.S.A.

LISTE DES PARTICIPANTS

Audet, Louise-Hélène
Centre des Archives
régionales du Nord-
Ouest québécois
Université du Québec
113 Latulipe Ouest
Rouyn, Québec

Barsalou, Robert, o.m.i.
Centre de recherche en
civilisation canadienne-
française
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Barter, Géraldine
Centre d'Etudes Franco-
Terreneuviennes
Section de Français
Université Memorial
St-Jean, Terre-Neuve

Beaudin, François
Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires
culturelles
Archives Nationales
Parc des Champs de Bataille
Québec, Québec

Chassé, Paul P.
Abbaye de Thélème
Somersworth, U.S.A.

Chiasson, Père Anselme
Centre d'études acadiennes
Université de Moncton
Moncton, N.-B.

Choquette, Robert
Département des sciences
religieuses
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Côté, André
Département des sciences
humaines
Université du Québec à
Chicoutimi
930 est Jacques-Cartier
Chicoutimi, Québec

Coulombe, Danielle
C.P. 580
Hearst, Ontario

Daigle, Jean
Université de Moncton
Moncton, N.-B.

J. Alphonse Deveau
Directeur du Centre
acadien
Université Ste-Anne

Drouin, E.O., o.m.i.
9916, 110e rue
Edmonton, Alberta

Durocher, Georges
Collège universitaire
St-Jean
Université de l'Alberta
8406, 91e rue
Edmonton, Alberta

Duval, Luce
Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Gervais, Gaétan
Université Laurentienne
Sudbury, Ontario

Gaudet, Paul
Etat de la recherche en Nouvelle-Ecosse
Collège Ste-Anne
Churchpoint, N.-E.

Gourd, Benoit-Beaudry
Centre des Archives régionales du Nord-Ouest québécois
Université du Québec
113 Latulipe Ouest
Rouyn, Québec

Grimard, Jacques
Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Hardy, René
Section d'Histoire
Dép. des Sciences humaines
Université du Québec
C.P. 500
Trois-Rivières, Québec

Hébert, J. André
81, Ch. Elgin
Aylmer, Québec

Lafrenière, Suzanne
Dép. de lettres françaises
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Lalonde, André N.
Dép. d'Histoire
Université de Régina
Régina, Saskatchewan

Lamonde, Yvan
Centre d'études canadiennes-françaises
Université McGill
3475 Peel
Montréal, Québec

Lapierre, André
Dép. de Linguistique
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Lapointe, Pierre-Louis
Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Lessard, Claude
Dép. des Sciences humaines
Université du Québec
C.P. 500
Trois-Rivières, Québec

Painchaud, Robert
Dép. d'Histoire
The University of Winnipeg
515 Portage
Winnipeg, Manitoba

Richer, Paulette
Radio CBEF
267 rue Pélissier
Windsor, Ontario

Ridge, Alan D.
Provincial Archives of Alberta
12845, 102e Avenue
Edmonton, Alberta

Savard, Pierre
Directeur
Centre de recherche en civilisation canadienne-française
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Thomas, Gérald
Centre d'Etudes Franco-Terreneuviennes
Section de Français
Memorial University of Newfoundland
St-John, Newfoundland

Trottier, Alice
Collège universitaire St-Jean
8406, 91e rue
Edmonton, Alberta

Vallières, Gaétan
C.P. 659
R.R. #2
Orléans, Ontario

Achevé d'imprimer par les travailleurs
des ateliers Marquis Ltée de Montmagny
en octobre 1977